



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 37.150.195 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2009

**1 – Comptes annuels du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009
Page 2**

**2 – Comptes consolidés du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009
Page 27**

**3 – Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice 2008/2009
(du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009)
Page 64**

**Rapport du Président sur le fonctionnement du conseil d'administration et sur
l'organisation du contrôle interne
Page 98**

**4 – Rapport général des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009
Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009
Rapport des commissaires aux comptes
sur le rapport du Président du Conseil d'administration, pour ce qui concerne
les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration
et au traitement de l'information comptable et financière
Page 110**

**5 – Tableau des honoraires des commissaires aux comptes
Page 117**

**6 – Attestation du rapport financier annuel
Page 118**



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 37.150.195 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2009</p>
--

1 – Comptes annuels du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009

RISC GROUP

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 37.150.195 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt

RCS NANTERRE 379 067 390

<p>COMPTES ANNUELS couvrant la période de 12 mois du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009</p>

A – Bilan au 30 juin 2009

B – Compte de résultat du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009

C – Annexe aux comptes annuels au 30 juin 2009

1. Faits marquants de la période
2. Faits postérieurs au 30 juin 2009
3. Principes comptables
4. Notes sur le bilan au 30 juin 2009
5. Notes sur le compte de résultat au 30 juin 2009
6. Autres informations

RISC GROUP**A – Bilans au 30 juin 2009
et au 30 juin 2008**

en € ACTIF	30/06/09			30/06/08
	BRUT	AMORT & PROV	NET	
Frais de recherche et développement	3 978 578	-2 921 880	1 056 698	1 432 569
Concession, brevets & dts similaires	12 362 472	-459 589	11 902 883	12 362 472
Autres immobilisations incorporelles	523 599		523 599	2 974
Immobilisations incorporelles	16 864 649	-3 381 469	13 483 180	13 798 015
Installations techniques, agencements	1 223 080	-245 671	977 408	783 317
Autres immobilisations corporelles	1 519 088	-861 401	657 687	620 110
Immobilisations en cours			0	6 750
Immobilisations corporelles	2 742 168	-1 107 072	1 635 095	1 410 177
Participations	51 999 851	-10 507 159	41 492 692	50 419 961
Autres immobilisations financières	473 327		473 327	306 197
Immobilisations financières	52 473 178	-10 507 159	41 966 019	50 726 158
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	72 079 995	-14 995 700	57 084 295	65 934 349
Marchandises	430 027	-107 822	322 205	179 733
Avances et acomptes versés sur cde	155 157		155 157	8 765
Clients et comptes rattachés	12 011 396	-993 951	11 017 445	17 227 544
Autres créances et comptes de régul.	5 872 505	-703 271	5 169 234	3 823 519
Disponibilités	3 252 345	-2 174	3 250 171	10 201 710
Charges constatées d'avance	545 493		545 493	1 096 979
Charges à étaler	0		0	0
Prime de remboursement des OC	0		0	23 845
TOTAL ACTIF CIRCULANT	22 266 923	-1 807 218	20 459 705	32 562 095
TOTAL GENERAL ACTIF	94 346 918	-16 802 918	77 544 000	98 496 444

en € PASSIF	30/06/2009	30/06/2008
	NET	NET
Capital social	37 150 195	36 604 579
Primes d'émission	96 084 168	96 629 542
Réserve légale	15 245	15 245
Autres réserves	164 653	164 653
Report à nouveau	-50 655 027	-52 473 357
Résultat de l'exercice	-18 972 085	1 818 334
CAPITAUX PROPRES	63 787 149	82 758 995
Provisions pour risques	460 422	775 886
Provisions pour charges	58 750	43 750
PROVISIONS P. RISQUES & CH.	519 172	819 636
Emprunt obligataire convertible		2 115 399
Emprunts et dettes fin. / Ets de crédit	73 297	946 269
Emprunts et dettes financières divers	48 052	102 164
Fournisseurs et comptes rattachés	5 275 381	3 985 910
Dettes fiscales et sociales	5 386 489	4 486 817
Dettes sur immob. & cptes rattachés	0	0
Autres dettes	1 651 003	2 381 188
Produits constatés d'avance	803 457	900 066
DETTES	13 237 679	14 917 813
TOTAL GENERAL PASSIF	77 544 000	98 496 444

RISC GROUP

B – Comptes de résultat au 30 juin 2009 et au 30 juin 2008

en €	30/06/2009 12 mois	30/06/2008 15 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES	32 740 806	41 812 441
Autres produits d'exploitation	1 517 696	1 345 919
Achats	6 536 866	4 561 787
Charges externes	14 576 913	13 693 497
Impôts et Taxes	936 791	1 573 582
Salaires	11 743 666	14 392 335
Charges sociales	4 615 906	5 958 026
Dotations aux amortissements	841 563	1 017 809
Dotations aux provisions	1 593 746	141 587
Autres charges	367 009	0
RESULTAT D'EXPLOITATION	-6 953 958	1 819 737
Produits financiers	233 302	1 098 076
Charges financières	12 846 251	1 104 333
RESULTAT FINANCIER	-12 612 949	-6 257
Produits exceptionnels	671 093	1 048 522
Charges exceptionnelles	521 285	1 043 668
RESULTAT EXCEPTIONNEL	149 808	4 854
RESULTAT avant IS & PARTICIPATION	-19 417 100	1 818 334
IS courant	-445 013	0
RESULTAT NET	-18 972 087	1 818 334

RISC GROUP

C - Annexe aux comptes annuels au 30 juin 2009

Tous les chiffres présentés sont en euros, sauf mention particulière.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 7 octobre 2009.

1 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

1.1 Un exercice en perte opérationnelle

La société affiche une perte opérationnelle de -6,9 M€ au 30 juin 2009.

Cette perte inclut -0,6 M€ de dotations aux provisions pour dépréciation constatés sur le fonds de commerce *Normaction* (0,45 M€) et sur les comptes clients *eFlag* (0,2 M€), filiale également en déficit opérationnel sur l'exercice.

Net de ces deux éléments, la perte d'exploitation au 30 juin 2009 s'élève à -6,3 M€.

Concernant le premier semestre, la société avait établi un budget de croissance ambitieux et lancé des investissements importants en termes de recrutements de commerciaux et de communication. Ces investissements commerciaux et marketing n'ont pas été accompagnés de la productivité commerciale attendue. En effet, la crise économique apparue en octobre 2008 a sensiblement affecté le processus de vente directe de la société et ce ralentissement a été d'autant plus manifeste que le groupe s'était organisé en début d'exercice pour accompagner une croissance significative.

Sur le second semestre, la société a lancé des mesures correctrices afin d'adapter sa structure de charges, notamment en limitant son recrutement et en diminuant tous les budgets de communication et de marketing. Néanmoins, ce second semestre a souffert d'une activité commerciale inférieure aux prévisions.

Il faut souligner que suite aux mesures correctrices prises par la direction depuis décembre 2008, le résultat opérationnel inclut un montant de -2,2 M€ de charges non récurrentes (coûts de sortie transactionnels, activités déficitaires stoppées à fin juin 2009, opérations de promotion et de marketing arrêtées ou renégociées).

1.2 Dépréciation des participations financières

Les participations financières ont fait l'objet d'un test d'évaluation au 30 juin 2009 conformément aux principes comptables appliqués au sein de la société (voir **note 3.3**).

Le groupe a tenu compte des résultats déficitaires constatés sur l'exercice 2008/2009, du contexte économique encore très dégradé et de ses conséquences négatives sur la visibilité de l'activité pour le calcul des valeurs d'utilité.

Il résulte de ces calculs la constatation au compte de résultat d'une dépréciation des titres de participation pour un montant total de -10,3 M€, sans effet de trésorerie (voir **note 4.2**).

1.3 Augmentation de capital par émission de 783.200 actions gratuites

Le 28 juillet 2008, en application du plan d'actions gratuites de juillet 2006 ont été créées et émises 783.200 actions nouvelles, soit une augmentation de capital de 391.600 € par imputation sur la prime d'émission. Ces 783.200 actions ne pourront pas être cédées par leur bénéficiaire avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 27 juillet 2010.

Le 30 mars 2009, en application du plan d'actions gratuites de mars 2007 ont été créées et émises 308.000 actions nouvelles, soit une augmentation de capital de 154.000 € par imputation sur la prime d'émission. Ces 308.000 actions ne pourront pas être cédées par leurs bénéficiaires avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 30 mars 2011.

Après la création de 13 nouvelles actions en juillet 2008 et de 20 nouvelles actions en mars 2009 par conversion d'obligations convertibles, le capital de la société est à ce jour de 37.150.195 €, divisé en 74.300.390 actions entièrement libérées.

1.4 Compléments de prix sur Clunk Click

Un complément de prix sur l'acquisition des titres *Clunk Click* a été versé en novembre 2008 à hauteur de 300 K€, en application du protocole d'acquisition.

Un dernier complément de prix de 348 K€ dû sur la base des résultats 2008-2009 a été versé en septembre 2009..

1.5 Complément de participation dans Normaction SA

En application du protocole conclu avec *Normaction* le 30 janvier 2008 qui prévoyait une promesse d'achat de *Risc Group* au bénéfice de certains actionnaires de *Normaction*, la participation de *Risc Group* dans le capital de *Normaction* est passée de 17,5% à 21,1 % en septembre 2008.

En juin 2008, *Risc group* a participé à l'augmentation de capital de *Normaction* à hauteur de sa participation soit un montant de 0,265 M€ sur une augmentation de capital totale de 1,25 M€.

Pour rappel, selon les accords signés en janvier 2008, *Risc Group* a la faculté de renforcer sa participation au moyen de l'exercice de bons de souscription d'actions (BSA) attachés aux actions émises dans le cadre de l'augmentation de capital et d'une option d'achat qui lui serait consentie par le Président fondateur de *Normaction* ainsi que deux autres actionnaires historiques portant sur 672.089 actions de la société (BSA et option d'achat courant sur 24 mois).

Dans le cadre de l'approche retenue par le groupe sur la valeur de ses participations, il a été constaté dans les comptes annuels au 30 juin 2009 une dépréciation de 1,7 M€ sur la participation détenue par *Risc Group* dans *Normaction* (voir **note 4.2**)

1.6 Création du Centre de Contact Clients européen à Orléans

Risc Group a inauguré en décembre 2008, à Ormes, près d'Orléans son nouveau Centre de Contacts Clients européen. Ce centre d'appels et de relation client a pour mission de recevoir les appels téléphoniques des clients européens de *Risc Group* et de réaliser des campagnes d'appels téléphoniques de prospection commerciale.

Le Centre accueille 48 personnes en charge de la hot line technique de premier et second niveaux pour les solutions *Risc Group Inbox*, et de la hot line technique de premier niveau pour *Risc Group IT Solutions*.

Le Centre regroupe également 39 personnes dédiées à la prospection commerciales, pilotées par un professionnel de ce métier. Ce « call center » est un point clé dans le modèle économique du groupe afin d'assurer aux services commerciaux les rendez-vous clients qualifiés nécessaires à la signature des nouveaux contrats.

1.7 Changement du mode de gouvernance de la société et nouvelles nominations

Le conseil d'administration réuni le 18 décembre 2008 a décidé de dissocier les fonctions de Président et de Directeur Général.

En effet, le conseil a considéré que la conjoncture économique actuelle nécessitait d'une part que le Président du conseil d'administration se concentre sur la gestion du contexte boursier et la recherche

d'actionnaires structurants pour la société et d'autre part que le Directeur Général se focalise sur la conduite opérationnelle de la société.

Suite à cette décision, Monsieur Loïc Pequignot a démissionné de sa fonction de Président Directeur Général et le conseil d'administration a nommé Monsieur Gérard Guillot Président du conseil d'administration de *Risc Group*. Monsieur Philippe Weppe a été nommé Directeur Général de *Risc Group* le 12 janvier 2009.

2 - FAITS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2009

2.1 Conclusion d'un protocole d'investissement avec STS Group

La Société a conclu le 20 octobre 2009, après accord de son Conseil d'administration, un protocole d'investissement avec *STS Group*, éditeur leader en Europe de logiciels de confiance numérique, à l'effet de proposer son entrée au capital en tant qu'actionnaire de référence de *Risc Group*.

L'opération consisterait en :

- = une augmentation de capital réservée à *STS Group* d'un montant de 10,8M € (prime d'émission incluse) au prix de 0,35 € par action ;
- = une attribution de bons de souscription d'actions (BSA) gratuits aux actionnaires existants (5 BSA attribués pour 24 actions anciennes), exerçables à un cours décoté par rapport au cours retenu pour l'augmentation de capital (0,30 € contre 0,35 €) sur une durée suffisamment longue (12 mois) pour permettre à l'ensemble des actionnaires de bénéficier de l'éventuelle création de valeur.

Post opération, *STS Group* détiendrait environ 29,4 % du capital avant exercice des BSA, et 25,6% après exercice de la totalité des BSA par les actionnaires. Afin de garantir au marché et aux actionnaires de *Risc Group* son implication à long terme, et afin d'éviter de perturber le cours de bourse de la Société pendant la période d'exercice des BSA, *STS Group* a accepté, dans le cadre du protocole, de conclure un engagement de conservation de 100% de ses titres pendant une durée de 18 mois.

Ce projet sera soumis au vote de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire de la Société devant se tenir le 10 ou 18 (sur deuxième convocation) décembre 2009. Conformément aux dispositions légales et réglementaires, cette opération doit faire l'objet d'un prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers, qui sera mis à disposition des actionnaires préalablement à l'assemblée générale. En outre, la Société a décidé de nommer le cabinet BMA (Bellot, Mullenbach & Associés) en qualité d'expert indépendant afin d'attester de l'équité de cette opération pour les actionnaires de *Risc Group*.

Le Conseil d'administration estime que sa recomposition sera nécessaire pour cette nouvelle étape et ses membres actuels remettront leur démission dès la réalisation de l'opération, étant précisé que la désignation de trois administrateurs représentant *STS Group* sera proposée lors de l'assemblée générale.

2.2 Modification de la direction générale de la Société

Pour conduire à bien le projet d'entrée au capital de *STS Group*, le Conseil d'administration de *Risc Group* a demandé à Monsieur Jean-Pierre Lecou, actuellement administrateur, d'assurer la Direction Générale de la Société pendant cette période de transition.

Monsieur Philippe Weppe a démissionné de ses fonctions de Directeur Général et a été nommé Directeur Général Délégué à la technologie, avec une mission particulière sur l'optimisation des moyens technologiques du groupe.

M. Nicolas Lafon, actuellement directeur financier de la Société, a également été nommé en qualité de Directeur Général Délégué, avec une mission particulière sur l'objectif de retour à l'équilibre que s'est fixé le groupe pour l'exercice 2009/2010.

3 – PRINCIPES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions de la législation et aux conventions comptables généralement admises en respectant les principes de prudence et de permanence des méthodes (CRC 99-03 du 23 avril 1999).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles concernant la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs ont été modifiées par le règlement CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 et applicable depuis le 1^{er} janvier 2005. Ces nouvelles règles suppriment la possibilité de constater à l'actif des charges différées ou à étaler et permettent de porter ces coûts soit en immobilisations, soit en stocks, s'ils répondent aux critères d'activation, soit en charges dans le cas contraire.

La société applique le règlement CRC 2002-10 depuis les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2005. L'application de ce règlement n'a pas eu d'effet sur les amortissements ou les dépréciations d'actifs.

Les principales méthodes sont les suivantes :

3.1 - Immobilisation incorporelles

Valorisation

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les valeurs d'acquisition des études et conceptions de logiciels correspondent à des charges internes (ex : rémunérations de personnel) et à des dépenses externes de prestataires de service. Risc Group développe sa gamme de logiciels de sauvegarde dénommée Backupia.

A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition des immobilisations incorporelles est comparée à la valeur d'utilité, déterminée sur la base d'un test d'évaluation (calculé sur la base de flux futurs de trésorerie) et sur ses perspectives de développement. Si cette valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision est constatée à due concurrence. A l'inverse, si elle est supérieure, aucune plus-value n'est constatée.

Amortissement

Le point de départ de l'amortissement est soit la date d'acquisition du logiciel, soit la date de validation des tests par le service technique, qui déclenche les installations chez le client.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

Logiciels	1 ou 4 ans en linéaire
Frais de R&D	4 et 5 ans en linéaire

3.2 – Immobilisations corporelles

Valorisation

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires).

Amortissement

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie prévue des biens.

Les durées utilisées sont les suivantes :

Agencements & installations	3, 5, 8 et 10 ans en linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 et 5 ans en linéaire
Baies de stockage	3 ans en linéaire
Mobilier	3, 5 et 10 ans en linéaire

3.3 – Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont valorisés à leur valeur d'acquisition (incluant les frais d'acquisition).

A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition est comparée à la valeur d'utilité, déterminée sur la base d'un test d'évaluation (calculé sur la base de flux futurs de trésorerie) et sur ses perspectives de développement. Si cette valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision est constatée à due concurrence. A l'inverse, si elle est supérieure, aucune plus-value n'est constatée.

3.4 – Stocks

Valorisation

Les stocks sont valorisés selon la méthode FIFO (premier entré / premier sorti).

Les stocks en devise sont valorisés au cours de paiement s'il est connu ou à défaut au cours de clôture.

Dépréciation

Les marchandises anciennes sont provisionnées si nécessaire pour ramener leur valeur nette au prix probable de réalisation.

3.5 – Créances

Valorisation

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Dépréciation

Une dépréciation est éventuellement constatée, en fonction du risque de non recouvrabilité.

3.6 – Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les frais d'acquisition éventuels ne sont pas incorporés au coût d'entrée des titres.

Au 30 juin 2009, il n'y a pas de plus value latente sur le portefeuille détenu.

3.7 – Provisions pour risques et charges

Les litiges ou les risques spécifiques identifiés à la clôture des comptes font l'objet d'une provision établie conformément à la règle de comptabilisation des passifs.

3.8 – Engagements de retraite et autres charges de personnel

Les régimes à prestation définie font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée séparément pour évaluer l'obligation finale, qui est ensuite actualisée. Ces calculs actuariels intègrent des hypothèses démographiques : date de départ à la retraite, taux de progression des salaires (2%), taux de rotation du personnel (8,83%) et financières : taux d'actualisation (5,2%) et d'inflation.

3.9 – Frais d'augmentation de capital

Les frais externes directement liés à une augmentation de capital sont imputés nets d'impôts sur la prime d'émission lorsqu'une économie d'impôt est générée. Les autres coûts sont imputés en charges de l'exercice.

3.10 – Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les ventes réalisées par Risc Group enregistrées en chiffres d'affaires sont de trois natures :

- le produit des licences d'utilisation des logiciels est comptabilisé lors de l'acceptation de l'installation par le client ;
- le produit de la maintenance et du support des logiciels est enregistré sur la période correspondant à la durée du contrat (36, 48 ou 60 mois) ;
- le produit des installations et des prestations de service après-vente est enregistré à la date de l'installation ou de la prestation de service.

Dans l'objectif d'une meilleure présentation comptable, la comptabilisation des avoirs de rachats pour reconduction de contrats a été opérée sur l'exercice 2008-2009 avec pour effet une comptabilisation en charges d'exploitation en lieu et place d'une diminution du chiffre d'affaires (rachats pour reconduction sur la période 2008/2009 : 3,2 M€ sur 12 mois ; rachats pour reconduction sur la période 2007/2008 : 5,8 M€ sur 15 mois).

4 – NOTES SUR LE BILAN

4.1 - immobilisations incorporelles et corporelles

Le détail des mouvements de l'exercice est résumé dans le tableau ci-dessous.

Valeurs brutes	30/06/2008	acquisitions	cessions	30/06/2009
Logiciels	350 817	403 304		754 121
Frais de R&D	2 733 529	490 928		3 224 457
Immob. Incorporelles en cours	819 294	442 840	738 535	523 599
Fonds de commerce	12 362 472			12 362 472
Immob. incorporelles	16 266 113	1 337 072	738 535	16 864 650
Agencements, installations	900 870	355 516	33 307	1 223 079
Mat.bureau & informatique	1 846 919	585 922	913 753	1 519 088
Immob. corporelles	2 747 789	941 438	947 060	2 742 167

Amortissements	30/06/2008	dotations	reprises	30/06/2008
Logiciels	347 843	57 779		405 622
Frais de R&D	2 120 254	396 004		2 516 258
Fonds de commerce		459 589		459 589
Immob. incorporelles	2 468 097	913 372	0	3 381 469
Agencements, installations	117 555	161 424	33 307	245 671
Mat bureau & informatique	1 226 808	284 484	649 891	861 401
Immob. corporelles	1 344 362	445 908	683 198	1 107 072

Valeurs nettes	30/06/2008	30/06/2009
Immob. incorporelles	13 798 016	13 483 181
Immob. corporelles	1 403 426	1 635 095
	15 201 442	15 118 276

Les « *frais de R&D* » correspondent aux frais de développement des logiciels de sauvegarde de la gamme *Backupia* et du logiciel de base de données développé en interne pour la gestion des contrats clients.

Les projets encore en cours de développement au 30/06/09 sont inscrits en immobilisations incorporelles en cours.

Ces frais de développement sont amortis sur une durée de 4 ans et 5 ans (pour les anciens projets en fin d'amortissement).

Le poste « fonds de commerce » comprend un mali technique de fusion pour un montant de 11.5M€ suite à la Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) de *Risc Security* dans *Risc Group* au 01/04/2007.

La valeur d'utilité des frais de recherche et développement et des fonds de commerce (qui correspond à l'activité TPE du groupe) au 30 juin 2009 a été validée par le biais d'un test de valeur (ou « *impairment test* »). Ce test a été établi sur la base d'un calcul de flux futurs de trésorerie actualisés découlant du budget 2009-2010 validé par le conseil d'administration et du prévisionnel 2010-2011. Le taux de rentabilité des capitaux propres (ou WACC) et le taux de croissance à l'infini retenus pour les calculs sont respectivement de 9,80% (incluant une prime de risque de 3%) et de 1%.

Au niveau des immobilisations corporelles,

- l'augmentation de la ligne « *Agencements* » sur la période est directement liée au nouveau call center et d'hotline à Ormes (45). ;
- la variation de la ligne « *Matériels de bureau et informatique* » correspond à des achats de serveurs et de disques de stockage destinés à la production. Ces matériels ont été en partie refinancés sous la forme de contrat de crédit bail sur 36 mois.

4.2 – Participations & Autres Immobilisations financières

Le détail des mouvements de l'exercice est résumé dans le tableau ci-dessous.

Valeurs brutes	30/06/2008	augmentations	diminutions	30/06/2009
Titres de participations	50 569 962	1 429 889		51 999 851
Autres immobilisations fin.	306 197	251 710	84 581	473 326
Immob. financières	50 876 159	1 681 599	84 581	52 473 177

Dépréciations	30/06/2008	dotations	reprises	30/06/2009
Titres de participations	150 000	10 357 159		10 507 159
Immob. financières	150 000	10 357 159	0	10 507 159

Le détail des « Titres de participation » est repris dans le tableau ci-dessous.

	30/06/2008	augmentations	diminutions	30/06/2009
BESDI	1 000 000			1 000 000
eFlag	7 623			7 623
Risc Allemagne	152 000			152 000
Risc Belgique	1 750 000			1 750 000
Risc Italie	200 000			200 000
Risc Espagne	30 000			30 000
Backup Avenue	6 945 184			6 945 184
Ornis	34 778 274			34 778 274
Risc Suisse	60 248			60 248
Normaction	2 321 927	789 996		3 111 923
Clunk Click	3 324 705	639 893		3 964 599
	50 569 961	1 429 889	0	51 999 851

Le détail des provisions pour dépréciation des « Titres de participation » est le suivant :

	30/06/2008	augmentations	diminutions	30/06/2009
BESDI	0	150 490		150 490
Risc Italie	150 000			150 000
Ornis	0	8 436 000		8 436 000
Normaction	0	1 770 669		1 770 669
	150 000	10 357 159	0	10 507 159

Les autres augmentations de la période sont liées à des compléments de prix d'acquisition sur *Clunk Click* et à l'augmentation de la participation en septembre 2008 dans *Normaction* passant de 17,5% à 21,06%, en accord avec le protocole signé avec eux en janvier 2008 (voir **notes 1.4 et 1.5**).

La valeur d'utilité des « Titres de participation » au 30 juin 2009 a été validée par le biais d'un test de valeur (ou « impairment test ») et en raison des résultats déficitaires constatés sur l'exercice 2008/2009, du contexte économique encore très dégradé et de ses conséquences négatives sur la visibilité de l'activité du groupe, ce test réalisé a entraîné la constatation de provisions pour dépréciation des titres de participation sur trois filiales du groupe (*Risc IT Solutions ex-Ornis*; *BESDI*; *Normaction*).

Les calculs pour ce test ont été établis sur la base de prévisions de résultats à trois ans révisées à la baisse par la direction pour tenir compte des effets externes liés à la crise économique et des effets internes liés à la réorganisation du groupe. Le taux de rentabilité des capitaux propres (ou WACC) et le taux de croissance à l'infini retenus pour les calculs sont respectivement de 9,80% (incluant une prime de risque de 3%) et de 1%.

Les « *autres immobilisations financières* » sont essentiellement liées aux dépôts de garanties afférents aux locaux loués pour le siège du groupe à Boulogne Billancourt et pour les agences commerciales en Province, ainsi qu'aux prêts accordés au personnel (11 K€). L'augmentation sur la période est liée à un dépôt de garantie versé à un leaser dans le cadre de la signature de nouveaux protocoles.

4.3 – Stocks

	30/06/2009	30/06/2008
Marchandises	430 027	350 644
Provision p/ dépréciation	-107 822	-170 911
Stocks nets	322 205	179 733

Le stock de marchandises est composé de licences TSM IBM, de boîtiers Risc box et de boîtiers Firewall.

4.4 – Avances et acomptes

	30/06/2009	30/06/2008
Avances et acomptes	155 157	8 764
	155 157	8 764

Les avances et acomptes versés au 30 juin 2009 concernent principalement des acomptes versés dans le cadre de l'organisation du séminaire commercial annuel qui se déroule en septembre 2009.

4.5 - Clients & comptes rattachés

	30/06/2009	30/06/2008
Clients	3 323 052	6 247 143
Clients Groupe (intercos)	7 915 700	11 221 707
Factures à établir	334 469	159 411
Factures à établir Groupe	438 176	0
Clients douteux		52 026
Clients bruts	12 011 396	17 680 287
Prov. p/dépréciations clients	-993 951	-452 743
Clients nets	11 017 445	17 227 544

La diminution du poste « *clients* » est directement liée à la baisse d'activité sur mai et juin 2009 en comparaison à ces mêmes mois en 2008.

L'augmentation des « *factures à établir* » hors groupe correspond à la provision de la facturation sur juillet 2009 à l'un de nos leasers de la maintenance de nos contrats relative à la période de juin 2009.

Les « *clients groupe* » incluent toutes les facturations aux filiales du groupe des services techniques, marketing, et administratifs réalisés par *Risc Group* pour ses filiales.

Un abandon de créance de 1,6 M€ a été accordé sur la période en faveur de la filiale allemande (voir **note 5.3**) avec clause de retour à meilleure fortune.

4.6 – Autres créances

	30/06/2009	30/06/2008
Avoirs à recevoir	209 682	55 750
Avances et acomptes	12 891	15 789
Etat - Impôt sur les bénéfices	180 935	575 953
Etat - Produit à recevoir	0	54 449
TVA	1 181 216	549 637
Comptes courants groupe & entreprises liées	3 842 983	2 461 531
Débiteurs divers	444 799	110 410
Autres créances Brut	5 872 505	3 825 519
Provision pour dépréciation débiteurs divers	-703 271	0
Autres créances	5 169 234	3 823 519

Le poste « *Etat – Impôts sur les bénéfices* » est constitué à hauteur de 130 K€ par une créance de « crédit impôt recherche ». Le solde correspond à des versements d'acomptes sur l'impôt sur les sociétés par des filiales du groupe avant leur intégration dans le périmètre d'intégration fiscale. Ces versements seront remboursés à la société dans les prochains mois.

L'augmentation de la TVA récupérable sur la période est liée à un changement dans la comptabilisation des avoirs de rachats de contrats pour reconduction.

Les « *comptes courants groupe* » enregistrent sur la période une augmentation qui est liée à aux avances en compte courant accordées aux filiales.

La provision pour dépréciation concerne uniquement les comptes courants groupe (503 K€ sur l'Italie et 200 K€ sur eFlag).

Au 30 juin 2009, l'ensemble des actifs courants est à moins d'un an.

4.7 - Comptes de régularisation

	30/06/2009	30/06/2008
Charges constatées d'avance	545 493	1 096 978
	545 493	1 096 978

Les charges constatées d'avance incluent les loyers immobiliers du 3^{ème} trimestre civil 2009 (228 K€), des charges d'assurance (67 K€), des charges de maintenance de logiciels (56K€), des loyers liés au financement des baies de stockage également pour le 3^{ème} trimestre 2009 (44 K€). .

4.8 – Prime de remboursement des obligations convertibles

	30/06/2009	30/06/2008
Prime de rembours. des OC	0	23 845
	0	23 845

L'emprunt obligataire a été remboursé en avril 2009. (voir **note 4.12**).

4.9 – Valeurs mobilières de placement et disponibilités

	30/06/2009	30/06/2008
Valeurs mob. de placement	2 039 696	9 481 992
Disponibilités	1 210 475	719 718
	3 250 171	10 201 710

4.10 - Capitaux propres

Le capital de la société a évolué comme suit depuis le 1^{er} juillet 2008 :

date	nature de l'opération	nbre actions	nominal	capital	prime d'émiss.
30/06/08		73 209 157	0,5	36 604 578,50	96 629 541,83
28/07/2008	création de 782.200 actions gratuites	783 200	0,5	391 600,00	-391 600,00
28/07/2008	conv. de 29 OC en 13 actions	13	0,5	6,50	80,50
30/03/2009	création de 308,000 actions gratuites	308 000	0,5	154 000,00	-154 000,00
30/03/2009	conv. de 52 OC en 20 actions	20	0,5	10,00	146,00
30/06/2009		74 300 390		37 150 195	96 084 168

Il n'existe aucune restriction statutaire à l'exercice des droits de vote (à l'exception des déclarations de franchissements de seuils de 2% et des sanctions attachées en cas de non-déclaration) ou aux transferts d'actions. Il n'existe aucun titre comportant un droit de contrôle spécial.

Les capitaux propres de la société ont évolué comme suit depuis le 1^{er} juillet 2008 :

	Capital	Primes	Réserve légale	Autres réserves	RàN	Résultat	Cap propres
au 30/06/08	36 604 579	96 629 542	15 245	164 653	-52 473 362	1 818 335	82 758 992
résultat (n-1)					1 818 335	-1 818 335	0
conv OC	17	227					243
aug. capital (actions grat.)	545 600	-545 600					0
résultat (n)						-18 972 085	-18 972 085
au 30/06/09	37 150 196	96 084 168	15 245	164 653	-50 655 027	-18 972 085	63 787 150

4.11 - Provisions pour risques et charges

	30/06/2009	30/06/2008
Prov. pour risques	460 422	775 886
Prov. pour charges	58 750	43 750
	519 172	819 636

Les provisions pour risques se décomposent comme suit :

- 246 K€ au titre des provisions pour litiges prud'homaux (contre 516 K€ en juin 2008) ;
- 183 K€ au titre des provisions pour litiges clients (contre 192 K€ en juin 2008) ;
- 31 K€ au titre des provisions pour déménagements dans le cadre de la réorganisation des locaux.

Les provisions pour charges sont exclusivement constituées des provisions pour indemnités de départ à la retraite (voir **note 3.8**).

4.12 - Emprunt obligataire

	30/06/2009	30/06/2008
Emprunt obligataire	0	2 098 700
Intérêts courus sur EOC	0	16 698
	0	2 115 398

L'emprunt obligataire contracté le 07 avril 2003 a été remboursé en totalité le 7 avril 2009.

4.13 - Emprunt et dettes financières

	30/06/2009	30/06/2008
Positions bancaires court terme	0	942 378
Emprunts	70 797	
intérêts courus	2 500	3 890
Emprunts/dettes fin. Ets Cdt	73 297	946 268

Les « *lignes court terme* » correspondaient à des positions comptables ponctuelles au 30 juin 2008. Le poste emprunt au 30 juin 2009 correspond à un emprunt qui a été contracté le 10 avril 2009 en financement de matériel informatique de bureautique et de production.

	30/06/2009	30/06/2008
Divers	48 052	102 164
Emprunts/dettes fin. div.	48 052	102 164

Au 30 juin 2008, le poste « *emprunts et dettes financières diverses* » était constitué du solde de diverses lignes de financement et qui ont été intégralement remboursées sur l'exercice 2008/2009. Le solde de 48 K€ au 30 juin 2009 est une dette ponctuelle vis-à-vis d'une filiale du groupe.

4.14 – Fournisseurs – Charges à payer

	30/06/2009	30/06/2008
Fournisseurs	2 184 607	1 770 264
Fournisseurs interco	551 879	776 911
Fourn.- Fact. non parvenues	2 538 895	1 438 736
	5 275 381	3 985 911

Le solde des fournisseurs intercos est représentée par des prestations de sous-traitance intra groupe réalisées par les filiales *Backup Avenue* et *eFlag*.

Au 30 juin 2009, l'ensemble du poste « *fournisseurs* » est à moins d'un an.

4.15 - Dettes fiscales et sociales - Charges à payer

	30/06/2009	30/06/2008
Personnel	1 207 875	628 349
Personnel - charges à payer	1 134 163	1 094 809
Organismes sociaux	952 233	951 122
Org. Soc. - charges à payer	904 470	1 006 713
TVA	943 689	805 824
Etat - Impôt sur les sociétés	0	0
Etat - charges à payer	244 059	0
Dettes fiscales et sociales	5 386 489	4 486 817

L'augmentation du poste « *Personnel* » correspond aux salaires du mois de juin 2009 qui ont été réglés le 1er juillet 2009.

Au 30 juin 2009, l'ensemble du poste « *DFS* » est à moins d'un an.

4.16 - Autres dettes & Produits constatés d'avance

	30/06/2009	30/06/2008
Clients - Remises à accorder	909 008	2 062 454
Clients créditeurs	490 909	0
Divers	251 086	318 735
Autres dettes	1 651 003	2 381 189

PCA (activité MonDSI)	803 457	900 067
------------------------------	----------------	----------------

Les 909 K€ « *d'avoirs à établir* » sont liés à des avoirs non encore établis par *Risc Group* à ses partenaires leasers.

Les « *clients créditeurs* » en N-1 étaient comptabilisés directement en diminution du poste « *Clients et comptes rattachés* » à l'actif du bilan..

Le poste « *PCA* » provient intégralement de l'activité *monDSI* et est lié au mode de reconnaissance du revenu sur la durée des contrats (24 / 36 mois)

4.17 – Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Risc Group a déposé une déclaration d'intégration fiscale pour elle-même et ses filiales suivantes :

Dénomination des sociétés	N° Siret	Bénéfice	Déficit	Plus et moins-values à LT à 0%	Résultat de la société comme si elle était imposée séparément
Filiale déjà membre du groupe au 01/07/2008					
RISC GROUP	37906739000016		8 641 175	(9 841 846)	(9 051 175)
E FLAG	39332626900049		186 611		(186 611)
BESDI	44209395100048	164 253			164 253
Sociétés entrées sur l'exercice					
BACKUP AVENUE	43390532000054	1 039 171			814 096
ITEMOS	44201900600018	82 372			82 372
Sous Total		1 285 796	8 827 786	(9 841 846)	(9 841 846)
Résultat d'ensemble			7 541 991		

Sur l'exercice clos au 30 juin 2009, le déficit fiscal du groupe est de 7 541 K€ provenant à hauteur de (8 641) K€ de *Risc Group*, de +164 K€ de *BESDI*, (186) K€ de *eFlag*, + 1.039 K€ de *Backup Avenue*, et +82 K€ de *Itemos*.

Au 30 juin 2009, le déficit reportable total du groupe s'élève à 50.218 K€ contre 42 676 K€ au 30 juin 2008.

Sur l'exercice, *Risc Group* a comptabilisé un crédit d'impôt recherche d'un montant de 125 K€ et se rapportant à l'année civile 2008.

5 –NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**5.1 - Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation**

Le compte de résultat peut se résumer comme suit au 30 juin 2009 et au 30 juin 2008 (chiffres en K€).

30/06/2009										Risc
12 mois en Keuros	act.RS	e flag	Form	mondsi	Techno	supports	Call center	Mkg	Holding	Group 30/06/09
Chiffre d'affaires	23 795	1 886		2 137	1 547		89	104	3 183	32 741
autres produits	223	18	2	7	211	12			1 044	1 517
Achats	-4 152	-1 290		-1 095						-6 537
Charges externes	-4 915	-260	-14	-463	-1 708	-528	-64	-634	-5 990	-14 576
Salaires & charges	-8 662	-1 094	-69	-400	-1 882	-1 686	-415	-388	-1 763	-16 359
Impots	-393	-17	-4	-24	-90	-116	-11	-11	-270	-936
Autres charges									-367	-367
EBE	5 896	-757	-85	162	-1 922	-2 318	-401	-929	-4 163	-4 517
Amortissements									-841	-841
Provisions	-88				-4				-1 501	-1 593
Résultat d'exploit.	5 808	-757	-85	162	-1 926	-2 318	-401	-929	-6 505	-6 951

30/06/2008						Risc
15 mois en Keuros	Activité RS	Support gpe	monDSI	Technologie	Holding	Group 30/06/08
CA	32 234	52	2 674	1 983	4 870	41 813
autres produits	197	19	9	819	301	1 345
Achats	-3 243	-1	-1 277	-4	-35	-4 561
Charges ext.	-5 562	-848	-244	-2 300	-4 741	-13 693
Sal. & charges	-13 042	-1 752	-500	-2 230	-2 826	-20 352
Impots	-863	-206	-70	-184	-250	-1 573
Autres charges					0	0
EBE	9 721	-2 736	592	-1 916	-2 681	2 978
Amortissements	-27	0	-2	-458	-530	-1 017
Provisions	5	0	-23	0	-123	-141
Rés. d'exploit.	9 699	-2 736	567	-2 374	-3 334	1 820

L'activité commerciale sur l'exercice 2008/2009 a été très en deçà des prévisions en raison d'une productivité commerciale insuffisante, aggravée par la conjoncture économique défavorable particulièrement sur le marché des TPE.

Parallèlement, les charges avaient été budgétées pour accompagner une croissance attendue très forte.

Il faut néanmoins souligner que le résultat d'exploitation enregistre -2,2 M€ de charges non récurrentes (activité déficitaire stoppée, coûts de transactions, opérations marketing stoppées et non reconduites).

Les dotations aux provisions concernent des provisions constatées sur des créances dues par certaines filiales déficitaires à hauteur de 599 K€.

5.2. – Salaires et charges sociales

	30/06/2009	30/06/2008
Salaires bruts	11 743 666	14 392 335
Charges sociales	4 615 906	5 958 026
Total	16 359 572	20 350 361

Pour rappel l'exercice 2007/2008 couvrait une période de 18 mois.

5.3 - Résultat financier

	30/06/2009	30/06/2008
Intérêts & produits assimilés	87 677	697 160
Reprises sur prov. pour élts financiers	0	375 249
Autres produits financiers	145 625	25 667
Produits financiers	233 302	1 098 076
Intérêts bancaires & assimilés	20 921	82 708
Intérêts sur obligations	50 070	85 749
Dot. aux amorts / primes rembt OC	23 844	39 760
Dot. aux provisions pour élts financiers	11 062 604	
Abandon de créances	1 687 608	885 455
Divers	1 204	10 661
Charges financières	12 846 251	1 104 333
Résultat financier	-12 612 949	-6 257

Les « *intérêts et produits assimilés* » correspondent aux produits réalisés sur les placements de trésorerie disponible sur la période.

Les « *dotations aux provisions pour dépréciation des éléments financiers* » incluent les provisions constatées sur la période sur les titres de participation pour 10,3 M€ (voir **notes 1.2 et 4.2**). Le solde correspond à la provision constatée sur les comptes courants des filiales *Risc Italie* (0,5 M€) et *eFlag* (0,2 M€).

« *L'abandon de créance* » de 1.687 K€ a été réalisé au profit de la filiale allemande (avec clause de retour à meilleure fortune) en raison de la nécessité juridique de reconstituer les capitaux propres de la société.

5.4 - Résultat exceptionnel

	30/06/2009	30/06/2008
Produits de cessions d'actifs corporelles	261 056	588 808
Produits de cession d'actifs financiers	0	0
Divers	0	247 461
Reprises sur prov. pour élts exceptionn.	410 038	212 253
Produits exceptionnels	671 093	1 048 522
Pénalités de retard	9 091	17 949
Litiges commerciaux & prud'homaux	16 000	60 493
VNC immob. incorp & corp. cédées	263 862	535 024
Divers	43 872	98 655
Dotation aux provisions pour risques	188 460	331 547
Charges exceptionnelles	521 285	1 043 668
Résultat exceptionnel	149 808	4 854

Les « *produits de cession d'actifs* » concernent un contrat de crédit bail portant sur du matériel informatique de production IBM.

Le montant de 264 K€ du poste « *VNC immos corporelles cédées* » reprend la valeur nette comptable de ces immobilisations.

La « *reprise de provision* » de 410 K€ correspond à des litiges prud'homaux terminés sur la période. Il a été réglé sur la période 16 K€ au titre de ces litiges et de nouvelles provisions ont été constatées pour 130 K€ pour couvrir d'éventuels nouveaux risques.

5.5 - Charge d'impôt

NA.

Voir **note 4.17**.

6 – AUTRES INFORMATIONS

6.1 – Ventilation de l'effectif

	juin-09	juin-08
Holding	4	5
MonDSI	5	5
Technologie	53	11
Métiers support	34	35
Commerce	192	180
Total	288	236

Au 30 juin 2009, le volume d'heures au titre du DIF (Droit individuel de formation) est de 10.738 heures. Depuis le 01 juillet 2008 il a été activé un volume d'heures au titre du DIF de 16.50 heures.

6.2 – Organes de direction

M. Pequignot, Président Directeur Général du groupe du 1^{er} juillet 2008 au 18 décembre 2008 n'était pas salarié du groupe et a facturé au groupe 208 K€ d'honoraires sur cette période (incluant les charges sociales) par sa société de management au titre de son mandat social.

Les termes et conditions du départ de M. Loïc Pequignot ont été arrêtés dans le cadre de la conclusion d'un protocole transactionnel avec ce dernier, à savoir :

- résiliation de la convention de gestion journalière conclue entre Risc Security et LMP Management ;
- démission de M. Loïc Pequignot de l'ensemble de ses mandats au sein du groupe ;
- renonciation de M. Loïc Pequignot au paiement de l'indemnité forfaitaire de départ prévue dans le cadre de la convention de gestion journalière (d'un montant équivalent à une année de salaire) ;
- paiement d'une indemnité transactionnelle d'un montant de 420 K€ ;
- signature par M. Loïc Pequignot d'un engagement de non-concurrence et de non débauchage d'une durée de 24 mois sur tout le territoire Français et des états membres de l'Union Européenne moyennant le versement d'une indemnité nette et forfaitaire d'un montant total de 100.K€ versée le 27 février 2009, et
- engagement de M. Loïc Pequignot d'assurer la transition avec la nouvelle équipe dirigeante jusqu'au 27 février 2009 moyennant le versement d'une rémunération forfaitaire d'un montant de 43 K€.

Monsieur Gérard Guillot a été nommé Président du conseil d'administration le 18 décembre 2008. Il a à cet effet reçu une indemnité mensuelle de 10 K€ pour son mandat du 18 décembre 2008 au 31 mai 2009, indemnité qui a été réduite à 6 K€ mensuels à compter du 1^{er} juin 2009.

Il avait auparavant été mandaté par le conseil d'administration en décembre 2007 pour une mission spécifique sur la renégociation des conventions leasers dans le cadre du retraitement de l'IAS 39 et a facturé à ce titre une prestation de services de 62 K€ en rémunération de cette mission du 1^{er} juillet 2008 au 30 novembre 2008.

Monsieur Guillot a bénéficié d'une dotation de 10 K€ en jetons de présence pour son mandat d'administrateur et de président du comité d'audit.

Monsieur Philippe Weppe a été mandaté directeur général de Risc Group par le conseil d'administration du 12 janvier 2009 et a été rémunéré à ce titre sur l'exercice du 12 janvier au 30 juin 2009 à hauteur de 129 K€, incluant 40 K€ de variable.

Monsieur Pierre Camino, secrétaire général salarié du groupe et administrateur, a reçu sur l'exercice une rémunération fixe brute de 150 K€ (plus 11 K€ de prime d'ancienneté) et 25 K€ de rémunération variable se rapportant à l'exercice 2007/2008. Il a par ailleurs renoncé à sa part de rémunération variable sur l'exercice 2008/2009.

Les membres actuels et anciens du conseil d'administration ne bénéficient d'aucun plan de retraite ou indemnités assimilées ni d'aucun crédit ou avance.

6.3 – Crédit Bail & locations

Contrats de Crédit Bail

Au cours de l'exercice, *Risc Group* a signé un nouveau contrat de crédit bail pour financer du matériel informatique lié à la production (matériel IBM).

Au 30 juin 2009, les montants réglés sur la période et les soldes restant à rembourser sur les contrats en cours sont les suivants :

en K€						
date début	capital à remb.	payé au 30/06/08	payé sur l'année	solde à payer	moins d'un an	plus d'un an
01/12/2005	344	222	86	36		
01/08/2006	338	217	112	9	4	
01/05/2007	914	355	305	254	254	
25/06/2008	379	0	126	253	126	127
25/04/2009	255	0	21	234	85	149
	2 230	794	651	785	469	275

Si les biens loués au titre des contrats ci-dessus avaient été acquis par l'entreprise, les valeurs d'acquisition et les amortissements qui auraient été pratiqués sont résumés dans le tableau ci-dessous.

en K€		Dotations aux amortissements		
date début	Valeur d'origine.	De l'exercice	Cumulées	Valeur nette
01/12/2005	223	31	223	0
01/08/2006	173	58	168	5
01/05/2007	864	288	624	240
25/06/2008	356	119	119	237
01/05/2009	243	13	13	230
	1 859	509	1 147	712

La valeur d'origine du bien est celle au moment de la signature du contrat.
Le mode d'amortissement retenu est linéaire sur une durée de 4 ans.

L'amortissement cumulé est la somme des amortissements des exercices antérieurs et de la dotation de l'exercice.

Contrats de location simple

Au 30 juin 2009, le montant des engagements de *Risc Group* sur ses contrats de location simple s'élève :

- pour les locations de véhicules sous contrat de location longue durée 36 mois à 777 K€ à moins d'un an et à 595 K€ à plus d'un an ;
- pour les locations immobilières à 969 K€ à moins d'un an et à 2.280 K€ à plus d'un an.

Risc Group loue les locaux de son siège social à Boulogne Billancourt pour un montant annuel de 550 K€ sur la base d'un bail 6/9 qui a pris effet en juin 2007

6.4- Plans d'options de souscription d'actions

Les deux plans d'options de souscription d'actions actifs au sein du groupe sont résumés dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°5	Plan n°6
Date d'assemblée	30/09/2004	12/07/2007
Date du conseil d'administration	06/10/2005	13/10/2008
Nbre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	1 450 000*	2 025 000
dont le nbre pouvant être souscrites ou achetées		
- par les mandataires sociaux	850 000*	0
- par les dix premiers salariés attributaires	600 000*	2 025 000
Point de départ d'exercice des options	07/10/2006 07/10/2007 07/10/2008	13/10/2008
Date d'expiration	05/10/2011	13/10/2014
Prix d'exercice	1,0*	0,91
Prix d'exercice ajusté	0,9	na
Nombre d'actions souscrites au 30/06/09	1 262 500*	0
Options de souscriptions annulées sur la période	50 000	0
Options de souscriptions d'actions restantes	137 500	2 025 000

* post regroupement par 10 des actions

Au 30 juin 2009, il reste 137.500 options de souscriptions d'actions qui sont exerçables à un prix de 0,9 € (exerçables jusqu'au 6 octobre 2011) sur le plan n°5 d'octobre 2005. Aucune option de souscription n'a été exercée au cours de l'exercice.

Le nouveau plan lancé en octobre 2008 concerne 15 managers du groupe, notamment ceux ayant intégré le groupe sur les 15 derniers mois.

Les options attribuées dans le cadre de ce plan seront ouvertes à hauteur de 100% à l'expiration d'une durée de 48 mois à compter de la date d'attribution.

Dans l'hypothèse où la totalité des 2.162.500 options de souscription d'actions pouvant être exercées serait exercée, l'effet dilutif serait d'environ 2,9% sur la base du nombre d'actions de 74.300.390 au 30 juin 2009.

6.5- Plan d'actions gratuites

Emission d'actions gratuites sur l'exercice

Au titre du plan n°2 du 27 juillet 2006, 783.200 actions nouvelles ont été émises le 27 juillet 2008 (voir **note 1.4**) Ces actions ne peuvent pas être cédées avant une période de détention de 2 ans, soit pas avant le 27 juillet 2010.

Au titre du plan n°3 du 28 mars 2007, 308.000 actions nouvelles ont été émises le 30 mars 2009 (voir **note 1.4**) Ces actions ne peuvent pas être cédées avant une période de détention de 2 ans, soit pas avant le 30 mars 2011.

Attribution d'actions gratuites sur l'exercice

Le conseil d'administration du 28 juillet 2008 a attribué 160.000 actions gratuites à 2 salariés du groupe.

Le conseil d'administration du 13 octobre 2008 a attribué 135.000 actions gratuites à 135 salariés du groupe. Tous les salariés du groupe présents depuis plus de 1 an et n'ayant pas reçu d'actions gratuites au titre des plans précédents se sont vus attribuer 1.000 actions chacun.

Tous les plans d'actions gratuites du groupe prévoient systématiquement une période d'acquisition de 2 ans puis une période de détention de 2 ans complémentaires.

Le résumé des plans en cours est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°4	Plan n°5	Plan n°6	Plan n°7
date de l'assemblée générale	12/07/2007	12/07/2007	12/07/2007	12/07/2007
date du conseil d'administr.	08/11/2007	23/04/2008	28/07/2008	13/10/2008
nb d'actions attribuables	110 000	350 000	160 000	135 000
nb de salariés concernés	3	1	2	135
date d'attribution théorique	08/11/2009	23/04/2010	28/07/2010	13/10/2010

Dans l'hypothèse où la totalité des 755.000 actions gratuites pouvant être exercées seraient émises, l'effet dilutif serait d'environ 1,02 % sur la base du nombre d'actions de 74.300.390 au 30 juin 2009.

6.6 – Actions propres

Au 30 juin 2008, *Risc Group* détient 21.100 de ses propres actions.

Aucune action n'a été acquise sur l'exercice dans le cadre de programmes de rachats d'actions ou de contrat de liquidité.

6.7 – Engagements hors bilan

Engagements donnés

Dans le cadre de l'acquisition d'*Ornis* (devenue *Risc Group IT Solutions* depuis) en septembre 2007, *Risc Group* s'est engagé à acquérir les plans d'actions gratuites attribuées en mars 2007 pour les salariés encore présents en mars 2009.

A ce titre, *Risc Group* a un engagement d'achats d'actions pour un montant de 218 K€ en mars 2011.

Risc Group garantit à hauteur de 270 K€ sa filiale espagnole dans le cadre des engagements de location de voiture de cette dernière.

Risc Group garantit à hauteur de 50 K€ sa filiale italienne dans le cadre de divers engagements pris par cette dernière dans le cadre de la relance de son activité.

Engagements reçus

NA

Selon la norme en vigueur, aucun engagement hors bilan significatif n'est omis dans la présente annexe.

6.8 – Tableau des filiales et participations

Société	VB titres	VN Titres	QP capital détenu	Capital	Réserves & RàN	Résultat dernier ex.	Chiffre d'aff. dernier ex.	Dividendes encaissés	Prêts cons. non remb.	Cautions et avals	Observations
<u>Pôle Inbox</u>											
E Flag (ex Xsupport)	7 622	7 622	100,00%	9 000	-392 703	-196 017	1 653 002	0	421 654		
Risc Belgique	1 750 000	1 750 000	100,00%	1 750 000	93 019	-2 586 577	8 224 403	0	0		
Risc Allemagne	152 000	152 000	98,00%	160 000	-1 871 524	33 615	3 401 850	0	40 676		
Risc Espagne	30 000	30 000	100,00%	30 000	243 143	97 565	4 982 850	0		- 270 000	
Risc Italie	200 000	50 000	100,00%	50 000	132 443	-371 492	1 023 692	0	237 000	50 000	
Risc Suisse	60 248	60 248	100,00%	62 190	16 810	-4 381	1 545 535	0	21 918		
BESDI	1 000 000	849 510	100,00%	37 000	117 802	-518 329	1 804 110	0	1 793 924		
<u>Pôle IT Solutions</u>											
Backup Avenue	6 945 184	6 945 184	100,00%	375 288	1 553 668	813 300	3 508 107	0	350 342		
Risc Group ITS (ex Ornis)	34 778	26 342 274	100,00%	2 117 146	437 222	535 426	26 043 439	0	201 680		
Clunk Click	3 964 597	3 964 597	100,00%	1	100 932	146 484	2 058 145	0	200 000		
<u>Participation minoritaire</u>											
Normaction	3 111 923	1 341 254	21,06%	3 145 390	5 059 521	713 748	14 099 910	47 803	0		chiffres société au 31/12/08

Il est à rappeler que la société Risc Group est la société mère consolidante des filiales figurant sur ce tableau.

6.9 – Tableau des entreprises liées

Les créances et les dettes au 30 juin 2009 entre chaque société du groupe sont représentées dans le tableau ci-dessous.

En K€ POSTES	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la Sté à un lien de participation
Créances clients et comptes rattachés	8 138	
Autres créances	2 753	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	886	
Emprunts et dettes financières divers	48	



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 36.996.185 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2009</p>
--

2 – Comptes consolidés du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009

RISC GROUP

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 37.150.195 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>COMPTES CONSOLIDES couvrant la période de 12 mois du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009</p>
--

A – Bilan consolidé au 30 juin 2009

B – Compte de résultat consolidé du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009

C – Tableau de variation des capitaux propres
du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009

D – Tableau des flux de trésorerie sur la période
du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009

E – Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2008

1. Faits marquants de la période
2. Faits postérieurs au 30 juin 2009
3. Principes comptables
4. Evolution du périmètre et méthodes de consolidation
5. Notes sur le bilan consolidé au 30 juin 2009
6. Information sectorielle et notes sur le compte de résultat consolidé au 30 juin 2009
7. Autres informations

Risc Group**Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009****A – Bilans consolidés au 30/06/09 et au 30/06/08**

ACTIF	30/06/2009	30/06/2008	PASSIF	30/06/2009	30/06/2008
NET	NET				
ACTIF NON COURANT			PASSIF NON COURANT		
Ecart d'acquisition	41 410 579	51 714 436	Capital	37 150 195	36 604 579
Autres immos incorporelles	3 301 014	2 827 549	Primes d'émission	96 343 008	96 888 382
Immobilisations incorporelles	44 711 592	54 541 985	Réserves consolidées	-54 091 459	-59 982 008
			Résultat de l'exercice	-29 940 430	5 388 570
Immobilisations corporelles	6 811 607	5 485 509	Capitaux propres - Groupe	49 461 313	78 899 523
Participations financières	0	2 320 066	Intérêts minoritaires	-50 534	-81 641
Part. ds stés mises en équivalence	1 308 628	0	Provisions non courantes	146 750	131 750
Autres actifs financiers	937 342	1 080 077	Emprunt obligataire	0	2 042 403
Immobilisations financières	2 245 970	3 400 143	Autres dettes fin. non courantes	2 634 624	49 986 128
Impôt différé actif	0	0	Dettes à plus d'un an	2 634 624	52 028 531
ACTIF COURANT			Impôt différé passif	0	0
Stocks	989 603	687 288	PASSIF COURANT		
Clients & comptes rattachés	10 848 630	94 891 120	Provisions courantes	652 120	899 268
Autres actifs courants	5 435 889	6 476 583	Fournisseurs & comptes rattachés	10 299 456	9 006 468
Disponibilités & quasi disponibilités	11 003 407	19 794 081	Autres passifs courants	18 023 761	17 205 996
			Autres dettes financières courantes	879 207	27 186 814
TOTAL ACTIF	82 046 698	185 276 709	TOTAL PASSIF	82 046 698	185 276 709

Risc Group**Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009****B – Compte de résultat consolidé du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 (12 mois)
et du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008 (15 mois)**

	12 mois	15 mois
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	30/06/2009	30/06/2008
en EUROS		
PRODUIT DES ACTIVITES ORDINAIRES	83 637 448	86 178 478
Achats	-20 927 214	-11 749 633
Charges externes	-25 005 431	-23 583 382
Charges de personnel	-35 350 931	-35 893 960
Rémunération en actions (IFRS 2)	-508 882	-1 851 538
Impôts et Taxes	-1 560 074	-1 970 443
Amortissements	-2 334 178	-2 465 142
Provisions	-1 791 868	-956 509
Autres produits et charges opérationnels	-704 066	1 214 671
Résultat des sociétés mises en équivalence	-32 627	0
Résultat des cessions d'actifs	0	0
Perte de valeur - (Note 1.3)	-13 142 299	0
RESULTAT OPERATIONNEL	-17 720 122	8 922 542
Produits financiers	510 587	1 114 785
Coûts de l'endettement financier brut	-5 203 362	-9 091 534
Effets d'actualisation	0	4 780 832
RESULTAT FINANCIER	-4 692 775	-3 195 917
Charge d'impôt	-45 397	-329 468
Annulation retraitement IAS 39 - (Note 1.1)	-7 451 030	na
RESULTAT NET	-29 909 323	5 397 157
Intérêts minoritaires	-31 107	-8 587
RESULTAT NET part du groupe	-29 940 430	5 388 570
Nombre d'actions	74 300 390	73 209 157
Résultat par action	-0,403	0,074
Résultat dilué par action	-0,388	0,073

Risc Group

Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009

C – Tableau de variation des capitaux propres

en K€	Capital	Primes	Rés. conso	Ecart conv.	Résultat	Cap. propres
au 30/06/08	36 605	96 888	-59 987	5	5 389	78 900
Résultat 30/06/08 (15m.)			5 389		-5 389	0
Aug capital Actions Grat.	546	-546				0
Conversion d'Oblig.Conv.						0
Ecart conversion				-7		-7
IFRS 2			509			509
Résultat 30/06/09 (12 m.)					-29 940	-29 940
au 30/06/09	37 150	96 343	-54 090	-2	-29 940	49 461

Notes sur la variation des capitaux propres :

1) La création de 783.200 et 308.000 actions gratuites respectivement en juillet 2008 et en mars 2009 a été réalisée par imputation sur la prime d'émission pour des montants respectifs de 391.600 € et de 154.000 € (voir **note 1.4**).

2) La conversion des obligations convertibles sur la période est non significative (augmentation de capital de 16,50 €)

3) Le retraitement lié à l'application de la norme IFRS 2 est la contrepartie de la charge passée au compte de résultat consolidé en charges de personnel – rémunération en actions, destinée à comptabiliser au compte de résultat l'avantage accordé aux salariés bénéficiaires de ces actions gratuites (voir **note 6.3** de l'annexe).

4) Le résultat sur les 12 mois clos au 30/06/09 inclut l'ajustement de -7.451 K€ (voir **note 1.1**) lié à l'abandon du retraitement effectué en application de la norme IAS 39 qui est non récurrent et n'a pour rappel aucun impact en trésorerie.

Ce résultat inclut également la perte de valeur de -13.142 K€ lié aux pertes de valeurs sur les écarts d'acquisition (voir **notes 1.3 et 5.1**).

Risc Group**Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009****D – Tableau des flux de trésorerie**

en K€	30/06/2008 15 mois	30/06/2009 12 mois
Trésorerie à l'ouverture	8 316	18 094
<u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u>		
Résultat net des sociétés intégrées	5 389	-29 940
extourne rémunération en actions IFRS 2	1 852	509
extourne annulation du retraitement IAS 39 (note 1.1)		7 451
dot.& reprises / amort et prov. d'exploitation	663	2 361
Variation des impôts différés	0	0
résultat des stés en équivalence		33
Amortissement des écarts d'acquisitions (note 1.3)	0	13 143
Plus-values de cession , nettes d'impôt	0	0
Capacité d'autofinancement	7 904	-6 444
Variation du besoin en fonds de roulement (note D2)	-30 026	6 341
A - Flux de trésorerie liés à l'activité	-22 122	-103

<u>Flux de trésorerie liés aux opér. d'investissement</u>		
Acquisitions d'immobilisations (note D3)	-6 000	-3 685
Dettes sur immobilisations	0	0
Incidence des variations de périmètre (note D4)	-37 687	-1 899
Cession d'immobilisations nettes d'impôt	0	0
B - Flux de trésorerie lié aux investissements	-43 687	-5 584

<u>Flux de trésorerie liés aux opér. de financement</u>		
capitalisation des CC actionnaires	0	0
Augmentation de capital	50 371	0
Variation emprunts IAS 39	24 890	0
Emission d'emprunts	950	828
Remboursement d'emprunts	-624	-3 110
C - Flux de trésorerie lié au financement	75 587	-2 282

Variation de trésorerie nette (A + B + C)	9 778	-7 969
--	--------------	---------------

Trésorerie à la clôture (note D1)	18 094	10 125
--	---------------	---------------

Sur la période de 12 mois du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009, le groupe affiche une variation de trésorerie négative de -8 M€ qui se détaille comme suit :

- -0,1 M€ de flux de trésorerie liés à l'activité ;
- -5,6 M€ d'investissements, dont 3,7 M€ en immobilisations incorporelles et corporelles
- -2,3 M€ en remboursements d'emprunts

Le remboursement d'emprunt reprend essentiellement le remboursement réalisé en avril 2009 de l'emprunt obligataire d'avril 2003 (note 5.10).

Variation emprunts IAS 39 : voir note 1.1

Notes complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie

D1 - Composantes de la trésorerie	30/06/2008	30/06/2009
Disponibilités (a)	19 794	11 003
Postions bancaires CT	-1 104	-107
Dette CT sur loc fin	-475	-762
Financements divers	-121	-10
Emprunts et dettes financières CT (b)	-1 700	-879
Trésorerie à la clôture du tableau de financement - (a - b)	18 094	10 124

D2 - Variation du besoin en fonds de roulement	30/06/2008	30/06/2009
Besoins : (-)		
Variation des stocks	-145	-367
Variation des comptes clients	-6 443	4 564
Variation comptes clients IAS 18/39	-26 197	0
Variation des autres créances	-1 266	2
Variation autres créances IAS 18/39	-1 349	0
Variation des fournisseurs	2 406	1 293
Variation des autres dettes	2 968	849
Variation du besoin en fonds de roulement	-30 026	6 341

D3 - Acquisitions d'immobilisations	30/06/2008	30/06/2009
Besoins : (-)		
Immobilisations incorporelles	-733	-1 574
Immobilisations corporelles	-2 918	-1 802
Immobilisations financières (hors participations)	-2 349	-309
Acquisitions d'immobilisations	-6 000	-3 685

D4 - Incidence des variations de périmètre	30/06/2008	30/06/2009
Prix d'acquisition (a)	42 544	1 899
Dont décaissé (b)	42 544	1 899
Dette contractée (c = a - b)	0	0
trésorerie acquise (d)	4 857	0
Incidence des variations de périmètre (e = d - b)	-37 687	-1 899

Variation clients & autres créances IAS 18/39 : voir note 1.1

D2) Le groupe a généré une capacité d'autofinancement de -6,4 M€ sur la période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009, directement liée à l'activité générée sur la période (voir **notes 1.2 & 6**) alors que la variation de besoin en fonds de roulement affiche une ressource de 6,3 M€, essentiellement en raison d'une diminution des postes clients (**note 5.5**) et une augmentation des fournisseurs (factures non parvenues (**note 5.12**)).

D3) Les investissements réalisés sur la période s'élèvent à 3,7 M€ et se résument comme suit :

- immobilisations incorporelles	1,6 M€
- immobilisations corporelles,	1,8 M€
- immobilisations financières	0,3 M€

D4) Les variations de périmètre (1,9 M€) incluent l'acquisition d'*Extaco* en Ukraine pour 0,2 M€ (**note 1.5**) d'*Ubix* pour 0,3 M€ (**note 1.9**), des compléments de prix contractuels sur *Clunk Click* pour 0,65 M€ (**note 1.6**), l'acquisition de 3,6% du capital de *Normaction* pour 0,5 M€ et la participation à l'augmentation de capital de *Normaction* en juin 2008 pour 0,27 M€ (**note 1.7**).

Risc Group

Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009

E – Annexe aux comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2009

Tous les chiffres présentés sont en euros, sauf mention particulière.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 7 octobre 2009.

1 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

1.1 Un événement majeur :

La révision du retraitement historique IAS 18/39 lié aux opérations de cessions de contrats aux leasers

Lors de la transition aux normes IFRS validée en mai 2006, l'application des normes IAS 18 & 39 aux opérations de cessions des contrats clients par *Risc Group* et ses filiales à leurs partenaires leasers avait entraîné la constatation d'ajustements de consolidation significatifs.

L'analyse des transactions du groupe avec ses partenaires au regard de la norme IAS 39 ne permettait pas de conclure que « *pratiquement tous les risques et avantages étaient transférés au cessionnaire* », notamment en raison des rachats potentiels de contrats qui pouvaient être effectués à la demande des leasers. En conséquence, les créances cédées aux leasers devaient être conservées au bilan avec en contrepartie une dette financière vis-à-vis des leasers.

Ces deux retraitements bien que sans aucun effet de trésorerie, présentaient deux impacts très significatifs sur les comptes du groupe :

- 1) un effet d'ajustement sur le résultat de la période et les capitaux propres consolidés lié au différentiel d'actualisation de la créance par rapport à la dette ; cet ajustement étant positif en cas de croissance d'activité et négatif en cas de décroissance ;
- 2) un effet d'alourdissement très significatif du poste clients et du poste de dette financière au bilan consolidé, ce dernier effet étant très préjudiciable dans la lecture de la situation financière du groupe.

Fort de la qualité retrouvée de son activité et de la baisse drastique des rachats de contrats constatée sur les 24 derniers mois, le groupe a donc entrepris une refonte des conventions de financement avec ses partenaires leasers et a ainsi pu signer de nouveaux accords en septembre 2008.

Ces nouveaux accords stipulent que le risque financier est intégralement transféré au leaser et qu'en aucun cas, il ne peut être demandé à *Risc Group* de racheter les contrats cédés en cas de défaillance financière du client final. Ces accords s'appliquent aussi bien aux contrats signés à compter de la date de signature de l'accord qu'aux contrats signés antérieurement et couvrent donc l'ensemble des contrats clients du groupe.

Sur la base de ces nouveaux accords, en raison du transfert de pratiquement tous les risques et avantages aux leasers, il a été jugé que l'interprétation de la norme IAS 39 historique décrite ci-dessus n'a plus lieu d'être appliquée.

En conséquence, le bilan consolidé au 30 juin 2009 est présenté sans ce retraitement, ce qui a pour effet d'apporter par rapport au bilan consolidé au 30 juin 2008 les changements suivants :

1) à l'actif, une diminution :

- des créances clients de 79,2 M€
- des autres créances de 0,9 M€

2) Au passif, une diminution

- des dettes financières à plus d'un an de 47,2 M€
 - des dettes financières à moins d'un an de 25,5 M€
- pour un total de 72,7 M€

3) Le différentiel de -7,4 M€, qui correspond au différentiel d'actualisation cumulé appliqué aux créances et aux dettes depuis la première application du retraitement IAS 39 au moment de la transition aux normes IFRS, a été passé en charges au compte de résultat consolidé au 30 juin 2009.

Cette charge non récurrente directement et uniquement liée à l'annulation du retraitement décrit ci-dessus n'a aucun effet en trésorerie.

Pour mémoire, le groupe précise qu'à la première application du retraitement précité, un montant de 4 M€ avait affecté positivement les réserves consolidées (au 31 mars 2004); le solde de 3,5 M€ ayant impacté les comptes de résultats consolidés des quatre derniers exercices mais l'application des normes impose de comptabiliser la totalité de l'ajustement en charges au compte de résultat.

Ainsi, après annulation de ce retraitement, le bilan consolidé de *Risc Group* au 30 juin 2009 affiche un poste de créance clients de 10,6 M€ et une dette financière totale de 3,5 M€ qui correspondent d'une part aux créances effectives à encaisser par le groupe et d'autre part aux dettes effectives à régler par le groupe.

1.2 Un exercice en perte opérationnelle

Le groupe affiche une perte opérationnelle de -17,7 M€ au 30 juin 2009.

Cette perte inclut -13,1 M€ de perte de valeur constatée sur les écarts d'acquisition (voir **note 1.3**) et -0,5 M€ de charges liées à l'application de la norme IFRS 2 (sur les actions gratuites et les attributions d'options de souscriptions), sans effets de trésorerie.

Net de ces deux éléments, la perte d'exploitation au 30 juin 2009 s'élève à -4,1 M€.

Concernant le premier semestre, le groupe avait établi un budget de croissance ambitieux et lancé des investissements importants en termes de recrutements de commerciaux et de communication. Ces investissements commerciaux et marketing n'ont pas été accompagnés de la productivité commerciale attendue, principalement sur le pôle *Inbox* (marché des TPE). En effet, la crise économique apparue en octobre 2008 a sensiblement affecté le processus de vente directe du pôle *Inbox* et ce ralentissement a été d'autant plus manifeste que le groupe s'était organisé en début d'exercice pour accompagner une croissance significative.

Sur le second semestre, le groupe a lancé des mesures correctrices afin d'adapter sa structure de charges, notamment en limitant son recrutement et en diminuant tous les budgets de communication et de marketing. Néanmoins, ce second semestre a souffert d'une activité commerciale inférieure aux prévisions sur toutes les filiales *Inbox*.

Il faut souligner que suite aux mesures correctrices prises par la direction depuis décembre 2008, le résultat opérationnel inclut un montant de -4,3 M€ de charges non récurrentes (coûts de sortie transactionnels, activités déficitaires stoppées à fin juin 2009, opérations de promotion et de marketing arrêtées ou renégociées, coûts de déménagement).

1.3 Dépréciation des écarts d'acquisition

Conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font par contre l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

Le groupe a tenu compte des résultats déficitaires constatés sur l'exercice 2008/2009, du contexte économique encore très dégradé et de ses conséquences négatives sur la visibilité de l'activité pour le calcul des valeurs d'utilité.

Il résulte de ces calculs la constatation au compte de résultat consolidé d'une perte de valeur de -13,1 M€ (sans effet de trésorerie).

Voir le détail du calcul des dépréciations à la **note 5.1**.

1.4 Augmentation de capital par émission de 783.200 actions gratuites

Le 28 juillet 2008, en application du plan d'actions gratuites de juillet 2006 ont été créées et émises 783.200 actions nouvelles, soit une augmentation de capital de 391.600 € par imputation sur la prime d'émission. Ces 783.200 actions ne pourront pas être cédées par leur bénéficiaire avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 27 juillet 2010.

Le 30 mars 2009, en application du plan d'actions gratuites de mars 2007 ont été créées et émises 308.000 actions nouvelles, soit une augmentation de capital de 154.000 € par imputation sur la prime d'émission. Ces 308.000 actions ne pourront pas être cédées par leurs bénéficiaires (trois cadres du groupe) avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 30 mars 2011.

Après la création de 13 nouvelles actions en juillet 2008 et de 20 nouvelles actions en mars 2009 par conversion d'obligations convertibles, le capital de la société est à ce jour de 37.150.195 € euros, divisé en 74.300.390 actions entièrement libérées.

1.5 Acquisition de la société Extaco en Ukraine par Ornis

Risc Group IT Solutions (ex-Ornis) a finalisé en juillet 2008 l'acquisition de la société *Extaco* en Ukraine, qui sert de tête de pont au centre de pilotage 24-7 destiné à servir les clients du groupe.

Risc Group IT Solutions travaille avec *Extaco* depuis décembre 2006 et a pu juger de la qualité des prestations de pilotage et de contrôle 24/7 assurées par cette société et ses salariés.

Extaco travaille exclusivement pour le groupe et son chiffre d'affaires est donc entièrement éliminé en consolidation. *Extaco* emploie 19 personnes au 30 juin 2009.

1.6 Entrée de Clunk Click dans le périmètre de consolidation

La société britannique *Clunk Click*, acquise à 100% par *Risc Group* le 27 juin 2008 est consolidée dans le compte de résultat de *Risc Group* à compter du 1^{er} juillet 2008.

Un complément de prix sur l'acquisition des titres *Clunk Click* a été versé en novembre 2008 à hauteur de 348 K€, en application du protocole d'acquisition. Un dernier complément de prix de 300 K€ est dû sur la base des résultats 2008-2009.

La contribution de *Clunk Click* au chiffre d'affaires sur les douze mois de l'exercice 2008/2009 est de 2,1 M€, pour un résultat opérationnel de plus de 8% en ligne avec son plan d'activité, malgré un marché britannique très affecté par la crise économique.

1.7 Complément de participation dans Normaction SA

En accord avec le protocole signé avec *Normaction* en janvier 2008, *Risc Group* a augmenté sa participation dans le capital de *Normaction* de 17,5% à 21,1 % en septembre 2008.

En juin 2009, *Risc group* a participé à l'augmentation de capital de *Normaction* à hauteur de sa participation soit un montant de 0,265 M€ sur une augmentation de capital totale de 1,25 M€.

Normaction est consolidée selon la méthode de mise en équivalence au 30 juin 2009. Les comptes semestriels de *Normaction* au 30 juin 2009 n'étant pas disponibles à la date d'arrêté des comptes annuels de *Risc Group*, le calcul de la quote-part des capitaux propres de *Risc group* dans *Normaction* a été réalisé sur la base des capitaux propres de *Normaction* au 31 décembre 2008.

Pour rappel, selon les accords signés en janvier 2008, *Risc Group* a la faculté de renforcer sa participation au moyen de l'exercice de bons de souscription d'actions (BSA) attachés aux actions émises dans le cadre de l'augmentation de capital et d'une option d'achat qui lui serait consentie par le Président fondateur de *Normaction* ainsi que deux autres actionnaires historiques portant sur 672.089 actions de la société (BSA et option d'achat courant sur 24 mois).

Dans le cadre de l'approche retenue par le groupe sur les écarts d'acquisition, il a été constaté dans les comptes au 30 juin 2009 une perte de valeur de 1,7 M€ sur la quote-part des capitaux propres détenus par *Risc Group* dans *Normaction*.

1.8 Lancement de *Risc Group UK Limited*

En s'appuyant sur les structures de *Clunk Click*, *Risc Group* a lancé en octobre 2008 une nouvelle filiale en Angleterre sur son pôle *Inbox*, *Risc Group UK Ltd*, qui va développer l'activité de vente directe des solutions historiques du groupe sur le sol anglais.

Néanmoins, en raison des difficultés rencontrées sur le marché britannique des TPE-PME et des premiers résultats décevants sur le trimestre janvier/mars 2009, la société a été mise en sommeil dans l'attente d'une reprise de la conjoncture économique.

Sa contribution au chiffre d'affaires sur les neuf mois d'octobre 2008 à juin 2009 est de 0,13 M€, pour une perte opérationnelle de -0,28 M€.

1.9 Acquisition de la société *Ubix SA*, distributeur d'*eFlag* en Belgique

Risc Group a procédé en novembre 2008 via sa filiale belge *Risc Group Benelux* à l'acquisition de la société *Ubix SA*, distributeur des solutions de visio-mobilité de sa filiale *eFlag* en Belgique. *Risc Group*, qui a pour ambition de déployer sur tout le périmètre européen son offre de visio-mobilité *eFlag*, a conclu cette acquisition auprès des actionnaires historiques à hauteur de 300 K€. La société *Ubix*, historiquement déjà basée à Bruxelles a été rapatriée sur le site de *Risc Group Belgique*.

Ubix est consolidée au compte de résultat de *Risc Group* à compter du 1^{er} janvier 2009. Sa contribution au chiffre d'affaires sur les six mois du second semestre est de 0,9 M€ pour une perte opérationnelle de -0,7 M€ liée à une activité commerciale insuffisante sur la période mais la structure est revenue à l'équilibre sur le mois de juillet 2009, grâce à une révision à la baisse du développement envisagé.

1.10 Création du Centre de Contact Clients européen à Orléans

Risc Group a inauguré en décembre 2008 à Ormes près d'Orléans son nouveau Centre de Contacts Clients européen. Ce centre d'appels et de relation client a pour mission de recevoir les appels téléphoniques des clients européens de *Risc Group* et de réaliser des campagnes d'appels téléphoniques de prospection commerciale.

Le Centre accueille 48 personnes en charge de la hot line technique de premier et second niveaux pour les solutions *Risc Group Inbox*, et de la hot line technique de premier niveau pour *Risc Group IT Solutions*.

Ce centre d'appels commerciaux qui regroupe 39 personnes pilotées par un professionnel de ce métier, est un point clé dans le modèle économique du groupe afin d'assurer aux services commerciaux les rendez-vous clients qualifiés nécessaires à la signature des nouveaux contrats.

1.11 Changement du mode de gouvernance de la société et nouvelles nominations

Le conseil d'administration réuni le 18 décembre 2008 a décidé de dissocier les fonctions de Président et de Directeur Général.

En effet, le conseil a considéré que la conjoncture économique actuelle nécessitait d'une part que le Président du conseil d'administration se concentre sur la gestion du contexte boursier et la recherche d'actionnaires structurants pour la société et d'autre part que le Directeur Général se focalise sur la conduite opérationnelle de la société.

Suite à cette décision, Monsieur Loïc Pequignot a démissionné de sa fonction de Président Directeur Général et le conseil d'administration a nommé Monsieur Gérard Guillot Président de *Risc Group*.

Monsieur Guillot est administrateur du groupe depuis avril 2003. Monsieur Philippe Weppe a été nommé Directeur Général de *Risc Group* le 12 janvier 2009.

2 - FAITS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2009

2.1 Conclusion d'un protocole d'investissement avec STS Group

La Société a conclu le 20 octobre 2009, après accord de son Conseil d'administration, un protocole d'investissement avec *STS Group*, éditeur leader en Europe de logiciels de confiance numérique, à l'effet de proposer son entrée au capital en tant qu'actionnaire de référence de *Risc Group*.

L'opération consisterait en :

- une augmentation de capital réservée à *STS Group* d'un montant de 10,8M € (prime d'émission incluse) au prix de 0,35 € par action ;
- une attribution de bons de souscription d'actions (BSA) gratuits aux actionnaires existants (5 BSA attribués pour 24 actions anciennes), exerçables à un cours décoté par rapport au cours retenu pour l'augmentation de capital (0,30 € contre 0,35 €) sur une durée suffisamment longue (12 mois) pour permettre à l'ensemble des actionnaires de bénéficier de l'éventuelle création de valeur.

Post opération, *STS Group* détiendrait environ 29,4 % du capital avant exercice des BSA, et 25,6% après exercice de la totalité des BSA par les actionnaires. Afin de garantir au marché et aux actionnaires de *Risc Group* son implication à long terme, et afin d'éviter de perturber le cours de bourse de la Société pendant la période d'exercice des BSA, *STS Group* a accepté, dans le cadre du protocole, de conclure un engagement de conservation de 100% de ses titres pendant une durée de 18 mois.

Ce projet sera soumis au vote de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire de la Société devant se tenir le 10 ou 18 (sur deuxième convocation) décembre 2009. Conformément aux dispositions légales et réglementaires, cette opération doit faire l'objet d'un prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers, qui sera mis à disposition des actionnaires préalablement à l'assemblée générale. En outre, la Société a décidé de nommer le cabinet BMA (Bellot, Mullenbach & Associés) en qualité d'expert indépendant afin d'attester de l'équité de cette opération pour les actionnaires de *Risc Group*.

Le Conseil d'administration estime que sa recomposition sera nécessaire pour cette nouvelle étape et ses membres actuels remettront leur démission dès la réalisation de l'opération, étant précisé que la désignation de trois administrateurs représentant *STS Group* sera proposée lors de l'assemblée générale.

2.2 Modification de la direction générale de la Société

Pour conduire à bien le projet d'entrée au capital de *STS Group*, le Conseil d'administration de *Risc Group* a demandé à Monsieur Jean-Pierre Lecou, actuellement administrateur, d'assurer la Direction Générale de la Société pendant cette période de transition.

Monsieur Philippe Weppe a démissionné de ses fonctions de Directeur Général et a été nommé Directeur Général Délégué à la technologie, avec une mission particulière sur l'optimisation des moyens technologiques du groupe.

Monsieur Nicolas Lafon, actuellement directeur financier de la Société, a également été nommé en qualité de Directeur Général Délégué, avec une mission particulière sur l'objectif de retour à l'équilibre que s'est fixé le groupe pour l'exercice 2009/2010.

3 – PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés de *Risc Group* sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS applicables au 30 juin 2009 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

3.1 – Principes de consolidation

Les filiales sur lesquelles *Risc Group* exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque le Groupe détient plus de 50% des droits de votes d'une entité ou lorsque l'une des 4 conditions suivantes est remplie :

- détention de plus de la moitié des droits de votes en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs ;
- direction de la politique financière et opérationnelle de l'entreprise en vertu d'un contrat ;
- pouvoir de nomination ou de révocation de la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent ;
- réunion de la majorité des droits de votes dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

Risc Group a une participation dans *Normaction*, dans laquelle elle a une influence notable qui nécessite une consolidation par mise en équivalence.

Toutes les transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées au niveau du bilan et du compte de résultat consolidés.

3.2 – Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans la valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation. Lors de la prise de contrôle, cette valeur est la juste valeur établie par référence à leur valeur de marché ou à défaut en utilisant les méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus ou les coûts. En dehors des prises de contrôle, il n'y a pas de réévaluation des actifs et des passifs acquis.

Test de perte de valeur et définition des Unités Génératrices de trésorerie

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. IAS 36, « Dépréciation d'actifs », prescrit que ces tests sont réalisés soit au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté (une Unité génératrice de Trésorerie est le plus petit ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres Groupes d'actifs) soit au niveau de regroupement au sein d'un secteur d'activité ou du secteur géographique auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

Le niveau d'analyse auquel *Risc Group* apprécie la valeur actuelle des écarts d'acquisition correspond en général au niveau de regroupement de ses activités au sein d'un secteur d'activité ou de la zone géographique.

Valeur recouvrable

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs des UGT ou regroupement d'UGT et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

La valeur d'utilité retenue par *Risc Group* correspond aux flux de trésorerie actualisés des UGT ou des groupes d'UGT incluant les écarts d'acquisition. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, de renouvellement des licences et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction de *Risc Group* de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans établis sur 3 ans,
- au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance décroissant ou stable pendant une période de deux ans puis d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance long terme du marché,
- l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités et des pays.

La dépréciation des écarts d'acquisition est inscrite en résultat opérationnel.

3.3 – Coûts d'emprunts

Risc Group ne capitalise pas les intérêts financiers encourus pendant la période de construction et d'acquisition des actifs corporels et incorporels.

3.4 – Frais de recherche et de développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être immobilisés dès que sont démontrés :

- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède pas 4 ans.

3.5 – Autres immobilisations incorporelles

Valorisation

Les immobilisations incorporelles sont évaluées en conformité avec les critères de l'IAS 38. Les immobilisations acquises à titre onéreux sont enregistrées à leur coût d'acquisition correspondant au prix d'achat majoré des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Amortissement

Les taux utilisés sont les suivants :

Logiciels	1 ou 2 ans en linéaire
-----------	------------------------

3.6 – Immobilisations corporelles

Valorisation

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires).

Contrats de location financement

Les contrats de location transférant à *Risc Group* les risques et avantages liés à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Les situations suivantes constituent des indicateurs de conditions transférant à *Risc Group* les risques et avantages liés à la propriété :

- le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,
- le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,
- la durée du contrat couvre la majeure partie de la vie économique estimée du bien loué,
- la valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

Parallèlement, les biens dont les risques et avantages liés à la propriété sont transférés par *Risc Group* à des tiers par un contrat de location sont considérés comme ayant fait l'objet d'une cession.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Amortissement

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie prévue des biens.

Les taux utilisés sont les suivants :

Agencements & installations	5 et 10 ans en linéaire
Matériel de transport	5 ans en linéaire
Matériel de bureau et informatique	2 et 5 ans en linéaire
Baies de stockage	3 et 4 ans en linéaire
Mobilier	5 et 10 ans en linéaire

3.7 – Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé (autres que les écarts d'acquisition)

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité, celle-ci correspondant à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction de *Risc Group*.

3.8 – Stocks

Valorisation

Les stocks sont valorisés selon la méthode FIFO (premier entré / premier sorti).

Les stocks en devise sont valorisés au cours de paiement s'il est connu ou à défaut au cours de clôture.

Dépréciation

Les marchandises anciennes sont provisionnées si nécessaire pour ramener leur valeur nette au prix probable de réalisation.

3.9 – Prêts et créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »). Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Ils sont dépréciés si leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

3.10 – Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Ils sont éventuellement compensés par entité fiscale, si les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

3.11 – Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources que le Groupe devra probablement supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; il s'agit d'un passif éventuel.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, soit le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Restructuration

Dans le cas des restructurations, une provision est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

3.12 – Engagements de retraite et autres charges de personnel

Ces avantages sont offerts à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies. Dans le cadre des régimes à cotisations définies le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Engagements de retraite

Conformément à la norme IAS 19, les régimes à prestations définies, font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Ces calculs actuariels intègrent des hypothèses démographiques (date de départ à la retraite, taux de progression des salaires et de rotation du personnel,...) et financières (taux d'actualisation financière et d'inflation) définies aux bornes de chacune des entités concernées et en considérant leur contexte macro-économique local.

Rémunérations en actions

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options d'achat et de souscription d'action, les offres réservées aux salariés et les attributions d'actions gratuites portant sur des actions *Risc Group* accordées aux salariés du Groupe sont évaluées à la date d'octroi.

3.13 – Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de la valeur de ce passif financier. Les passifs financiers sont initialement évalués au coût, qui est la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Les frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions et des points payés ou reçus entre les parties au contrat.

3.14 – Frais d'augmentation de capital

Les frais externes directement liés à une augmentation de capital sont imputés nets d'impôts sur la prime d'émission lorsqu'une économie d'impôt est générée. Les autres coûts sont imputés en charges de l'exercice.

3.15 – Produit des activités ordinaires

Concernant le secteur TPE, en application de la norme IAS 18, les ventes réalisées par *Risc Group* sont enregistrées en « produits des activités ordinaires » :

- le produit des licences d'utilisation des logiciels est comptabilisé lors de l'acceptation de l'installation par le client ;
- le produit de la maintenance et du support des logiciels est enregistré sur la période correspondant à la durée du contrat (36, 48 ou 60 mois) ;
- le produit des installations et des prestations de service après-vente est enregistré à la date de l'installation ou de la prestation de service.

Dans l'objectif d'une meilleure présentation comptable, la comptabilisation des avoirs de rachats pour reconduction de contrats a été opérée sur l'exercice 2008-2009 avec pour effet une comptabilisation en charges d'exploitation en lieu et place d'une diminution du chiffre d'affaires (rachats pour reconduction sur la période 2008/2009 : 4,6 M€ sur 12 mois ; rachats pour reconduction sur la période 2007/2008 : 6,6 M€ sur 15 mois).

Concernant le secteur PME, en application de la norme IAS 18, les ventes réalisées par *Ornis et Backup Avenue* sont enregistrées en « produits des activités ordinaires » en tant que service sur la durée des contrats.

3.16 – Détermination du résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires du Groupe par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué est calculé à partir du résultat net attribuable aux actionnaires du Groupe, corrigé du coût financier des instruments dilutifs de dette et de leur incidence sur la participation des salariés, nets de l'effet d'impôt correspondant. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période. Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché. Les actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

4 – EVOLUTION DU PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2009 est résumé dans le tableau ci-dessous.

SOCIETE	Pourcentage intérêt	Pourcentage Contrôle	Méthode de consolidation
RISC Group (SA) - SIREN 379 067 390 7/11 rue Castéjà 92100 Boulogne Billancourt - France	100%	100%	Société mère
E FLAG (SARL) - SIREN 393 326 269 7/11 rue Castéjà 92100 Boulogne Billancourt - France	100%	100%	Intégr. globale
Risc Group Allemagne Martin-Behaim-Strasse.4 63263 Neu-Isenburg - Allemagne	98%	100%	Intégr. globale
Risc Group Belgique 140 rue de Stalle 1180 Bruxelles - Belgique	100%	100%	Intégr. globale
UBIX 63 rue de Stalle 1180 Bruxelles - Belgique	100%	100%	Intégr. globale
Risc Group Italia Via Roma, 108 20060 Cassina de Pedri (MI) - Italie	100%	100%	Intégr. globale
Risc Group Espagne Calle Muntaner 479 08021 Barcelona - Espagne	100%	100%	Intégr. globale
Risc Group Suisse Route de Champs Colin, 11 1260 NYON - Suisse	100%	100%	Intégr. globale
Risc Group UK C/o Jeffrey Green Russel - Waverley house 7/12 Noel Street - London W1F 8GQ - Angleterre	100%	100%	Intégr. globale
BESDI (SAS) - SIREN 442 093 951 7/11 rue Castéjà 92100 Boulogne Billancourt - France	100%	100%	Intégr. globale
LINONE - SIREN 482 219 441 7 rue Castéjà 92100 Boulogne Billancourt - France	100%	100%	Intégr. globale
ITEMOS (SAS) - SIREN 442 019 006 33 rue de Bellissen 69340 Francheville - France	100%	100%	Intégr. globale
BACKUP AVENUE (SAS) - SIREN 433 905 320 7/11 rue Castéjà 92100 Boulogne Billancourt - France	100%	100%	Intégr. globale
ORNIS (SA) - SIREN 377 762 752 7/11 rue Castéjà 92100 Boulogne Billancourt - France	100%	100%	Intégr. globale
G3NET - SIREN 450 922 984 132 boulevard de Verdun ? -92400	100%	100%	Intégr. globale
EXTACO 158 Lenina Avenue 69057 Zaporizhzhia - Ukraine	100%	100%	Intégr. globale

CLUNK CLICK Chuch Walks Business centre - Llandudno Comwy - LL30 2HL - Angleterre NORMACTION - SIREN 414 276 691 38/42 rue Galliéni 92600 Asnières sur Seine	100%	100%	Intégr.globale
	21,06%	21,06%	Equivalence

Sociétés acquises sur la période :

Extaco, société ukrainienne acquise en juillet 2008 pour assurer le pilotage technique 24/7 est consolidée dans le compte de résultat à compter du 1^{er} juillet 2008. *Extaco* intervient uniquement en sous-traitance technique pour le groupe et son chiffre d'affaires de refacturation interne de prestations techniques est entièrement éliminé en consolidation.

UBIX, société acquise en novembre 2008 distributeur d'*eFlag* en Belgique, est consolidée au compte de résultat à compter du 1^{er} novembre 2008.

Sociétés créées sur la période :

Risc Group UK constituée en octobre 2008 est consolidée à compter du 1^{er} novembre 2008.

Sociétés consolidées en équivalence :

Normaction détenue à hauteur de 21,06% est consolidée en équivalence (**note 1.7**).

5 – NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDE**5.1 - Ecart d'acquisition**

Les écarts d'acquisition comptabilisés au 30 juin 2009 sont la conséquence des acquisitions réalisées sur les deux exercices précédents et sur l'exercice clos au 30 juin 2009.

Ces acquisitions sont regroupées au sein d'Unités Génératrices de Trésorerie (ou UGT) définies en fonction des secteurs d'activité ou des secteurs géographiques définis par le groupe pour le suivi de ses activités (voir **note 3.2**).

L'UGT Belgique reprend l'activité Sécurité Informatique rachetée à *Normaction* (région Flandre) en novembre 2006 et *Ubix* en novembre 2008

L'UGT TPE Direct reprend la partie France de l'activité Sécurité Informatique rachetée à *Normaction* en novembre 2006 et l'acquisition de *Linone* en mai 2007.

L'UGT TPE Indirect regroupe les acquisitions *BESDI* (septembre 2006), *Sitti* (janvier 2007) et *Itemos* (juillet 2007).

L'UGT PME regroupe *Backup Avenue*, le groupe *Ornis* et *Extaco* (**note 1.5**). .

L'UGT Angleterre reprend la société *Clunk Click* (voir **note 1.6**).

	30/06/2008	var.période	30/06/2009 brut	Dépréciations	30/06/2009 net
UGT Belgique	2 031 954	270 301	2 302 255	-482 968	1 819 287
UGT TPE Direct	1 193 589	15 000	1 208 589	-459 589	749 000
UGT TPE Indirect	2 980 769	-60 856	2 919 913	-899 490	2 020 423
UGT PME	42 284 352	203 351	42 487 703	-9 529 585	32 958 118
UGT Angleterre	3 223 772	639 977	3 863 749	0	3 863 749
Ecart d'acquisition	51 714 436	1 067 773	52 782 209	-11 371 632	41 410 577

La variation brute des écarts d'acquisition sur les 12 mois de l'exercice clos au 30 juin 2009 est la conséquence des acquisitions et/ou des compléments de prix réalisés la période de juillet 2008 à juin 2009 : - *Ubix* (UGT Belgique - **note 1.9**)

- *Extaco* (UGT PME - **note 1.5**)

- *Clunk Click* (UGT Angleterre - **note 1.6**)

Conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font par contre l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an (**note 3.2**).

En raison des résultats déficitaires constatés sur l'exercice 2008/2009, du contexte économique encore très dégradé et de ses conséquences négatives sur la visibilité de l'activité du groupe, le test réalisé en juillet 2009 a entraîné la constatation des pertes de valeurs détaillées dans le tableau ci-dessus.

En effet, pour l'élaboration de ce test, le groupe a retenu des prévisions de résultats à trois ans révisées à la baisse afin de tenir compte des effets externes liés à la crise économique et des effets internes liés à la réorganisation du groupe.

Le taux de rentabilité des capitaux propres (ou WACC) et le taux de croissance à l'infini retenus pour les calculs sont respectivement de 9,80% (incluant une prime de risque de 3%) et de 1%.

Les tests de sensibilité de ces deux paramètres sont de 0,4 M€ pour une variation de 0,1 sur le WACC et de 1,6 M€ pour une variation de 0,5 sur le taux de croissance.

La dépréciation la plus significative est constatée sur l'UGT PME et concerne principalement le groupe *Risc Group IT Solutions (ex-Ornis)*, qui reste stratégique pour le groupe mais dont les résultats de la période bien que positifs ont été inférieurs aux attentes.

5.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

<i>Valeurs brutes</i>	30/06/2008	Sociétés entrant dans le périmètre	augment.	diminutions	30/06/2009
Logiciels acquis	2 137 829	62 417	1 145 332	58 734	3 286 844
Logiciels développement interne	3 810 026	0	778 238	57 101	4 531 163
Brevets et marques	0	0	0	0	0
Fonds commercial	108 599	0	0	0	108 599
Immo. incorporelles en cours	819 294	0	207 024	502 719	523 599
Retraitement loc financières	259 146	0	0	0	259 146
Immobilisations incorporelles	7 134 894	62 417	2 130 594	618 554	8 709 351
Immo.corporelles en cours	6 750	0	0	6 750	0
Agencements/Installations	1 903 017	11 949	1 128 203	368 462	2 674 706
Matériel de transport	86 480	0	200 964	220 055	67 389
Mat. bureau, info. & mobilier	6 797 824	20 991	2 451 294	1 662 783	7 607 325
Retraitement loc financières	2 414 780	0	848 390	607 261	2 655 909
Immobilisations corporelles	11 208 850	32 940	4 628 851	2 865 312	13 005 329

<i>Amortissements</i>	30/06/2008	Sociétés entrant dans le périmètre	augment.	diminutions	30/06/2009
Logiciels	1 311 235	0	523 547	17 926	1 816 856
Logiciels développés interne	2 895 332	0	548 631	39 641	3 404 322
Brevets et marques	0	0	0	0	0
Retraitement loc financières	100 779	0	86 382	0	187 161
Immobilisations incorporelles	4 307 346	0	1 158 560	57 567	5 408 339
Agencements/Installations	601 679	4 472	293 994	160 476	739 669
Matériel de transport	13 904	0	16 384	19 094	11 194
Mat. bureau, info. & mobilier	3 943 530	3 215	1 201 698	833 853	4 314 590
Retraitement loc financières	1 158 929	0	576 608	607 261	1 128 276
Immobilisations corporelles	5 718 043	7 687	2 088 684	1 620 685	6 193 729

<i>Valeurs nettes</i>	30/06/2008	Sociétés entrant dans le périmètre	augment.	diminutions	30/06/2009
Immobilisations incorporelles	2 827 548	62 417	972 035	560 987	3 301 013
Immobilisations corporelles	5 490 808	25 253	2 540 167	1 244 627	6 811 600

Commentaires sur les immobilisations incorporelles :

Les acquisitions de logiciels sur la période concernent notamment un nouveau logiciel destiné à être intégré dans la Risc Box, des licences acquises dans le cadre de la mise en place de la nouvelle plateforme Exchange (0,3 M€) et de l'activité CENTREX TOIP (0.2M€).

Les frais de développement interne correspondent aux frais de développement des logiciels de sauvegarde (Backupia & Risc Box) et du logiciel de base de données développé en interne pour la gestion des contrats clients.

Les projets encore en cours de développement au 30/06/09 sont inscrits en immobilisations incorporelles en cours.

La valeur d'utilité des frais de développement au 30 juin 2009 a été validée par le biais d'un test de valeur (ou « impairment test »). Ce test a été établi sur la base d'un calcul de flux futurs de trésorerie actualisés (cf **note 3.2**) découlant du budget 2009-2010 validé par le conseil d'administration et du prévisionnel 2011-2012. Le taux de rentabilité des capitaux propres (ou WACC) et le taux de croissance à l'infini retenus pour les calculs sont respectivement de 9,80% (incluant une prime de risque de 3%) et de 1%.

Commentaires sur les immobilisations corporelles :

L'augmentation du poste agencements sur la période est principalement liée au nouveau siège social de la filiale belge à Bruxelles, à l'ouverture du Centre de contacts clients (**note 1.10**) à Ormes, et au nouveau bail destiné à accueillir l'ensemble du pôle technique du groupe à Boulogne Billancourt. Parallèlement, le groupe n'a pas renouvelé le bail de l'ancien siège social de Risc Group ITS situé à Courbevoie qui a pris fin le 30/06/2009. Le personnel administratif et commercial a rejoint le siège social à Boulogne Billancourt rue Castéjà et le personnel technique, l'établissement à Boulogne Billancourt Quai Le Gallo.

L'augmentation du poste Matériel de Bureau & Informatique provient de l'acquisition de serveurs, de routeurs et de baies de stockage nécessaires à l'activité. Une partie de ces acquisitions a fait l'objet d'un refinancement sous la forme d'un contrat de location financière sur le second semestre (voir point ci-dessous).

Les locations financières de baies de stockage sont retraitées conformément à la norme IAS 17 (voir **note 3.6**) pour faire apparaître en immobilisations au bilan les valeurs brute et nette des contrats en cours au 31 décembre 2008.

La variation sur la période correspond aux baies de stockage contractées sur le semestre pour les augmentations et aux baies de stockage complètement amorties et payée pour les diminutions.

La contrepartie se trouve en dettes financières – voir **notes 5.8 & 5.10**.

5.3 - Immobilisations financières

	30/06/2008	Sociétés entrant dans le périmètre	var. période	Dépréciation	30/06/2009
Valeurs brutes					
Titres mis en équivalence		3 079 296		-1 770 669	1 308 628
Participations financières	2 320 066	0	-2 321 927		0
Autres actifs financiers	1 080 077		-142 735		937 342
Immobilisations financières	3 400 143	3 079 296	-2 464 662	-1 770 669	2 245 970

Le poste « *Participations financières* » regroupait au 30 juin 2008 la participation de *Risc Group* à hauteur de 17,5% dans la société *Normaction*

Suite à l'acquisition d'un complément de 3,6 % du capital de *Normaction* pour un montant de 525 K€ en septembre 2008 et à la souscription de 265 K€ à l'augmentation de capital de juin 2009 (voir **note 1.7**), *Risc Group* a porté sa participation au sein de *Normaction* à 21,1%.

En conséquence, *Normaction* est consolidée pour la première fois en équivalence au 30 juin 2009 et à la valeur comptable des titres a été en conséquence substituée la quote-part détenue par *Risc Group* dans les capitaux propres de *Normaction*.

Une perte de valeur de -1,7 M€ a été constatée sur cette quote-part afin de tenir compte de la baisse importante de l'action *Normaction* en bourse depuis juin 2008.

Les comptes semestriels de *Normaction* au 30 juin 2009 n'étant pas encore disponibles à la date d'arrêté des comptes semestriels de *Risc Group*, la quote part de résultat prise au compte de résultat consolidé au 30 juin 2009 est limité à la quote-part du résultat de juillet à décembre 2008, soit une charge de -33 K€.

Les « *Autres actifs financiers* » correspondent essentiellement aux dépôts & cautionnements versés par les sociétés du groupe au titre des locaux qu'elle loue.

Le carry back de 480 K€ constaté en 2003 a été remboursé sur l'exercice.

La variation de la période comprend également un montant de 150 K€ versés en dépôt de garantie à un partenaire leaser dans le cadre de la renégociation des contrats.

5.4 - Stocks

Le stock est exclusivement composé de marchandises.

	30/06/2008	Intégration dans périmètre	var. période	30/06/2009
Valeur brute marchandises	858 200	79 085	288 386	1 225 671
Provision pour dépréciation	-170 911		-65 157	-236 068
Stocks	687 289	79 085	223 229	989 603

Le stock est constitué essentiellement chez *Risc Group* de licences TSM IBM (incluses dans la Risc box) et de routeurs chez *Ornis*, destinés à être installés chez les clients dans le cadre des contrats d'infogérance.

5.5 - Clients & comptes rattachés

	30/06/2008	Sociétés entrant dans le périmètre	Var . Période	30/06/2009
Clients Bruts	17 262 143	201 950	-4 557 139	12 906 954
Clients - Factures à établir	364 859		424 171	789 030
Clients - IAS 18/39	79 201 414		-79 201 414	0
Provision pour dépréciation	-1 937 296	-29 721	-880 337	-2 847 355
Clients & comptes rattachés	94 891 120	172 229	-84 214 719	10 848 629

Les postes « *Clients Brut & Factures à établir* » correspondent aux contrats en cours de cession chez les leasers, à du déploiement de l'activité IT Solutions non finalisé auprès des clients et à de la consommation TOIP non encore facturée.

Chez *Risc Group ITS*, le montant du poste clients correspond globalement au montant des loyers du prochain trimestre, qui sont facturés contractuellement selon le principe du terme à échoir.

Les créances à plus de 60 jours sont intégralement provisionnées

« *Clients IAS 18-39* » : voir **note 1.1**

5.6 - Autres actifs courants

	30/06/2008	var. période	30/06/2009
Av .& acptes vers. sur commdes	81 619	73 538	155 157
Remises et avoirs à recevoir	187 295	229 118	416 413
Personnel et comptes rattachés	14 371	-1 480	12 891
Organismes sociaux	16 071	-11 447	4 624
Etat - Impôt sur les bénéfices	357 977	-44 828	313 149
Etat - Produits à recevoir	54 449	-54 045	405
TVA	1 391 393	733 404	2 124 797
Débiteurs divers	809 011	-354 535	454 476
Charges constatées d'avance	2 645 072	-704 857	1 940 215
Charges const. d'av. - IAS 18/39	919 325	-919 325	0
Divers	0	13 762	13 762
Autres actifs courants	6 476 583	-1 040 694	5 435 888

Au 30 juin 2009, l'ensemble des actifs courants est à moins d'un an.

Le poste « *Etat - Impôt sur les sociétés* » est essentiellement constitué par les Crédits d'Impôt Recherche (CIR) constatés pour 170 K€.

La variation à la hausse de la TVA est directement liée à un reclassement comptable des rachats de contrats leaser pour reconduction.

Les « *charges constatées d'avance* » correspondent aux facturations du trimestre juillet/août/septembre 2009 sur les loyers des « data centers » et sur les frais de réseaux des infrastructures, aux charges d'assurance et aux maintenances de certains logiciels.

« *Charges constatées d'avance – IAS 18&39* » : voir **note 1.1**

5.7 - Disponibilités & quasi disponibilités

Les disponibilités & quasi disponibilités au bilan s'élèvent à 11 M€, dont 5,1 M€ de valeurs mobilières de placement.

5.8 - Capitaux propres

Le capital de la société *Risc Group* au 30 juin 2008 est composé de 74.300.390 actions à 0,5 € de nominal pour un total de 37.150.195 €.

Il a évolué comme suit depuis le 1^{er} juillet 2008 :

date	nature de l'opération	nombre d'actions	nominal	capital	primes
01/07/2008		73 209 157	0,5	36 604 578,50	96 888 382,00
28/07/2008	création de 783.200 actions gratuites	783 200	0,5	391 600,00	-391 600,00
28/07/2008	conv. de 29 OC en 13 actions	13	0,5	6,50	80,50
30/03/2008	création de 308.000 actions gratuites	308 000	0,5	154 000,00	-154 000,00
30/03/2009	conv. de 52 OC en 20 actions	20	0,5	10,00	146,00
30/06/2009		74 300 390		37 150 195,00	96 343 008,50

Au 30 juin 2009, *Risc Group* détient 21.100 de ses propres actions via le contrat de liquidité signé en mars 2009 avec la société Euroland.

Voir la variation des capitaux propres consolidés sur la période en **section C**.

5.9 - Provisions non courantes

Les provisions non courantes correspondent aux provisions pour engagement de retraite envers les salariés du groupe pour un montant total de 146 K€, calculées conformément à la norme IAS 19 (voir **note 3.12**).

5.10 - Dettes à plus d'un an

	30/06/2009	30/06/2008
Emprunt obligataire	0	2 042 403
Crédit moyen terme	1 783 644	1 865 483
Divers	1 372	11 833
Dette fin. s/retraitement loc.fin.	849 607	950 742
Dette fin. à plus d'un an - IAS 39	0	47 158 070
Dette fin. à plus d'un an	2 634 622	52 028 531

L'emprunt obligataire contracté en avril 2003 a été remboursé en totalité le 7 avril 2009.

La ligne d'emprunt moyen terme de 1,8 M€ reprend :

- un solde de 0,9 M€ issu d'un emprunt initial de 1,9 M€ contracté en mars 2007 par *Risc Group ITS (ex-Ornis)* à rembourser en juin 2010 et juin 2011 ;
- de nouveaux emprunts contractés sur la période pour un total de 0,9 M€ par *Risc Group ITS* pour financer des investissements en licences et en serveurs (emprunts sur 36 mois).

Les retraitements sur locations financières correspondent à l'application de la norme IAS17 sur les contrats de location financière du groupe, qui utilise historiquement ce moyen pour financer l'acquisition de ses baies de stockage pour l'activité *Inbox* et de ses serveurs pour l'activité *IT Solutions*. La contrepartie de ce retraitement est passée à l'actif du bilan en immobilisations corporelles (**note 5.2**).

Dettes financières à plus d'un an – IAS39 :

Sur la base des nouveaux accords signés par *Risc Group* avec ses partenaires leasers (voir **note 1.1**), en raison du transfert de pratiquement tous les risques et avantages aux leasers, il a été jugé que l'interprétation de la norme IAS 39 historique n'a plus lieu d'être appliquée.

En conséquence, le bilan consolidé au 30 juin 2009 est présenté sans ce retraitement.

5.11 - Provisions courantes

Les provisions courantes correspondent à hauteur :

- de 366 K€ à des litiges prud'homaux ;
- de 183 K€ à des litiges clients déclarés et en cours de négociation ou de jugement. Ces litiges clients historiques sont essentiellement liés à des pertes de données dans le cadre de l'exécution du contrat et en diminution significative suite à la résolution de nombreux litiges sur la période ;
- de 31 K€ de provisions passées dans le cadre de déménagements d'agences en province ;
- de 72 K€ de provisions diverses essentiellement liés à des litiges ponctuels chez *Ornis*.

La variation de ces provisions sur la période est résumée sur le tableau ci-dessous.

Rubriques	Solde d'ouverture 30/06/08	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Solde de clôture 30/06/09
Risques Prud'homaux	545 921	250 332	236 416	163 127	366 460
Litiges clients	162 711	114 360	42 303	81 605	183 414
Provision déménagement	88 634	7 507	65 592	0	30 548
Provisions diverses	102 003	59 785	0	90 089	71 698
Total des provisions	899 268	431 984	344 311	334 821	652 120

5.12 - Fournisseurs

	30/06/2008	Intégration dans périmètre	Var . Période	30/06/2009
Fournisseurs	7 318 686	182 260	-1 388 993	6 111 953
Fournisseurs d'immobilisations	85 397		-25 397	60 000
Fournisseurs - factures à recevoir	1 602 384		2 525 119	4 127 503
Fournisseurs & charges à payer	9 006 467	182 260	1 110 729	10 299 456

Au 30 juin 2009, l'ensemble des dettes fournisseurs est à moins d'un an.

5.13 - Autres passifs courants

	30/06/2008	Intégration dans périmètre	Var . Période	30/06/2009
Personnel	597 525		534 135	1 131 661
Personnel - charges à payer	3 256 004		-171 379	3 084 626
Organismes sociaux	1 652 903	79 426	95 578	1 827 906
Organismes sociaux - charges à payer	1 675 152		-304 108	1 371 044
TVA	2 424 372		689 101	3 113 473
Etat - Impôt sur les sociétés	176 955		-130 531	46 424
Etat - charges à payer	362 413		167 803	530 215
Clients avances sur commande	0			4 029
Provision pour AAE pour rachats	268 573		-28 596	239 977
Clients avoirs à établir	1 982 140	86 133	-342 287	1 725 986
Créditeurs divers	952 698		-100 614	852 084
Produits constatés d'avance	3 840 266		233 914	4 074 180
Divers	16 995		5 160	22 155
Autres passifs courants	17 205 996	165 559	648 176	18 023 761

Le poste « *Clients créditeurs - avoirs à établir* » correspond à des positions créditrices à compenser avec les clients leasers à l'actif.

Le poste « *Produits constatés d'avance* » est lié chez *Risc Group* à l'activité monDSI dont une partie du chiffre d'affaires (35%) est reconnu sur la durée des contrats (24 à 36 mois) pour un montant de 0,8 M€ et chez *Ornis* à son mode de facturation par trimestre à échoir pour un montant de 3,4 M€.

5.14 - Autres dettes financières courantes

	30/06/2009	30/06/2008
Lignes court terme créditrices	107 339	1 097 640
Dettes fin. s/retraitement loc.fin.	761 847	475 371
Financements divers	10 021	102 164
Dettes fin. moins d'un an IAS 39	0	25 511 639
Dettes fin. à moins d'un an	879 207	27 186 814

Les « *lignes court terme* » correspondent à des positions comptables ponctuelles à fin juin 2009.

Les « *dettes sur retraitement des locations financières* » correspondent à la partie à moins d'un an des loyers restant dus sur les contrats de financement des baies de stockage (voir **note 5.2** sur les immobilisations corporelles et **note 5.10** ci dessus) en application de la norme IAS 17.

Dettes financières à moins d'un an – IAS39 :

Sur la base des nouveaux accords signés par *Risc Group* avec ses partenaires leasers (voir **note 1.1**), en raison du transfert de pratiquement tous les risques et avantages aux leasers, il a été jugé que l'interprétation de la norme IAS 39 historique n'a plus lieu d'être appliquée.

En conséquence, le bilan consolidé au 30 juin 2009 est présenté sans ce retraitement.

6 – INFORMATION SECTORIELLE ET NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**6.1 - Information sectorielle**

La segmentation adoptée pour la présentation de l'information sectorielle est issue du reporting interne destiné à la direction générale du groupe.

Risc Group développe son activité sur deux modèles économiques différents, organisés autour de deux pôles permettant d'adresser le marché en fonction de la typologie des clients :

- les filiales *Inbox* développent un modèle de vente directe et indirecte sur le marché des TPE-PME et représentent 63% de l'activité au 30 juin 2009, net des opérations inter-compagnies (contre 74% au 30 juin 2008) ;
- les filiales *IT Solutions* développent un modèle de services récurrents sur le marché des PME-Grands Comptes et représentent 37% de l'activité au 30 juin 2008 (contre 26% au 30 juin 2008).

Cette segmentation est résumée sur les tableaux ci-dessous pour les comptes de résultats consolidés au 30 juin 2009 (12 mois) et au 30 juin 2008 (15 mois).

en K€	Inbox direct	Inbox indirect	ITS	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/09 12 mois
Produit des activités ordinaires	60 767	2 235	31 037	1 706	-12 108	83 638
Achats	-16 380	-787	-9 857	0	6 096	-20 927
Charges externes	-18 284	-305	-7 199	-2 022	2 805	-25 005
Charges de personnel	-25 935	-590	-8 644	-402	220	-35 351
Charges de personnel en actions	-435	-60	-13	0	0	-508
Impôts et Taxes	-873	-26	-536	-130	5	-1 560
Charges intercos	-1 907	-263	-1 052	0	3 222	0
Amortissements	-1 384	-17	-989	-199	254	-2 335
Provisions	-1 074	-51	-388	-279	0	-1 792
Autres pdts & charges opération.	-708	56	-252	218	-19	-704
Résultat des cessions d'actifs	0	0	0	0	0	0
Résultat des stés en équivalence					-33	-33
Perte de valeur	-759	-749	-1 094		-10 541	-13 143
Résultat opérationnel	-6 970	-555	1 013	-1 108	-10 099	-17 720

en K€	Inbox direct	Inbox indirect	ITS	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/08 15 mois
Produit des activités ordinaires	65 461	3 628	22 705	4 869	-10 484	86 179
Achats	-8 471	-1 387	-7 665	-36	5 809	-11 750
Charges externes	-14 474	-538	-5 038	-4 739	1 205	-23 583
Charges de personnel	-25 877	-906	-6 941	-2 828	658	-35 894
Charges de personnel en actions	-1 759	-93	0	0	0	-1 852
Impôts et Taxes	-1 288	-30	-403	-250	0	-1 971
Charges intercos	-2 671	-491	-504	0	3 665	0
Amortissements	-466	-26	-647	-530	-796	-2 465
Provisions	-635	-26	-96	-123	-77	-956
Autres pdts & charges opération.	520	-31	275	451	0	1 215
Résultat des cessions d'actifs	0	0	0	0	0	0
Perte de valeur	-321	0	0	0	321	0
Résultat opérationnel	10 020	101	1 686	-3 186	301	8 921

Un second niveau de segmentation est suivi par le direction du groupe au niveau géographique, le modèle *Inbox* étant également développé à l'étranger, alors que le modèle ITS (PME/Grands Comptes) est au 30 juin 2009 uniquement développé en France.

Cette segmentation de second niveau est résumée sur les tableaux ci-dessous pour les comptes de résultats consolidés au 30 juin 2009 et au 30 juin 2008.

en K€	Inbox France	Inbox Allem.	Inbox Belg.	Inbox Italie	Inbox Espagne	Inbox Suisse	Inbox UK	ITS France	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/09 12 mois
Produit des activités ordinaires	36 506	4 537	11 083	1 127	5 781	1 784	2 185	31 037	1 706	-12 108	83 638
Achats	-10 022	-1 671	-3 401	-127	-662	-223	-1 061	-9 857	0	6 096	-20 927
Charges externes	-10 650	-1 620	-3 330	-532	-1 502	-487	-468	-7 199	-2 022	2 805	-25 005
Charges de personnel	-15 864	-2 033	-4 322	-639	-2 273	-783	-610	-8 644	-402	220	-35 351
Charges de personnel en actions	-363	0	-93	0	-39	0	0	-13	0	0	-508
Impôts et Taxes	-829	0	-57	-12	-1	-1	0	-536	-130	5	-1 560
Charges intercos	-723	-377	-563	0	-422	-55	-30	-1 052	0	3 222	0
Amortissements	-1 059	-25	-173	-12	-20	-18	-93	-989	-199	254	-2 335
Provisions	-748	-99	-144	-18	-62	-11	-42	-388	-279	0	-1 792
Autres pdts & charges opération.	47	-60	-570	-59	-9	0	0	-252	218	-19	-704
Résultat des stés en équivalence										-33	-33
Perte de valeur	-749		-758					-1 094		-10 541	-13 143
Résultat opérationnel	-4 455	-1 349	-2 328	-271	791	205	-118	1 013	-1 108	-10 099	-17 720

en K€	Inbox France	Inbox Allem.	Inbox Belg.	Inbox Italie	Inbox Espagne	Inbox Suisse	ITS France	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/08 15 mois
Produit des activités ordinaires	42 706	7 496	13 071	106	5 181	528	22 705	4 869	-10 484	86 179
Achats	-5 124	-1 672	-2 422	-50	-547	-44	-7 665	-36	5 809	-11 750
Charges externes	-9 351	-1 658	-2 777	-198	-890	-138	-5 038	-4 739	1 205	-23 583
Charges de personnel	-17 647	-2 652	-4 438	-11	-1 789	-245	-6 941	-2 828	658	-35 894
Charges de personnel en actions	-1 741	0	-111	0	0	0	0	0	0	-1 852
Impôts et Taxes	-1 286	0	-30	-1	-1	-1	-403	-250	0	-1 971
Charges intercos	-929	-571	-829	-27	-795	-10	-504	0	3 665	0
Amortissements	-378	-36	-61	-4	-11	-2	-647	-530	-796	-2 465
Provisions	-65	-24	-509	-49	-14	0	-96	-123	-77	-956
Autres pdts & charges opération.	373	0	114	1	2	0	275	451	0	1 215
Perte de valeur			-321						321	0
Résultat opérationnel	6 560	883	1 688	-235	1 136	88	1 686	-3 186	301	8 921

6.2. – Commentaires sur l'Activité

Globalement, l'activité affiche un chiffre d'affaires de 83,6 M€ sur les 12 mois clos au 30 juin 2009 contre un chiffre d'affaires de 86,1 M€ sur les 15 mois au 30 juin 2008 (comptes publiés).

L'activité sur les 12 mois de juillet 2007 à juin 2008 s'élevait à 75,5 M€.

La croissance affichée de l'activité à période comparable est de 10,7%.

Il faut néanmoins souligner que *Risc Group IT solutions (ex Ornis)* n'était consolidée que sur 9 mois au 30 juin 2008 (CA T1 07/08 de 4,8 M€) et que *Clunk Click*, société britannique acquise en juillet 2008 qui réalise 2,1 M€ de chiffre d'affaires sur la période, n'était pas consolidée au 30 juin 2008.

Retraitée de ces deux éléments, la croissance sur 12 mois est de 1,5%.

Pôle Inbox (TPE direct + indirect)

Après avoir réalisé son meilleur mois historique en septembre 2008, le pôle Inbox dédié aux TPE subit depuis les effets de la crise et affiche globalement une décroissance de 8% sur ses ventes malgré un nombre de commerciaux présents sur l'exercice 2008/2009 beaucoup plus important que sur l'exercice 2007/2008.

Inbox France

En France, l'activité est en nette décroissance avec -15% suite à une baisse sensible de la productivité commerciale.

Le dernier trimestre avril / juin 2009 (T4) a été légèrement meilleur que le précédent (T3) mais les ventes sur les mois d'avril et mai ont été affectées par les effets de la réorganisation engagée au niveau du groupe par la nouvelle direction et le mois de juin n'a pas compensé le retard accumulé.

Inbox International

L'international affiche globalement une progression de 16% avec une analyse très contrastée par pays.

Si l'Espagne croît de 12%, l'Allemagne et la Belgique affichent des chiffres d'affaires en décroissances respectives de 39% et 15%. La Suisse et l'Italie ont également souffert sur le dernier trimestre alors que *Clunk Click* en Angleterre a confirmé sur le dernier trimestre en doublant quasiment son activité par rapport à T3.

A noter que sur le prochain exercice, *Clunk Click*, renommé *Risc Group IT Solutions UK* sera rattaché au pôle *IT Solutions*.

Pôle IT Solutions (PME)

Le groupe bénéficie sur l'exercice de la récurrence des revenus du pôle IT Solutions qui génère un chiffre d'affaires de 31 M€ en croissance faciale de 39% et de 14% à périmètre comparable, *Risc Group IT Solutions (ex-Ornis)* n'étant consolidé en 07/08 qu'à compter d'octobre 2007.

Sur ce pôle également, les mois d'avril et mai ont été en deçà des objectifs alors que des signes de reprise de l'activité ont été constatés sur le mois de juin.

6.3. – Commentaires sur le résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du groupe au 30 juin 2009 (12 mois) affiche une perte de -17,7 M€ contre un résultat positif de +8,9 M€ au 30 juin 2008 (15 mois).

Cette perte inclut -13,1 M€ de perte de valeur constatée sur les écarts d'acquisition (voir **notes 1.3 & 5.1**) et -0,5 M€ de charges liées à l'application de la norme IFRS 2 sur les plans d'actions gratuites et d'attributions d'options de souscription d'actions en vigueur au sein du groupe (voir **note 7.3**).

Ces deux charges n'ont pas d'effets en trésorerie.

Retraitée de ces deux éléments, la perte d'exploitation au 30 juin 2009 s'élève à -4,1 M€.

Concernant le premier semestre, le groupe avait établi un budget de croissance ambitieux et avait lancé des investissements importants en termes de recrutements de commerciaux et de communication. Ces investissements commerciaux et marketing n'ont pas été accompagnés de la productivité commerciale attendue, principalement sur le pôle *Inbox* (marché des TPE). En effet, la crise économique apparue en octobre 2008 a sensiblement affecté le processus de vente directe du pôle *Inbox* et cet effet de ralentissement a été d'autant plus manifeste que le groupe s'était organisé en début d'exercice pour accompagner une croissance significative.

Sur le second semestre, le groupe a lancé des mesures correctrices afin d'adapter sa structure de charges, notamment en limitant son recrutement et en diminuant tous les budgets de communication et de marketing. Le changement de direction en janvier 2009 (voir **notes 1.11 & 1.12**) a également entraîné sur la période des charges non récurrentes liées à la réorganisation de groupe lancée par le nouveau directeur général. Néanmoins, ce second semestre a souffert d'une activité commerciale inférieure aux prévisions sur toutes les filiales *Inbox*.

Il faut souligner que suite aux mesures correctrices prises par la direction depuis décembre 2008, le résultat opérationnel inclut un montant de -4,3 M€ de charges non récurrentes qui se détaillent comme suit :

- transactions	-1,3 M€	
- activités déficitaires	-1.5 M€	(les activités de ventes directes <i>eFlag</i> en France et <i>Ubix</i> en Belgique ont été arrêtées et réorganisées)
- frais de marketing	-1,2 M€	(les opérations de promotion lancées ont été renégociées et/ou stoppées)
- déménagement	-0,3 M€	(charges liées au déménagement d' <i>Ornis</i> de Courbevoie sur Boulogne)

6.4 - Résultat financier

	30/06/2008	Var . Période	30/06/2009
Intérêts et produits assimilés	78 424	-77 685	739
Gains de change	0	0	0
Escomptes obtenus	47 178	-13 874	33 304
Produits financiers de placement	992 113	-590 079	402 034
Effets de désactualisation (IAS 18)	4 468 875	-4 468 875	0
Reprise provision financière	0	0	0
Divers	31 318	41 981	73 299
Produits financiers	5 617 908	-5 108 532	509 376
Intérêts et charges assimilés	245 217	-59 579	185 638
Intérêts leasers (IAS 18/39)	8 597 638	-3 808 678	4 788 960
Int sur obligations	140 801	-17 733	123 068
Prov sur immo financières	0	2 174	2 174
Dot amort primes rbt OC	39 760	-15 916	23 844
Effets d'actualisation (IAS 32/39)	-311 957	311 957	0
Retraitement Loc. financières	62 868	-12 977	49 892
Divers	39 498	-10 922	28 576
Charges financières	8 813 825	-3 611 674	5 202 151
Résultat financier	-3 195 917	-1 496 858	-4 692 775

Les produits financiers de placement proviennent des revenus de placement de la trésorerie excédentaire du groupe sur la période.

Les produits financiers liés aux « Effets de désactualisation » sont annulés au 30 juin 2009 suite à l'abandon du retraitement lié à l'IAS 39 (voir **note 1.1**).

De même, au niveau des charges financières, les « *intérêts leasers* » sont limités à la seule application de la norme IAS 18 qui revient à constater en charges financières le coût de financement des contrats clients auprès des partenaires leasers.

Cette écriture n'a pas d'effet de trésorerie et vient équilibrer l'ajustement passé sur le chiffre d'affaires (+5,6 M€) et en charges externes (-0,8 M€).

6.5 - Charge d'impôt

En France, *Risc Group*, *BESDI*, *eFlag*, *Backup Avenue* et *Itemos* sont en intégration fiscale. De même, en Angleterre, *Clunk Click* et *Risc UK* sont intégrées fiscalement sur l'exercice.

Les seules charges d'impôts constatées au compte de résultat de l'exercice sont limitées aux impôts sur les sociétés à payer par la filiale *Risc Group* en Espagne.

Les déficits reportables du groupe sont au 30 juin 2009 de

- 50,2 M€ pour *Risc Group*,
- 1,8 M€ pour *Risc Security Allemagne* et
- 10,4 M€ pour *Risc Group ITS (ex-Ornis)*.

Aucun impôt différé actif n'est constaté sur ces déficits reportables.

7 – AUTRES INFORMATIONS

7.1 - Effectifs

	TPE / PME	PME / GC	30/06/2009	TPE / PME	PME / GC	30/06/2008
France	300	113	413	254	120	374
Belgique	66		66	49		49
Allemagne	41		41	40		40
Espagne	78		78	61		61
Suisse	12		12	9		9
Italie	10		10	4		4
Angleterre	14		14	11		11
Ukraine	19		19			0
	540	113	653	428	120	548

Le groupe avait lancé une campagne de recrutement importante sur le premier semestre de l'exercice, et les effectifs étaient en conséquence de plus de 730 personnes à fin décembre 2008. Ces effectifs commerciaux ont été réduits sur le second semestre et les efforts ont été concentrés sur l'amélioration de la rentabilité commerciale, afin de privilégier le critère qualitatif au critère quantitatif.

Pour information, l'effectif du groupe à fin septembre 2009 est de 630 personnes.

7.2 - Frais de développement

Risc Group développe sa propre gamme de logiciels de sauvegarde en ligne (gamme *Backupia*) et son propre gestionnaire de base de données pour le suivi de ses contrats clients ; de même, *Backup Avenue* et *Risc Group IT Solutions (ex-Ornis)* développent également des logiciels en interne pour leurs produits respectifs de sauvegarde et d'infogérance/ToIP.

Sur la période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009, les frais de recherche et développement se sont élevés à 433 K€. Il a été activé au bilan 724K€ de ces frais de développement, produits à la fois sur cette année et l'année précédente, qui sont amortis sur une durée de 4 ans.

La répartition par société est la suivante :

Risc Group a généré des frais de développement pour 203K€ sur l'exercice. Les projets finalisés dans l'année ont été activés au bilan pour 494 K€..

Les projets développés concernent des besoins en direction du service commercial pour la gestion des clients du groupe (amélioration de certaines fonctionnalités du CRM), de mise en place de nouveaux portails de gestion des commandes et des services managés (portail pour le réseau indirect), intégration de nouvelles fonctionnalités dans le produit «RISC BOX » (migration vers un nouveau type de serveur), et pour des besoins internes (nouvelles fonctionnalités dans le système de gestion et de facturation des contrats « Back Office »).

Backup Avenue a généré des frais de développement pour 46K€.

Certains projets encore en cours de réalisation l'année dernière ont été activés au bilan dans l'année pour un montant de 57K€.

Tous les projets en cours ont été activés sur la période et concernent des besoins spécifiques autour de la technologie du backup en lien avec la production commerciale.

Risc Group ITS a généré des frais de développement pour 184K€.

Tous les projets ont également été activés sur la période et concernent des intégrations de nouvelles fonctionnalités comme la solution de messageries collaboratives, les développements des deux plateformes Exchange en mode Saas (Software as a Service), développements d'une plateforme WEB pour l'équipe support.

7.3 - Rémunérations en actions et assimilés

7.3.1 - Options de souscription d'actions

Les deux plans d'options de souscription d'actions actifs au sein du groupe sont résumés dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°5	Plan n°6
Date d'assemblée	30/09/2004	12/07/2007
Date du conseil d'administration	06/10/2005	13/10/2008
Nbre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	1 450 000	2 025 000
dont le nbre pouvant être souscrites ou achetées		
- par les mandataires sociaux	850 000	0
- par les dix premiers salariés attributaires	600 000	2 025 000
Point de départ d'exercice des options	07/10/2006 07/10/2007 07/10/2008	13/10/2008
Date d'expiration	05/10/2011	13/10/2014
Prix d'exercice	1,0	0,91
Prix d'exercice ajusté	0,9	na
Nombre d'actions souscrites au 30/06/09	1 312 500	0
Options de souscriptions annulées sur la période	0	0
Options de souscriptions d'actions restantes	137 500	2 025 000

Au 30 juin 2009, il reste 137.500 options de souscriptions d'actions qui sont exerçables à un prix de 0,9 € (exerçables jusqu'au 6 octobre 2011) sur le plan n°5 d'octobre 2005.

Le nouveau plan lancé en octobre 2008 concerne 15 managers du groupe, notamment ceux ayant intégré le groupe sur les 15 derniers mois.

Les options attribuées dans le cadre de ce plan seront ouvertes à hauteur de 100% à l'expiration d'une durée de 48 mois à compter de la date d'attribution.

L'application de la norme IFRS 2 à ces différents plans donne lieu à l'enregistrement d'une charge au compte de résultat consolidé sur la ligne « *rémunération en actions* », qui est calculée sur la base de la juste valeur de l'option et qui est étalée sur les 48 mois de la période de non exercice des options.

Au 30 juin 2009, la charge enregistrée au compte de résultat au *prorata temporis* sur la ligne « Charges de personnel – rémunérations en actions » est de 52 K€

Cette écriture est sans effet de trésorerie et compensée par un crédit du même montant passé directement au niveau des capitaux propres consolidés.

7.3.2 - Actions gratuites

Emission d'actions gratuites sur l'exercice

Au titre du plan n°2 du 27 juillet 2006, 783.200 actions nouvelles ont été émises le 27 juillet 2008 (voir **note 1.4**) Ces actions ne peuvent pas être cédées avant une période de détention de 2 ans, soit pas avant le 27 juillet 2010.

Au titre du plan n°3 du 28 mars 2007, 308.000 actions nouvelles ont été émises le 30 mars 2009 (voir **note 1.4**) Ces actions ne peuvent pas être cédées avant une période de détention de 2 ans, soit pas avant le 30 mars 2011.

Attribution d'actions gratuites sur l'exercice

Le conseil d'administration du 28 juillet 2008 a attribué 160.000 actions gratuites à 2 salariés du groupe.

Le conseil d'administration du 13 octobre 2008 a attribué 135.000 actions gratuites à 135 salariés du groupe. Tous les salariés du groupe présents depuis plus de 1 an et n'ayant pas reçu d'actions gratuites au titre des plans précédents se sont vus attribuer 1.000 actions chacun.

Tous les plans d'actions gratuites du groupe prévoient systématiquement une période d'acquisition de 2 ans puis une période de détention de 2 ans complémentaires.

Le résumé des plans en cours est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°4	Plan n°5	Plan n°6	Plan n°7
date de l'assemblée générale	12/07/2007	12/07/2007	12/07/2007	12/07/2007
date du conseil d'administr.	08/11/2007	23/04/2008	28/07/2008	13/10/2008
nb d'actions attribuables	110 000	350 000	160 000	135 000
nb de salariés concernés	3	1	2	135
date d'attribution théorique	08/11/2009	23/04/2010	28/07/2010	13/10/2010

L'application de la norme IFRS 2 à ces différents plans donne lieu à l'enregistrement d'une charge au compte de résultat consolidé sur la ligne « rémunération en actions », qui est calculée sur la base de la juste valeur de l'action et qui est étalée sur les 2 ans de la durée d'acquisition des plans.

Cette juste valeur est déterminée à partir du cours de l'action aux dates d'attribution, pondérées par une décote pour tenir compte du blocage des actions sur 4 ans et du turn-over.

Au 30 juin 2009, la charge enregistrée au compte de résultat au *prorata temporis* sur la ligne « Charges de personnel – rémunérations en actions » est de 457 K€.

Cette écriture est sans effet de trésorerie et compensée par un crédit du même montant passé directement au niveau des capitaux propres consolidés.

7.3.3 - Bons de souscription d'actions (BSA)

Le conseil d'administration du 18 avril 2005 a émis 3.500.000 bons de souscription d'actions (BSA) au profit des banques du pool bancaire, conformément au protocole d'accord signé le 14 décembre 2004. Ces BSA ont été émis à titre gratuit et leur prix d'exercice était fixé à 0,5 euros, un BSA donnant droit à une action. La durée d'exercice de ces BSA est de 5 ans à compter de leur émission.

La répartition de ces BSA par banque est la suivante :

BNP PARIBAS	1.400.000
BRED	700.000
BCME	700.000
FORTIS BANQUE	700.000

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juillet 2007 a approuvé le regroupement de 10 actions *Risc Group* en 1 action nouvelle et a donné tous pouvoirs au Conseil d'administration pour mettre en œuvre cette décision. Le Conseil d'administration, dans sa séance du 8 novembre 2007, a décidé que le regroupement des actions interviendrait le 28 novembre 2007, date à laquelle seront cotées les nouvelles actions *Risc Group*.

En conséquence, et en tenant compte de l'ajustement des parités lié à l'augmentation de capital d'août 2007, chaque BSA donnera droit désormais d'obtenir 1,112 action Risc au prix de 5 € chacune.

7.3.4 - Dilution potentielle

Dans l'hypothèse où la totalité des 2.162.500 options de souscription d'actions pouvant être exercées serait exercée, l'effet dilutif serait d'environ 2,9% sur la base du nombre d'actions de 74.300.390 au 30 juin 2009.

Dans l'hypothèse où la totalité des 3.500.000 bons de souscription d'actions pouvant être exercés serait exercée, l'effet dilutif serait d'environ 4,24% sur la base du nombre d'actions de 74.300.390 au 30 juin 2009.

Dans l'hypothèse où la totalité des 755.000 actions gratuites pouvant être exercées seraient émises, l'effet dilutif serait d'environ 1,02 % sur la base du nombre d'actions de 74.300.390 au 30 juin 2009.

7.4 - Organes de direction et parties liées

M. Loïc Pequignot, Président Directeur Général du groupe du 1^{er} juillet 2008 au 18 décembre 2008 n'était pas salarié du groupe et a facturé au groupe 208 K€ d'honoraires sur cette période (incluant les charges sociales) par sa société de management au titre de son mandat social.

Les termes et conditions du départ de M. Loïc Pequignot ont été arrêtés dans le cadre de la conclusion d'un protocole transactionnel avec ce dernier, à savoir :

- résiliation de la convention de gestion journalière conclue entre Risc Security et LMP Management ;
- démission de M. Loïc Pequignot de l'ensemble de ses mandats au sein du groupe ;
- renonciation de M. Loïc Pequignot au paiement de l'indemnité forfaitaire de départ prévue dans le cadre de la convention de gestion journalière (d'un montant équivalent à une année de salaire) ;
- paiement d'une indemnité transactionnelle d'un montant de 420 K€ ;
- signature par M. Loïc Pequignot d'un engagement de non-concurrence et de non débauchage d'une durée de 24 mois sur tout le territoire Français et des états membres de l'Union Européenne moyennant le versement d'une indemnité nette et forfaitaire d'un montant total de 100.K€ versée le 27 février 2009, et
- engagement de M. Loïc Pequignot d'assurer la transition avec la nouvelle équipe dirigeante jusqu'au 27 février 2009 moyennant le versement d'une rémunération forfaitaire d'un montant de 43 K€.

M. Guillot a été nommé Président du conseil d'administration le 18 décembre 2008. Il a pour ce mandat reçu une indemnité mensuelle de 10 K€ du 18 décembre 2008 au 31 mai 2008, qui a été réduite à 6 K€ mensuels à compter du 1^{er} juin 2009. Il avait auparavant été mandaté par le conseil d'administration en décembre 2007 pour une mission spécifique sur la renégociation des conventions leasers dans le cadre du retraitement de l'IAS 39 et a facturé à ce titre une prestation de services de 62 K€ en rémunération de cette mission du 1^{er} juillet 2008 au 30 novembre 2008.

Monsieur Guillot a bénéficié d'une dotation de 10 K€ en jetons de présence pour son mandat d'administrateur et de président du comité d'audit.

Monsieur Philippe Weppe a été mandaté directeur général de Risc Group par le conseil d'administration du 12 janvier 2009 et a été rémunéré à ce titre sur l'exercice du 12 janvier au 30 juin 2009 à hauteur de 129 K€, incluant 40 K€ de variable.

Monsieur Pierre Camino, secrétaire général salarié du groupe et administrateur, a reçu sur l'exercice une rémunération fixe brute de 150 K€ (plus 11 K€ de prime d'ancienneté) et 25 K€ de rémunération variable se rapportant à l'exercice 2007/2008, auxquels s'ajoute un avantage en nature de 5 K€ au titre du véhicule de fonction. Il a par ailleurs renoncé à sa part de rémunération variable sur l'exercice 2008/2009.

La rémunération des administrateurs indépendants du conseil d'administration sur la période a été de 10 K€.

Les membres actuels et anciens du conseil d'administration ne bénéficient d'aucun plan de retraite ou indemnités assimilées ni d'aucun crédit ou avance.

7.5 - Crédit bail et locations

7.5.1 - Contrats de location simple

Risc Group loue les locaux de siège social à Boulogne sur la base d'un bail 6/9 signé en juin 2007 pour un loyer annuel de 550 K€.

Les engagements du groupe au 30 juin 2009 liés aux contrats de location sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Société	en K€ engagement au 30/06/09	à moins d'un an	de un à cinq ans	à plus de cinq ans
Risc Group				
loyers immobiliers	3 250	970	2 280	
loyers parc auto	1 392	805	587	
Risc Allemagne				
loyers immobiliers	416	113	303	
loyers parc auto	163	155	8	
Risc Belgique				
loyers immobiliers	389	266	123	
loyers parc auto	293	170	123	
Risc Espagne				
loyers immobiliers	1 045	243	802	
loyers parc auto	121	73	48	
Risc Suisse				
loyers immobiliers	142	40	102	
loyers parc auto	191	67	124	
Risc Group IT Solutions				
loyers immobiliers & data centers	1 925	770	1 155	
Loyers parc auto	383	184	199	
Total loyers immobiliers	7 167	2 402	4 765	
Total loyers parc auto	2 543	1 454	1 089	
Total général	9 710	3 856	5 854	

7.5.2 - Contrats de location financement

Risc Group, Ornis et Backup Avenue utilisent des contrats de location financement sur 36 mois pour financer leurs investissements en baies de stockage et en serveurs. Ces contrats de location financement sont retraités conformément à la norme IAS 17 (voir **note 3.6**) et comptabilisés en immobilisations avec une contrepartie en dettes financières (voir **notes 5.2, 5.10 et 5.14**).

Les engagements au 30 juin 2009 liés à ces contrats de location financement sont résumés dans le tableau ci-dessous.

en K€ date de début du contrat	engagement au 30/06/09	à moins d'un an	de un à cinq ans	à plus de cinq ans
<i>Risc Group</i>				
01/12/2005	35	35		
01/08/2006	4	4		
01/08/2006	5	5		
01/05/2007	253	253		
25/06/2008	252	126	126	
25/04/2009	234	85	149	
<i>Risc Group ITS (ex Ornis)</i>				
25/06/2008	234	117	117	
01/04/2009	105	38	67	
29/06/2009	520	173	347	
<i>Backup Avenue</i>				
01/03/2008	76	46	30	
Total	1 718	882	836	

7.6 - Engagements hors bilan

Engagements donnés

Dans le cadre de l'acquisition d'*Ornis* (devenue *Risc Group IT Solutions* depuis) en septembre 2007, *Risc Group* s'est engagé à acquérir les plans d'actions gratuites attribuées en mars 2007 pour les salariés encore présents en mars 2009.

A ce titre, *Risc Group* a un engagement d'achats d'actions pour un montant de 218 K€ en mars 2011.

Engagements reçus

NA

Selon la norme en vigueur, aucun engagement hors bilan significatif n'est omis dans la présente annexe.



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 37.150.195 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2009</p>
--

3 – Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice 2008/2009
(du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009)

RISC GROUP
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 37.150.195 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009</p>
--

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire pour vous rendre compte de l'activité de notre société durant l'exercice de 12 mois clos le 30 juin 2009 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels et les comptes consolidés dudit exercice.

Le présent rapport est complété par le rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale, par le rapport spécial sur les opérations liées à l'émission et/ou à l'exercice d'options de souscription au cours de l'exercice, par le rapport spécial sur les attributions d'actions gratuites et par le rapport du Président sur le contrôle interne.

Les rapports des commissaires aux comptes, le rapport de gestion ainsi que les comptes annuels et autres documents s'y rapportant ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

Sommaire du rapport de gestion :

- 1 – Faits marquants de la période
- 2 – Evénements postérieurs au 30 juin 2009
- 3 – Présentation des états financiers
- 4 – Comptes consolidés au 30 juin 2009
- 5 – Evolution de l'effectif
- 6 – Activité des filiales
- 7 – Activité en matière de Recherche & Développement
- 8 – Evolution prévisibles et perspectives
- 9 – Comptes sociaux de Risc Group au 30 juin 2009
- 10 - Facteurs de risques
- 11 – Actionnariat
- 12 – Opérations de la société sur ses propres actions
- 13 – Plans d'options de souscriptions d'actions et d'actions gratuites
- 14 – Participation des salariés au capital de la société
- 15 – Information sur les mandataires sociaux
- 16 – Rappel sur les dividendes antérieurement distribués
- 17 – Tableau des résultats des cinq derniers exercices
- 18 – Tableau récapitulatif des délégations en cours
- 19 – Informations environnementales

1 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

1.1 Un événement majeur :

La révision du retraitement historique IAS 18/39 lié aux opérations de cessions de contrats aux leasers

Lors de la transition aux normes IFRS validée au mai 2006, l'application des normes IAS 18 & 39 aux opérations de cessions des contrats clients par *Risc Group* et ses filiales à leurs partenaires leasers avait entraîné la constatation d'ajustements de consolidation significatifs.

L'analyse des transactions du groupe avec ses partenaires au regard de la norme IAS 39 ne permettait pas de conclure que « *pratiquement tous les risques et avantages étaient transférés au cessionnaire* », notamment en raison des rachats potentiels de contrats qui pouvaient être effectués à la demande des leasers. En conséquence, les créances cédées aux leasers devaient être conservées au bilan avec en contrepartie une dette financière vis-à-vis des leasers.

Ces deux retraitements bien que sans aucun effet de trésorerie, présentaient deux impacts très significatifs sur les comptes du groupe :

- 3) un effet d'ajustement sur le résultat de la période et les capitaux propres consolidés lié au différentiel d'actualisation de la créance par rapport à la dette ; cet ajustement étant positif en cas de croissance d'activité et négatif en cas de décroissance ;
- 4) un effet d'alourdissement très significatif du poste clients et du poste de dette financière au bilan consolidé, ce dernier effet étant très préjudiciable dans la lecture de la situation financière du groupe.

Fort de la qualité retrouvée de son activité et de la baisse drastique des rachats de contrats constatée sur les 24 derniers mois, le groupe a donc entrepris une refonte des conventions de financement avec ses partenaires leasers et a ainsi pu signer de nouveaux accords en septembre 2008.

Ces nouveaux accords stipulent que le risque financier est intégralement transféré au leaser et qu'en aucun cas, il ne peut être demandé à *Risc Group* de racheter les contrats cédés en cas de défaillance financière du client final. Ces accords s'appliquent aussi bien aux contrats signés à compter de la date de signature de l'accord qu'aux contrats signés antérieurement et couvrent donc l'ensemble des contrats clients du groupe.

Sur la base de ces nouveaux accords, en raison du transfert de pratiquement tous les risques et avantages aux leasers, il a été jugé que l'interprétation de la norme IAS 39 historique décrite ci-dessus n'a plus lieu d'être appliquée.

En conséquence, le bilan consolidé au 30 juin 2009 est présenté sans ce retraitement, ce qui a pour effet d'apporter par rapport au bilan consolidé au 30 juin 2008 les changements suivants :

1) à l'actif, une diminution :

- des créances clients de 79,2 M€
- des autres créances de 0,9 M€

2) Au passif, une diminution

- des dettes financières à plus d'un an de 47,2 M€
 - des dettes financières à moins d'un an de 25,5 M€
- pour un total de 72.7 M€

(voir **point 4.2** sur le bilan consolidé au 30/06/09).

3) Le différentiel de -7,4 M€, qui correspond au différentiel d'actualisation cumulé appliqué aux créances et aux dettes depuis la première application du retraitement IAS 39 au moment de la transition aux normes IFRS, a été passé en charges au compte de résultat consolidé au 30 juin 2009.

Cette charge non récurrente directement et uniquement liée à l'annulation du retraitement décrit ci-dessus n'a aucun effet en trésorerie.

Pour mémoire, le groupe précise qu'à la première application du retraitement précité, un montant de 4 M€ avait affecté positivement les réserves consolidées (au 31 mars 2004); le solde de 3,5 M€ ayant impacté les comptes de résultats consolidés des quatre derniers exercices mais l'application des normes impose de comptabiliser la totalité de l'ajustement en charges au compte de résultat.

Ainsi, après annulation de ce retraitement, le bilan consolidé de *Risc Group* au 30 juin 2009 affiche un poste de créance clients de 10,6 M€ et une dette financière totale de 3,5 M€ qui correspondent d'une part aux créances effectives à encaisser par le groupe et d'autre part aux dettes effectives à régler par le groupe.

1.2 Un exercice en perte opérationnelle

Le groupe affiche une perte opérationnelle de -17,7 M€ au 30 juin 2009.

Cette perte inclut -13,1 M€ de perte de valeur constatée sur les écarts d'acquisition (voir **point 1.3**) et -0,5 M€ de charges liées à l'application de la norme IFRS 2 (sur les actions gratuites et les attributions d'options de souscriptions), sans effets de trésorerie.

Net de ces deux éléments, la perte d'exploitation au 30 juin 2009 s'élève à -4,1 M€.

Concernant le premier semestre, le groupe avait établi un budget de croissance ambitieux et lancé des investissements importants en termes de recrutements de commerciaux et de communication. Ces investissements commerciaux et marketing n'ont pas été accompagnés de la productivité commerciale attendue, principalement sur le pôle *Inbox* (marché des TPE). En effet, la crise économique apparue en octobre 2008 a sensiblement affecté le processus de vente directe du pôle *Inbox* et ce ralentissement a été d'autant plus manifeste que le groupe s'était organisé en début d'exercice pour accompagner une croissance significative.

Sur le second semestre, le groupe a lancé des mesures correctrices afin d'adapter sa structure de charges, notamment en limitant son recrutement et en diminuant tous les budgets de communication et de marketing. Néanmoins, ce second semestre a souffert d'une activité commerciale inférieure aux prévisions sur toutes les filiales *Inbox*.

Il faut souligner que suite aux mesures correctrices prises par la direction depuis décembre 2008, le résultat opérationnel inclut un montant de -4,3 M€ de charges non récurrentes (coûts de sortie transactionnels, activités déficitaires stoppées à fin juin 2009, opérations de promotion et de marketing arrêtées ou renégociées, coûts de déménagement).

1.3 Dépréciation des écarts d'acquisition

Conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font par contre l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

Le groupe a tenu compte des résultats déficitaires constatés sur l'exercice 2008/2009, du contexte économique encore très dégradé et de ses conséquences négatives sur la visibilité de l'activité pour le calcul des valeurs d'utilité.

Il résulte de ces calculs la constatation au compte de résultat consolidé d'une perte de valeur de -13,1 M€ (sans effet de trésorerie).

Voir le détail du calcul des dépréciations au **point 4.2.4**.

1.4 Augmentation de capital par émission de 783.200 actions gratuites

Le 27 juillet 2008, en application du plan d'actions gratuites de juillet 2006, ont été créées et émises 783.200 actions nouvelles, soit une augmentation de capital de 391.600 € par imputation sur la prime d'émission. Ces 783.200 actions ne pourront pas être cédées par leur bénéficiaire avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 27 juillet 2010.

Le 30 mars 2009, en application du plan d'actions gratuites de mars 2007, ont été créées et émises 308.000 actions nouvelles, soit une augmentation de capital de 154.000 € par imputation sur la prime d'émission. Ces 308.000 actions ne pourront pas être cédées par leurs bénéficiaires avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 30 mars 2011.

Après la création de 13 actions nouvelles en juillet 2008 et de 20 actions nouvelles en mars 2009 à la suite de la conversion de 81 obligations convertibles, le capital de la société est à ce jour de 37.150.195 € euros, divisé en 74.300.390 actions entièrement libérées.

1.5 Acquisition de la société Extaco en Ukraine par Ornis

Risc Group IT Solutions (ex-Ornis) a finalisé en juillet 2008 l'acquisition de la société *Extaco* en Ukraine, qui sert de tête de pont au centre de pilotage 24-7 destiné à servir les clients du groupe.

Risc Group IT Solutions travaille avec *Extaco* depuis décembre 2006 et a pu juger de la qualité des prestations de pilotage et de contrôle 24/7 assurées par cette société et ses salariés.

Extaco travaille exclusivement pour le groupe et son chiffre d'affaires est donc entièrement éliminé en consolidation. *Extaco* emploie 19 personnes au 30 juin 2009.

1.6 Entrée de Clunk Click dans le périmètre de consolidation

La société britannique *Clunk Click*, acquise à 100% par *Risc Group* le 27 juin 2008 (pour un prix de 3,3 M€ hors compléments de prix) est consolidée dans le compte de résultat de *Risc Group* à compter du 1^{er} juillet 2008.

Un complément de prix sur l'acquisition des titres *Clunk Click* a été versé en novembre 2008 à hauteur de 300 K€, en application du protocole d'acquisition. Un dernier complément de prix de 348 K€ dû sur la base des résultats 2008-2009 a été versé en septembre 2009.

La contribution de *Clunk Click* au chiffre d'affaires sur les douze mois de l'exercice 2008/2009 est de 2,1 M€, pour un résultat opérationnel de plus de 8% en ligne avec son plan d'activité, malgré un marché britannique très affecté par la crise économique.

1.7 Complément de participation dans Normaction SA

En application du protocole conclu avec *Normaction* le 30 janvier 2008 qui prévoyait une promesse d'achat de *Risc Group* au bénéfice de certains actionnaires de *Normaction*, la participation de *Risc Group* dans le capital de *Normaction* est passée de 17,5% à 21,1 % en septembre 2008.

En juin 2009, *Risc group* a participé à l'augmentation de capital de *Normaction* à hauteur de sa participation soit un montant de 0,265 M€ sur une augmentation de capital totale de 1,25 M€.

Normaction est consolidée selon la méthode de mise en équivalence au 30 juin 2009. Les comptes semestriels de *Normaction* au 30 juin 2009 n'étant pas disponibles à la date d'arrêté des comptes annuels de *Risc Group*, le calcul de la quote-part des capitaux propres de *Risc group* dans *Normaction* a été réalisé sur la base des capitaux propres de *Normaction* au 31 décembre 2008.

Pour rappel, selon les accords signés en janvier 2008, *Risc Group* a la faculté de renforcer sa participation au moyen de l'exercice de bons de souscription d'actions (BSA) attachés aux actions émises dans le cadre de l'augmentation de capital et d'une option d'achat qui lui serait consentie par le Président fondateur de *Normaction* ainsi que deux autres actionnaires historiques portant sur 672.089 actions de la société (BSA et option d'achat courant sur 24 mois).

Dans le cadre de l'approche retenue par le groupe sur les écarts d'acquisition, il a été constaté dans les comptes au 30 juin 2009 une perte de valeur de 1,7 M€ sur la quote-part des capitaux propres détenus par *Risc Group* dans *Normaction*.

1.8 Lancement de Risc Group UK Limited

En s'appuyant sur les structures de *Clunk Click*, *Risc Group* a lancé en octobre 2008 une nouvelle filiale en Angleterre sur son pôle *Inbox*, *Risc Group UK Ltd*, qui va développer l'activité de vente directe des solutions historiques du groupe sur le territoire anglais.

Néanmoins, en raison des difficultés rencontrées sur le marché britannique des TPE-PME et des premiers résultats décevants sur le trimestre janvier/mars 2009, la société a été mise en sommeil dans l'attente d'une reprise de la conjoncture économique.

Sa contribution au chiffre d'affaires sur les neuf mois d'octobre 2008 à juin 2009 est de 0,13 M€, pour une perte opérationnelle de -0,28 M€.

1.9 Acquisition de la société Ubix SA, distributeur d'eFlag en Belgique

Risc Group a procédé en novembre 2008 via sa filiale belge *Risc Group Benelux* à l'acquisition de la société *Ubix SA*, distributeur des solutions de visio-mobilité de sa filiale *eFlag* en Belgique. *Risc Group*, qui a pour ambition de déployer sur tout le périmètre européen son offre de visio-mobilité *eFlag*, a conclu cette acquisition auprès des actionnaires historiques à hauteur de 300 K€. La société *Ubix*, historiquement déjà située à Bruxelles, a été rapatriée sur le site de *Risc Group Belgique*.

Ubix est consolidée au compte de résultat de *Risc Group* à compter du 1^{er} novembre 2009. Sa contribution au chiffre d'affaires sur les six mois du second semestre est de 1 M€ pour une perte opérationnelle de -0,7 M€ liée à une activité commerciale insuffisante sur la période, mais la structure est revenue à l'équilibre sur le mois de juillet 2009, grâce à une révision à la baisse du développement envisagé.

1.10 Création du Centre de Contact Clients européen à Orléans

Risc Group a inauguré en décembre 2008 à Ormes, près d'Orléans, son nouveau Centre de Contacts Clients européen. Ce centre d'appels et de relation client a pour mission de recevoir les appels téléphoniques des clients européens de *Risc Group* et de réaliser des campagnes d'appels téléphoniques de prospection commerciale.

Le Centre accueille 48 personnes en charge de la hot line technique de premier et second niveaux pour les solutions *Risc Group Inbox*, et de la hot line technique de premier niveau pour *Risc Group IT Solutions*, et 39 personnes en charge de la prospection commerciale.

Ce centre d'appels, commerciaux piloté par un professionnel de ce métier, est un point clé dans le modèle économique du groupe afin d'assurer aux services commerciaux les rendez-vous clients qualifiés nécessaires à la signature des nouveaux contrats.

1.11 Changement du mode de gouvernance de la société et nouvelles nominations

Le conseil d'administration, réuni le 18 décembre 2008, a décidé de dissocier les fonctions de Président et de Directeur Général.

En effet, le conseil a considéré que la conjoncture économique actuelle nécessitait d'une part que le Président du conseil d'administration se concentre sur la gestion du contexte boursier et la recherche d'actionnaires structurants pour la société et d'autre part que le Directeur Général se focalise sur la conduite opérationnelle de la société.

Suite à cette décision, Monsieur Loïc Pequignot a démissionné de sa fonction de Président Directeur Général et le conseil d'administration a nommé Monsieur Gérard Guillot Président du conseil d'administration de *Risc Group*. Monsieur Guillot est administrateur du groupe depuis avril 2003.

M. Philippe Weppe a été nommé en qualité de directeur général le 12 janvier 2009.

Voir points 2 et 15.

2 - FAITS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2009

2.1 Conclusion d'un protocole d'investissement avec STS Group

La Société a conclu le 20 octobre 2009, après accord de son Conseil d'administration, un protocole d'investissement avec *STS Group*, éditeur leader en Europe de logiciels de confiance numérique, à l'effet de proposer son entrée au capital en tant qu'actionnaire de référence de *Risc Group*.

L'opération consisterait en :

- une augmentation de capital réservée à *STS Group* d'un montant de 10,8M € (prime d'émission incluse) au prix de 0,35 € par action ;
- une attribution de bons de souscription d'actions (BSA) gratuits aux actionnaires existants (5 BSA attribués pour 24 actions anciennes), exerçables à un cours décoté par rapport au cours retenu pour l'augmentation de capital (0,30 € contre 0,35 €) sur une durée suffisamment longue (12 mois) pour permettre à l'ensemble des actionnaires de bénéficier de l'éventuelle création de valeur.

Post opération, *STS Group* détiendrait environ 29,4 % du capital avant exercice des BSA, et 25,6% après exercice de la totalité des BSA par les actionnaires. Afin de garantir au marché et aux actionnaires de *Risc Group* son implication à long terme, et afin d'éviter de perturber le cours de bourse de la Société pendant la période d'exercice des BSA, *STS Group* a accepté, dans le cadre du protocole, de conclure un engagement de conservation de 100% de ses titres pendant une durée de 18 mois.

Ce projet sera soumis au vote de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire de la Société devant se tenir le 10 ou 18 (sur deuxième convocation) décembre 2009. Conformément aux dispositions légales et réglementaires, cette opération doit faire l'objet d'un prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers, qui sera mis à disposition des actionnaires préalablement à l'assemblée générale. En outre, la Société a décidé de nommer le cabinet BMA (Bellot, Mullenbach & Associés) en qualité d'expert indépendant afin d'attester de l'équité de cette opération pour les actionnaires de *Risc Group*.

Le Conseil d'administration estime que sa recomposition sera nécessaire pour cette nouvelle étape et ses membres actuels remettront leur démission dès la réalisation de l'opération, étant précisé que la désignation de trois administrateurs représentant *STS Group* sera proposée lors de l'assemblée générale.

2.2 Modification de la direction générale de la Société

Pour conduire à bien le projet d'entrée au capital de *STS Group*, le Conseil d'administration de *Risc Group* a demandé à Monsieur Jean-Pierre Lecou, actuellement administrateur, d'assurer la Direction Générale de la Société pendant cette période de transition. Monsieur Philippe Weppe a démissionné de ses fonctions de Directeur Général et a été nommé Directeur Général Délégué à la technologie, avec une mission particulière sur l'optimisation des moyens technologiques du groupe.

M. Nicolas Lafon, actuellement directeur financier de la Société, a également été nommé en qualité de Directeur Général Délégué, avec une mission particulière sur l'objectif de retour à l'équilibre que s'est fixé le groupe pour l'exercice 2009/2010 (voir **point 8.1**).

3 - PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les comptes consolidés au 30 juin 2009 sont établis selon les normes comptables internationales IAS / IFRS applicables au 30 juin 2009, telles qu'approuvées par l'Union Européenne (Voir annexe aux comptes consolidés).

4 - COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2009**4-1 Chiffre d'affaires et compte de résultat consolidés**

L'activité et le résultat de l'exercice de 12 mois du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 sont reflétés dans les tableaux ci-dessous (en K€) avec en comparatif l'exercice de 15 mois clos au 30 juin 2008.

en K€	30/06/09			30/06/08			
	30/06/09 12 mois	30/06/09 S2	31/12/08 S1	30/06/08 15 mois	T5 3 mois	S2 6 mois	S1 6 mois
Produit des activités ordinaires	83 637	43 389	40 249	86 178	22 175	40 470	23 534
Charges d'exploitation	-87 641	-45 957	-41 684	-75 404	-18 586	-36 650	-20 168
Résultat des stés en équivalence	-33	-33					
Rémunération en actions (IFRS2)	-509	-218	-291	-1 852	-277	-853	-721
Perte de valeur (IAS 36)	-13 142	-12 049	-1 094	0	0	0	0
Résultat opérationnel	-17 720	-14 900	-2 820	8 923	3 311	2 967	2 644
Résultat financier	-4 693	-2 146	-2 547	-3 196	-646	-1 236	-1 314
Annulation retraitement IAS 39	-7 451		-7 451				
Résultat Net part du groupe	-29 940	-17 050	-12 891	5 389	2 817	1 291	1 280
Résultat op. sans IFRS 2 & IAS 36	-4 069	-2 633	-1 436	10 774	3 589	3 819	3 366

Pour mémoire l'exercice clos au 30 juin 2008 affichait une durée exceptionnelle de 15 mois suite à la décision prise de modifier la date de clôture des comptes du 31 mars au 30 juin (décision de l'assemblée générale du 12 juillet 2007).

Cette décision était liée à la saisonnalité de l'activité de vente directe du pôle *Inbox*, structurellement faible durant les mois de juillet et d'août en raison des congés et permet ainsi de commencer l'exercice avec les deux mois les plus faibles en termes d'activité commerciale.

La charge de « Rémunération en actions » constatée au titre de l'application de la norme IFRS2 n'a pas d'effet de trésorerie et a sa contrepartie en capitaux propres consolidés.

« Perte de valeur » : voir **points 1.3 et 4.2.4** (sans effet de trésorerie).

« Annulation retraitement IAS 39 » : voir **point 1.1** (sans effet de trésorerie).

4.1.1 Les modifications du périmètre de consolidation sur la périodeSociétés acquises sur la période :

Clunk Click, société britannique acquise fin juin 2008, est consolidée dans le compte de résultat, à compter du 1^{er} juillet 2008.

Extaco, société ukrainienne acquise en juillet 2008 est consolidée dans le compte de résultat à compter du 1^{er} juillet 2008. *Extaco* intervient uniquement en sous-traitance technique pour le groupe et son chiffre d'affaires de refacturation interne de prestations techniques est entièrement éliminé en consolidation.

UBIX, société acquise en novembre 2008 distributeur d'*eFlag* en Belgique, est consolidée au compte de résultat à compter du 1^{er} janvier 2009.

Sociétés créées sur la période :

Risc Group UK constituée en octobre 2008 est consolidée à compter du 1^{er} novembre 2008.

Sociétés consolidées en équivalence :

Normaction détenue à hauteur de 21,06% est consolidée en équivalence (voir **point 1.7**).

4.1.2 Activité :

en M€				proforma	proforma	proforma	publié
	12 mois 30/06/09	S2 30/06/09	S1 31/12/08	12 mois 30/06/08	S2 30/06/08	S1 31/12/07	15 mois 30/06/08
France	27,5	13,5	14,0	31,6	17,4	14,2	38,1
International	26,0	14,4	11,7	22,3	13,0	9,3	26,0
Pôle Inbox	53,5	27,9	25,7	53,9	30,4	23,5	64,1
France	30,1	15,5	14,6	21,6	14,0	7,6	22,0
Pôle IT Solutions	30,1	15,5	14,6	21,6	14,0	7,6	22,0
Total	83,6	43,4	40,2	75,5	44,4	31,1	86,1

Globalement, l'activité affiche un chiffre d'affaires de 83,6 M€ sur les 12 mois clos au 30 juin 2009 contre un chiffre d'affaires de 86,1 M€ sur les 15 mois au 30 juin 2009 (comptes publiés).

Afin d'assurer une meilleure comparabilité, le tableau ci-dessus reconstitue le chiffre d'affaires comptabilisé sur les 12 mois à fin juin 2008, soit un total de 75,5 M€.

La croissance affichée de l'activité à période comparable est de 10,7%.

Il faut néanmoins souligner que *Risc Group IT solutions (ex Ornix)* n'était consolidée que sur 9 mois au 30 juin 2008 (CA T1 07/08 de 4,8 M€) et que *Clunk Click*, société britannique acquise en juillet 2008 (voir **point 1.6**) qui réalise 2,1 M€ de chiffre d'affaires sur la période, n'était pas consolidée au 30 juin 2008.

Retraitée de ces deux éléments, la croissance sur 12 mois est de 1,5%.

Pôle Inbox (TPE)

Après avoir réalisé son meilleur mois historique en septembre 2008, le pôle Inbox dédié aux TPE subit depuis les effets de la crise et affiche globalement une décroissance de 1,1% sur ses ventes malgré un nombre de commerciaux présents sur l'exercice 2008/2009 beaucoup plus important que sur l'exercice 2007/2008.

Globalement, l'activité de vente directe auprès des TPE reste tendue en raison du contexte économique actuel qui affecte particulièrement les entreprises de petite taille. Toutefois, le mois de juin a permis d'enregistrer des performances encourageantes, en progression par rapport aux derniers mois.

Inbox France

En France, l'activité est en nette décroissance avec -13% suite à une baisse sensible de la productivité commerciale.

Le dernier trimestre avril / juin 2009 (T4) a été légèrement meilleur que le précédent (T3) mais les ventes sur les mois d'avril et mai ont été affectées par les effets de la réorganisation engagée au niveau du groupe par la nouvelle direction et le mois de juin n'a pas compensé le retard accumulé.

Inbox International

L'international affiche globalement une progression de 16% avec une analyse très contrastée par pays.

Si l'Espagne croît de 20%, l'Allemagne et la Belgique affichent des chiffres d'affaires en décroissances respectives de 27% et 3%. La Suisse et l'Italie ont également souffert sur le dernier trimestre alors que *Clunk Click* en Angleterre a confirmé sur le dernier trimestre en doublant quasiment son activité par rapport à T3. A noter que sur le prochain exercice, *Clunk Click*, renommé *Risc Group IT Solutions UK* sera rattaché au pôle *IT Solutions*.

Pôle IT Solutions (PME)

Le groupe bénéficie sur l'exercice de la récurrence des revenus du pôle IT Solutions qui génère un chiffre d'affaires de 30,1 M€ en croissance faciale de 39% et de 14% à périmètre comparable, *Risc Group IT Solutions (ex-Ornis)* n'étant consolidé en 07/08 qu'à compter d'octobre 2007.

Sur ce pôle également, les mois d'avril et mai ont été en deçà des objectifs alors que des signes de reprise de l'activité ont été constatés sur le mois de juin.

4.1.3 Résultat opérationnel :

Le résultat opérationnel du groupe au 30 juin 2009 (12 mois) affiche une perte de -17,7 M€ contre un résultat positif de +8,9 M€ au 30 juin 2008 (15 mois).

Cette perte inclut -13,1 M€ de perte de valeur constatée sur les écarts d'acquisition (voir **points 1.3 & 4.2.4**) et -0,5 M€ de charges liées à l'application de la norme IFRS 2 sur les plans d'actions gratuites et d'attributions d'options de souscription d'actions en vigueur au sein du groupe.

Ces deux charges n'ont pas d'effets en trésorerie.

Retraite de ces deux éléments, la perte d'exploitation au 30 juin 2009 s'élève à -4,1 M€.

Concernant le premier semestre, le groupe avait établi un budget de croissance ambitieux et avait lancé des investissements importants en termes de recrutements de commerciaux et de communication. Ces investissements commerciaux et marketing n'ont pas été accompagnés de la productivité commerciale attendue, principalement sur le pôle *Inbox* (marché des TPE). En effet, la crise économique apparue en octobre 2008 a sensiblement affecté le processus de vente directe du pôle *Inbox* et cet effet de ralentissement a été d'autant plus manifeste que le groupe s'était organisé en début d'exercice pour accompagner une croissance significative.

Sur le second semestre, le groupe a lancé des mesures correctrices afin d'adapter sa structure de charges, notamment en limitant son recrutement et en diminuant tous les budgets de communication et de marketing. Le changement de direction en janvier 2009 (voir **points 1.11 & 1.12**) a également entraîné sur la période des charges non récurrentes liées à la réorganisation de groupe lancée par le nouveau directeur général. Néanmoins, ce second semestre a souffert d'une activité commerciale inférieure aux prévisions sur toutes les filiales *Inbox*.

Il faut souligner que suite aux mesures correctrices prises par la direction depuis décembre 2008, le résultat opérationnel inclut un montant de -4,3 M€ de charges non récurrentes qui se détaillent comme suit :

- transactions	-1,3 M€	(incluant le Président sortant M. Pequignot - voir point 7)
- activités déficitaires	-1,5 M€	(les activités de ventes directes <i>eFlag</i> en France et <i>Ubix</i> en Belgique ont été arrêtées et réorganisées)
- frais de marketing	-1,2 M€	(les opérations de promotion lancées ont été renégociées et/ou stoppées)
- déménagement	-0,3 M€	(charges liées au déménagement d' <i>Ornis</i> de Courbevoie sur Boulogne)

4.1.4 Résultat financier :

Le résultat financier s'établit à -4,7 M€ et inclut principalement -4,8 M€ d'ajustement lié à l'application de la norme IAS 18 à l'activité du pôle *Inbox* qui revient à constater en charges financières le coût du financement de la cession des contrats clients par le groupe à ses partenaires leasers.

Cette écriture n'a pas d'effet de trésorerie et vient équilibrer l'ajustement passé sur le chiffre d'affaires (+5,6 M€) et en charges externes (-0,8 M€).

4.1.5 Impact lié à la modification du contrat de cession de créances au leaser

La charge directement et uniquement liée à l'annulation du retraitement décrit au **point 1.1** pour -7,5 M€ a été portée sur une ligne isolée en raison de son caractère non récurrent et sans effet en trésorerie. Cette charge correspond au différentiel d'actualisation cumulé appliqué aux créances et aux dettes depuis le démarrage de l'activité *Inbox* (avril 2001).

Pour mémoire, le groupe rappelle que cette écriture de consolidation était liée à un différentiel de taux d'actualisation des créances clients et des dettes leasers et qu'à la première application de ce retraitement à l'occasion de la transition aux IFRS, un montant de +4 M€ avait affecté positivement les réserves consolidées (au 31 mars 2004); le solde de +3,5 M€ ayant impacté les comptes de résultats consolidés des quatre derniers exercices.

Néanmoins, l'application des normes impose de comptabiliser la totalité de l'ajustement en charges au compte de résultat.

La contrepartie de cet ajustement au bilan consolidé est une annulation de la créance client à l'actif et de la dette du client vis-à-vis du leaser au passif, ce qui permet d'afficher au bilan consolidé, d'une part les créances effectives à encaisser par le groupe et d'autre part les dettes effectives à régler par le groupe

4.1.6 Impôt :

A noter que le groupe affiche des déficits fiscaux significatifs en France (51 M€ chez Ric Group et 10,4 M€ chez Risc Group ITS) et en Allemagne (1,8 M€), mais aucun impôt différé actif n'a été constaté au 30 juin 2009.

4-2 Bilan consolidé et structure financière

Le bilan consolidé au 30 juin 2009 est présenté ci-dessous.

Les principales variations par rapport au 30 juin 2008 sont liées :

- 1) à l'annulation de l'application d'IAS 39 (voir **point 1.1**) au niveau des postes de créances clients à l'actif et des dettes financières au passif ;
- 2) aux pertes de valeurs constatées sur les écarts d'acquisition (voir **points 1.3 et 4.2.4**)

en K€	30/06/2009	30/06/2008		30/06/2009	30/06/2008
Actif non courant			Passif non courant		
Ecarts d'acquisition	41 411	51 714	Capital	37 150	36 605
Immob. Incorporelles	3 301	2 828	Primes	96 343	96 888
Immob. Corporelles	6 812	5 486	Réserves consolidées	-54 091	-59 982
Immob. Financières	937	3 400	Résultat	-29 940	5 389
Titres en équivalence	1 309	0	Capitaux Propres Gpe	49 461	78 900
			minoritaires	-51	-82
Impôt diff. Actif	0	0	Provisions non courantes	147	132
Actif courant			Dettes fin. Long terme	2 635	52 029
Stocks	990	687	Impôt différé passif	0	0
Clients	10 617	94 891	Passif courant		
Autres actifs courants	5 668	6 477	Provisions courantes	652	899
			Fournisseurs	10 299	9 006
Disponibilités	11 003	19 794	Autres passifs courants	18 024	17 206
			Emprunts / banque CT	879	27 187
TOTAL ACTIF	82 047	185 277	TOTAL PASSIF	82 047	185 277

4.2.1 Capitaux propres

La variation des capitaux propres sur la période est résumée dans le tableau ci-dessous :

en K€	Capital	Primes	Réserves. conso	Ecart conv.	Résultat	Cap. propres
au 30/06/08	36 605	96 888	-59 987	5	5 389	78 900
Résultat 30/06/08 (15m.)			5 389		-5 389	0
Aug capital Actions Grat.	546	-546				0
Conversion d'OC	(*)					0
Ecart conversion				-7		-7
IFRS 2			509			509
Résultat 30/06/09 (12 m.)					-29 940	-29 940
au 30/06/09	37 150	96 343	-54 090	-2	-29 940	49 461

(*) Montant non significatif correspondant à une augmentation de capital de 16,50 €

La création de 783.200 et 308.000 actions gratuites respectivement en juillet 2008 et en mars 2009 a été réalisée par imputation sur la prime d'émission pour des montants respectifs de 391.600 € et de 154.000 € (voir **point 1.4**).

L'impact positif IFRS2 est la contrepartie de l'ajustement passé au compte de résultat consolidé sur les rémunérations en actions (voir **point 4.1**).

Le résultat sur les 12 mois clos au 30/06/09 inclut l'ajustement de -7.451 K€ (voir **points 1.1 et 4.1.5**) lié à l'abandon du retraitement effectué en application de la norme IAS 39 qui est non récurrent et n'a pour rappel aucun impact en trésorerie.

Ce résultat inclut également la perte de valeur de -13.142 K€ lié aux pertes de valeurs sur les écarts d'acquisition (voir **points 1.3 et 4.2.4**).

4.2.2 Dettes financières

Sur la base des nouveaux accords signés par *Risc Group* avec ses partenaires leasers (voir **point 1.1**), en raison du transfert de pratiquement tous les risques et avantages aux leasers, il a été jugé que l'interprétation de la norme IAS 39 historique n'a plus lieu d'être appliquée.

En conséquence, le bilan consolidé au 30 juin 2009 est présenté sans ce retraitement, ce qui a pour effet d'apporter par rapport au bilan consolidé au 30 juin 2008 les changements majeurs suivants sur les postes de dettes financières :

en K€	30/06/2009	30/06/2008
Emprunt obligataire	0	2 042
Crédit moyen terme	1 784	1 865
Divers	1	12
Dette fin. s/retrait. loc.financières + d'un an	850	951
Dette fin. à plus d'un an - IAS 39	0	47 158
Dettes financières non courantes	2 635	52 029
Découvert bancaire	107	1 098
Dette fin. s/retrait. loc.financières - d'un an	762	475
Financements divers	10	102
Dette fin. à moins d'un an - IAS 39	0	25 512
Autres dettes financières courantes	879	27 187

La dette financière totale du groupe s'élève donc à 3,5 M€ au 30 juin 2009.

L'emprunt obligataire d'avril 2003 a été remboursé le 7 avril 2009.

La ligne d'emprunt moyen terme de 1,8 M€ reprend un solde de 0,9 M€ issu d'un emprunt initial de 1,9 M€ contracté en mars 2007 par *Risc Group ITS (ex-Ornis)* à rembourser en juin 2010 et juin 2011 et de nouveaux emprunts contractés sur la période pour un total de 0,9 M€ par *Risc Group ITS* pour financer des investissements en licences et en serveurs (emprunts sur 36 mois).

Les retraitements sur locations financières correspondent à l'application de la norme IAS17 sur les contrats de location financière du groupe, qui utilise historiquement ce moyen pour financer l'acquisition de ses baies de stockage pour l'activité *Inbox* et de ses serveurs pour l'activité *IT Solutions*. La contrepartie de ce retraitement est passée à l'actif du bilan en immobilisations corporelles.

4.2.3 Flux de trésorerie sur la période

Sur la période de 12 mois du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009, le groupe affiche une variation de trésorerie négative de -8 M€ qui se détaille comme suit :

- -0,1 M€ de flux de trésorerie liés à l'activité ;
- -5,4 M€ d'investissements, dont 3,4 M€ en immobilisations incorporelles et corporelles
- -2,2 M€ en remboursements d'emprunts

Le groupe a généré une capacité d'autofinancement de -6,4 M€ sur la période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009, directement liée à l'activité générée sur la période (voir **point 4.1**) alors que la variation de besoin en fonds de roulement affiche une ressource de 6,3 M€, essentiellement en raison d'une diminution des postes clients.

Les investissements réalisés sur la période s'élèvent à 5,6 M€ et se résument comme suit :

- immobilisations incorporelles 1,6 M€
- immobilisations corporelles 1,8 M€
- immobilisations financières 0,3 M€
- variations de périmètre 1,9 M€

Les variations de périmètre incluent l'acquisition d'*Extaco* en Ukraine pour 0,2 M€ (voir **point 1.5**) d'*Ubix* pour 0,3 M€ (**point 1.9**), des compléments de prix contractuels sur *Clunk Click* pour 0,4 M€ (**point 1.6**), l'acquisition de 3,6% du capital de *Normaction* pour 0,5 M€ et la participation à l'augmentation de capital de *Normaction* en juin 2008 pour 0,27 M€ (**point 1.7**).

Le remboursement d'emprunt reprend essentiellement le remboursement réalisé en avril 2009 de l'emprunt obligataire d'avril 2003 (voir **point 4.2.2** ci-dessus).

Le groupe dispose au 30 juin 2009 d'une trésorerie de 11 M€ pour une dette financière globale de 3,5 M€.

4.2.4 Autres postes du bilan consolidé au 30 juin 2009

Les principaux commentaires à apporter sur les autres postes du bilan consolidé au 30 juin 2009 sont les suivants.

a) écarts d'acquisition

en K€	30/06/08	var. période	30/06/2009 brut	Provisions	30/06/2009 net
UGT Belgique	2 032	270	2 302	-483	1 819
UGT TPE Direct	1 194	15	1 209	-460	749
UGT TPE Indirect	2 981	-61	2 920	-899	2 020
UGT PME	42 284	203	42 488	-9 530	32 958
UGT Angleterre	3 224	640	3 864	0	3 864
Ecart d'acquisition	51 714	1 068	52 782	-11 372	41 411

Les variations sur la période sont directement liées aux acquisitions ou compléments de prix réalisés sur la période :

- *Ubix* sur l'UGT Belgique (**point 1.9**)
- *Extaco* sur l'UGT PME (**point 1.5**)
- *Clunk Click* sur l'UGT Angleterre (**point 1.6**)

Conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font par contre l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

En raison des résultats déficitaires constatés sur l'exercice 2008/2009, du contexte économique encore très dégradé et de ses conséquences négatives sur la visibilité de l'activité du groupe, le test réalisé en juillet 2009 a entraîné la constatation des pertes de valeurs détaillées dans le tableau ci-dessus.

Les calculs pour ce test ont été établis sur la base de prévisions de résultats à trois ans révisées à la baisse par la direction pour tenir compte des effets externes liés à la crise économique et des effets internes liés à la réorganisation du groupe.

Le taux de rentabilité des capitaux propres (ou WACC) et le taux de croissance à l'infini retenus pour les calculs sont respectivement de 9,80% (incluant une prime de risque de 3%) et de 1%.

Les tests de sensibilité de ces deux paramètres sont de 0,4 M€ pour une variation de 0,1 sur le WACC et de 1,6 M€ pour une variation de 0,5 sur le taux de croissance.

La dépréciation la plus significative est constatée sur l'UGT PME et concerne principalement le groupe *Risc Group IT Solutions (ex-Ornis)*, qui reste stratégique pour le groupe mais dont les résultats de la période bien que positifs ont été inférieurs aux attentes.

b) immobilisations incorporelles et corporelles

La variation des immobilisations incorporelles provient de l'acquisition de nouveaux logiciels destinés à être intégrés à la suite logicielle *Backupia* pour le pôle *Inbox*, à l'achat de licences dans le cadre de la mise en place de la nouvelle plateforme Microsoft Exchange pour le pôle *IT Solutions* et à la production immobilisée sur l'exercice au titre des développements informatiques réalisés en interne (voir **point 7**).

L'augmentation des immobilisations corporelles est justifiée à hauteur de 0,8 M€ par l'acquisition de serveurs et de baies de stockage nécessaires à l'activité. à hauteur de 0,7 M€ par l'augmentation du postes « agencements », notamment sur le nouveau siège social en Belgique.

Les locations financières de baies de stockage sont retraitées conformément à la norme IAS 17 (voir **point 4.4.2**) pour faire apparaître en immobilisations au bilan les valeurs brute et nette des contrats en cours au 30 juin 2009.

c) immobilisations financières / titres mis en équivalence

La variation de la période est principalement constituée par la mise en équivalence de *Normaction* au 31 décembre 2008 suite à l'acquisition de 3,6 % complémentaires du capital de la société pour un total de détention de 21,1%.

Au 30 juin 2008, la participation dans *Normaction* inférieure à 20% était comptabilisée en titres de participation.

En conséquence, à la valeur comptable des titres a été substituée la quote-part des capitaux propres. Une perte de valeur de -1,7 M€ a été constatée sur cette quote-part afin de tenir compte de la baisse importante de l'action *Normaction* en bourse depuis juin 2008.

d) clients et comptes rattachés

	30/06/2008	Sociétés entrant dans le périmètre	Var . Période	30/06/2009
Clients Bruts	17 262	202	-4 789	12 675
Clients - Factures à établir	365	0	424	789
Clients - IAS 18/39	79 201	0	-79 201	0
Provision pour dépréciation	-1 937	-30	-880	-2 847
Clients & comptes rattachés	94 891	172	-84 447	10 617

La principale variation concernant les comptes clients est liée à l'annulation du retraitement IAS 39 décrit à la **note 1.1** du présent rapport (diminution de 79,2 M€).

Pour mémoire, cet ajustement n'avait aucun effet en trésorerie.

e) autres actifs courants

De même, l'ajustement lié à l'application de la norme IAS 39 au niveau des charges constatées d'avance est annulé, ce qui vient diminuer ce poste de 0,9 M€.

Ce poste est principalement constitué de TVA (2,1 M€) et de charges constatées d'avance (1,9 M€) notamment sur l'activité *Risc Group IT Solutions* en France.

f) provisions courantes

Les provisions courantes s'élèvent à 0,65 M€ et correspondent essentiellement à hauteur :

- de 0,2 M€ à des litiges prud'homaux ;
- de 0,3 M€ à des litiges clients déclarés et en cours de négociation ou de jugement; ces litiges clients sont essentiellement liés à des pertes de données dans le cadre de l'exécution du contrat ;
- de 0,1 M€ au titre de déménagements en cours et provisions diverses.

La diminution du poste par rapport au 30 juin 2008 (0,9 M€) est justifiée par des reprises de provisions constatées sur la période sur des litiges terminés.

g) fournisseurs

Le postes fournisseurs présente un solde de 10,3 M€ au 30 juin 2009 contre un solde de 9 M€ au 30 juin 2008. La variation provient d'une augmentation des factures non parvenues à la date de clôture.

h) autres passifs courants

Les autres passifs courants varient peu au 30 juin 2009 par rapport au 30 juin 2008 (18 M€ contre 16,5 M€).

Ils sont essentiellement constitués des postes de personnel et de dettes sociales (4,2 M€ et 3,2 M€), de la TVA collectée (3,1 M€), des charges à payer à l'état (0,5 M€), des postes de clients créditeurs (avoirs à établir à compenser avec le poste clients à l'actif pour 1,9 M€), et des produits constatés d'avance liés à l'activité *IT Solutions* qui facture ses prestations de service trimestrielles d'avance (4 M€).

5 - EVOLUTION DE L'EFFECTIF

L'évolution de l'effectif du groupe et sa répartition par pays sont résumés dans le tableau ci-dessous :

	TPE / PME	PME / GC	30/06/2009	TPE / PME	PME / GC	30/06/2008
France	300	113	413	254	120	374
Belgique	66		66	49		49
Allemagne	41		41	40		40
Espagne	78		78	61		61
Suisse	12		12	9		9
Italie	10		10	4		4
Angleterre	14		14	11		11
Ukraine	19		19			0
	540	113	653	428	120	548

Le groupe avait lancé une campagne de recrutement importante sur le premier semestre de l'exercice, et les effectifs étaient en conséquence de plus de 730 personnes à fin décembre 2008. Ces effectifs commerciaux ont été réduits sur le second semestre et les efforts ont été concentrés sur l'amélioration de la rentabilité commerciale, afin de privilégier le critère qualitatif au critère quantitatif.

Pour information, l'effectif du groupe à fin septembre 2009 est de 630 personnes.

Les principales variations sur l'exercice sont liées à l'entrée d'*Extaco* dans le groupe (19 personnes au 30 juin 2009 – voir **point 1.5**) et à l'ouverture du Centre d'Appels à Ormes (39 personnes recrutées – voir **point 1.10**)

La répartition des effectifs par fonction et par pays est résumée dans le tableau ci-dessous.

	Direction	Commerce	Technique	Admin.	Call center	30/06/2009
France	6	155	144	69	39	413
Belgique	2	46	10	8		66
Allemagne	1	24	7	9		41
Espagne	1	60	6	11		78
Suisse	1	8	2	1		12
Italie	1	6	1	2		10
Angleterre	1	4	5	4		14
Ukraine			14	5		19
	13	303	189	109	39	653

	Direction	Commerce	Technique	Admin.	30/06/2008
France	6	206	110	51	373
Belgique	2	44		4	50
Allemagne	1	36		3	40
Espagne	1	57		3	61
Suisse	1	7		1	9
Italie	1	2		1	4
Angleterre	1	4	3	3	11
	13	356	113	66	548

6 – ACTIVITE DES FILIALES

Risc Group développe son activité sur deux modèles économiques différents, organisés autour de deux pôles permettant d'adresser le marché en fonction de la typologie des clients :

- les filiales *Inbox* développent un modèle de vente directe sur le marché des TPE-PME et représentent 63% de l'activité au 30 juin 2009, net des opérations inter-compagnies (contre 74% au 30 juin 2008) ;
- les filiales *IT Solutions* développent un modèle de services récurrents sur le marché des PME-Grands Comptes et représentent 37% de l'activité au 30 juin 2009 (contre 26% au 30 juin 2008).

Cette segmentation est résumée sur les tableaux ci-dessous pour les comptes de résultats consolidés au 30 juin 2009 et au 30 juin 2008.

en K€	Inbox France	Inbox Allem.	Inbox Belg.	Inbox Italie	Inbox Espagne	Inbox Suisse	Inbox UK	ITS France	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/09 12 mois
Produit des activités ordinaires	36 506	4 537	11 083	1 127	5 781	1 784	2 185	31 037	1 706	-12 108	83 638
Résultat des stés en équival.										-33	-33
Perte de valeur	-749		-759					-1 093		-10 541	-13 143
Résultat opérationnel	- 4 455	-1 349	-2 328	-271	791	205	-118	1 013	-1 108	-12 668	- -17 720
Résultat financier	-14 991	1 315	-1 057	-100	-699	-209	2	-16	50	11 011	-4 694
Annulation retraitement IAS 39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-7 451	-7 451
Charge d'impôt	100	0	4	0	-33	-1	-16	-116	17	0	-45
minoritaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-31	-31
Résultat Net part du groupe	-19 347	-34	- 3 380	-371	59	-4	-133	881	-1 041	- 6 570	-29 941

Hors les pertes de valeur constatées sur les écarts d'acquisition (voir **points 1.3** et **4.2.4**), cette analyse sectorielle montre que la perte opérationnelle de l'exercice est concentrée sur l'activité *Inbox* en France, en Allemagne et en Belgique en raison de niveaux de ventes inférieurs aux attentes.

en K€	Inbox France	Inbox Allem.	Inbox Belg.	Inbox Italie	Inbox Espagne	Inbox Suisse	ITS France	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/08 15 mois
Produit des activités ordinaires	42 706	7 496	13 071	106	5 181	528	22 705	4 869	-10 484	86 179
Résultat opérationnel	6 560	883	1 688	-235	1 136	88	1 686	-3 186	301	8 921
Résultat financier	-2 197	-644	-665	-10	-126	-17	18	-1	447	-3 195
Charge d'impôt	-45	0	-180	0	-141	-6	42	0	0	-329
minoritaires	0	0	0	0	0	0	0	0	-9	-9
Résultat Net part du groupe	4 318	239	843	-245	870	66	1 746	-3 187	739	5 388

En France :

Pôle Inbox

Le pôle *Inbox* regroupe l'activité de vente historique aux TPE en mode direct (*Inbox France*) et en mode indirect (BESDI).

Le pôle *Inbox* direct a affiché une décroissance significative de ses ventes impactant de manière significative la perte opérationnelles sur la période alors que le pôle *Inbox* Indirect s'est bien maintenu avec la rentabilité attendue.

Pôle IT Solutions

Ce pôle regroupe les sociétés *Risc Group IT Solutions* (ex-*Ornis*) et *Backup Avenue*, ainsi que *monDSI*, l'activité historique du groupe dans les grands comptes. Le pôle a bénéficié sur la période de son modèle récurrent, qui lui permet d'afficher une rentabilité opérationnelle globale de 6,7%.

Cette rentabilité est cependant inférieure aux prévisions initiales, notamment sur *Risc Group IT Solutions*, la conjoncture économique ayant affecté le nombre de signatures de projets nouveaux.

Les prévisions sur les prochains exercices ont dû être ajustées en conséquence, ce qui a entraîné la constatation d'une perte de valeur sur ce pôle (voir **points 1.3 et 4.2.4**).

A l'international :

L'activité à l'international est à ce jour concentrée sur le seul pôle *Inbox*.

Si l'activité reste globalement en croissance, l'analyse par pays est contrastée, seule l'Espagne tirant son épingle du jeu. Les derniers pays ouverts (Italie en juin 2008 et Angleterre en novembre 2008) n'ont pas réussi à décoller au niveau de leurs ventes.

Allemagne :

La perte opérationnelle de l'Allemagne de -1,6 M€ à fin juin 2009 a été aggravée sur S2 après une perte de -0,7 M€ sur S1, en raison d'une mauvaise productivité commerciale sur l'activité de prospection directe. Sur le prochain exercice, le groupe a décidé de réduire le risque sur cette activité de vente directe en limitant le nombre de commerciaux sur le terrain. Parallèlement, la société mère *Risc Group* a organisé un abandon de créance d'un montant équivalent à la perte opérationnelle, ce qui explique le montant positif affiché en résultat financier.

Belgique :

La Belgique est également en décroissance après une belle performance sur l'exercice précédent. A noter que la Belgique inclut la perte de la filiale *Ubix* (pour -0,7 €), restructurée depuis le mois de juillet 2009 ainsi que les coûts de sortie de Monsieur Loïc Pequignot, PDG du groupe jusqu'en décembre 2008, à travers sa société de gestion LMP Management (voir **point 14.2**).

Espagne :

L'Espagne affiche une belle croissance en termes d'activité (+11% à période comparable).et un résultat opérationnel positif malgré un contexte économique très dégradé sur le pays, qui risque d'affecter le prochain exercice. Sur la période, l'ouverture de l'agence de Saragosse a notamment été un succès.

Suisse :

La filiale suisse, qui a lancé son activité en janvier 2008 près de Genève dans la partie romande de la Suisse, avait réalisé un chiffre d'affaires prometteur de 0,8 M€ sur S1 mais a marqué le pas sur S2 avec un chiffre d'affaires quasi identique.

Italie :

L'Italie relancée en juin 2008 n'a pas atteint le niveau de ventes attendu et le groupe envisage de limiter ses ambitions sur ce pays pour le prochain exercice.

Angleterre :

Le pôle regroupe l'activité de *Clunk Click* (société rachetée en juin 2008) et la filiale *Risc Group UK* lancée en novembre 2008. Si *Clunk Click* a réalisé sur les 12 mois une très bonne performance, le résultat en Angleterre est obéré par la perte de *Risc Inbox UK* qui tangente les -0,3 M€. Le groupe a en conséquence décidé de mettre en sommeil *Risc UK* sur le prochain exercice et de concentrer ses efforts sur le potentiel important de *Clunk Click*, qui sera rattaché au pôle *IT Solutions* et renommé *Risc Group IT Solutions UK*.

7 – ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

Risc Group développe sa propre gamme de logiciels de sauvegarde en ligne (gamme Backupia) et son propre gestionnaire de base de données pour le suivi de ses contrats clients ; de même, *Backup Avenue* et *Risc Group IT Solutions (ex-Ornis)* développent également des logiciels en interne pour leurs produits respectifs de sauvegarde et d'infogérance/ToIP.

Sur la période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009, les frais de recherche et développement se sont élevés à 433 K€. Il a été activé au bilan 735K€ de ces frais de développement, produits à la fois sur cette année et l'année précédente, qui sont amortis sur une durée de 4 ans.

La répartition par société est la suivante :

Risc Group a généré des frais de développement pour 203K€. Les projets finalisés dans l'année ont été activés au bilan pour 494K€.

Les projets développés concernent des besoins en direction du service commercial pour la gestion des clients du groupe (amélioration de certaines fonctionnalités du CRM), de mise en place de nouveaux portails de gestion des commandes et des services managés (portail pour le réseau indirect), intégration de nouvelles fonctionnalités dans le produit «RISC BOX » (migration vers un nouveau type de serveur), et pour des besoins internes (nouvelles fonctionnalités dans le système de gestion et de facturation des contrats « Back Office »).

Backup Avenue a généré des frais de développement pour 46K€.

Certains projets encore en cours de réalisation l'année dernière ont été activés au bilan dans l'année pour un montant de 11K€.

Tous les projets en cours ont été activés sur la période et concernent des besoins spécifiques autour de la technologie du backup en lien avec la production commerciale.

Risc Group ITS a généré des frais de développement pour 184K€.

Tous les projets ont également été activés sur la période et concernent des intégrations de nouvelles fonctionnalités comme la solution de messageries collaboratives, les développements des deux plateformes Exchange en mode SaaS (Software as a Service), développements d'une plateforme WEB pour l'équipe support.

8 - EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES

8.1 Au niveau de l'activité :

Le résultat de cet exercice affiche un résultat net déficitaire concentré sur le pôle *Inbox*, activité de vente directe aux TPE. La conjoncture économique sur ce marché reste difficile et le risque d'une dégradation de l'environnement continuant d'affecter ce pôle ne peut être écarté pour l'exercice 2009/2010.

En conséquence, le groupe a bloqué tous les projets d'investissements non nécessaires à l'activité et a d'ores et déjà lancé un plan de révision drastique de ses coûts afin de pouvoir pallier tout retard dans la reprise attendue de ses ventes. En raison de ce manque de visibilité, le groupe a décidé de ne pas annoncer d'objectif d'activité pour l'exercice 2009/2010 et de concentrer ses efforts sur le retour à l'équilibre de son résultat opérationnel.

8.2 Au niveau de la structure financière du groupe :

Le groupe affiche au 30 juin 2009 des capitaux propres consolidés de 49,5 M€ pour un niveau de dette financière limité à 3,5 M€.

Les projets de croissance externe ne seront pas d'actualité pour le prochain exercice afin de concentrer les efforts sur l'intégration des sociétés acquises en 2007/2008 et sur le retour à l'équilibre opérationnel.

Par ailleurs, le groupe a lancé un travail de fond pour la recherche d'un actionnaire de référence. A cet effet, le conseil d'administration a mandaté en avril 2009 une banque conseil qui avait pour mission de structurer et de stabiliser l'actionnariat de la société sur le moyen terme, tout en permettant d'assurer une gouvernance plus adaptée au potentiel de développement du groupe. Plusieurs offres ont été étudiées depuis le mois de juillet et la plus intéressante pour la Société et ses actionnaires a été retenue.

La Société a en conséquence conclu le 20 octobre 2009, après accord de son Conseil d'administration, un protocole d'investissement avec *STS Group*, éditeur leader en Europe de logiciels de confiance numérique, à l'effet de proposer son entrée au capital en tant qu'actionnaire de référence de *Risc Group*.

L'opération consisterait en :

- une augmentation de capital réservée à *STS Group* d'un montant de 10,8M € (prime d'émission incluse) au prix de 0,35 € par action ;
- une attribution de bons de souscription d'actions (BSA) gratuits aux actionnaires existants (5 BSA attribués pour 24 actions anciennes), exerçables à un cours décoté par rapport au cours retenu pour l'augmentation de capital (0,30 € contre 0,35 €) sur une durée suffisamment longue (12 mois) pour permettre à l'ensemble des actionnaires de bénéficier de l'éventuelle création de valeur.

Post opération, *STS Group* détiendrait environ 29,4 % du capital avant exercice des BSA, et 25,6% après exercice de la totalité des BSA par les actionnaires. Afin de garantir au marché et aux actionnaires de *Risc Group* son implication à long terme, et afin d'éviter de perturber le cours de bourse de la Société pendant la période d'exercice des BSA, *STS Group* a accepté, dans le cadre du protocole, de conclure un engagement de conservation de 100% de ses titres pendant une durée de 18 mois.

Ce projet sera soumis au vote de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire de la Société devant se tenir le 10 ou 18 (sur deuxième convocation) décembre 2009. Conformément aux dispositions légales et réglementaires, cette opération doit faire l'objet d'un prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers, qui sera mis à disposition des actionnaires préalablement à l'assemblée générale. En outre, la Société a décidé de nommer le cabinet BMA (Bellot, Mullenbach & Associés) en qualité d'expert indépendant afin d'attester de l'équité de cette opération pour les actionnaires de *Risc Group*.

Le Conseil d'administration estime que sa recomposition sera nécessaire pour cette nouvelle étape et ses membres actuels remettront leur démission dès la réalisation de l'opération, étant précisé que la désignation de trois administrateurs représentant *STS Group* sera proposée lors de l'assemblée générale.

8.3 Au niveau technique :

Dans l'objectif de dégager des synergies technologiques, la direction a mis en place une organisation fonctionnelle plus axée sur les clients du groupe ; celle-ci est opérationnelle depuis le 1^{er} juillet 2009. Cette réorganisation fonctionnelle a notamment débouché sur la création de la division « *Risc group Infrastructures & Services* » :

Profitant de la fin du bail de *Risc Group IT Solutions* (ex-*Ornis*) à Courbevoie, toutes les équipes techniques ont été regroupées sur un seul nouveau site proche du siège à Boulogne. Cette nouvelle division va rapidement constituer un actif indéniable de « *know-how* » pour le groupe et interviendra en transversal sur tous les clients du groupe.

9 – COMPTES ANNUELS DE RISC GROUP AU 30 JUIN 2009**9.1 Compte de résultat au 30 juin 2009**

	30/06/2009 12 mois	30/06/2008 15 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES	32 740	41 812
Autres produits d'exploitation	1 517	1 346
Achats	-6 537	-4 562
Charges externes	-14 576	-13 693
Impôts et Taxes	-937	-1 574
Salaires	-11 743	-14 392
Charges sociales	-4 615	-5 958
Dotations aux amortissements	-1 301	-1 018
Dotations aux provisions	-1 133	-142
Autres charges	-367	0
RESULTAT D'EXPLOITATION	-6 953	1 820
Produits financiers	233	1 098
Charges financières	-12 846	-1 104
RESULTAT FINANCIER	-12 612	-6
Produits exceptionnels	671	1 049
Charges exceptionnelles	-521	-1 044
RESULTAT EXCEPTIONNEL	149	5
RESULTAT avant IS & PARTICIPATION	-19 416	1 818
IS courant	445	0
RESULTAT NET	-18 972	1 818

Activité et résultat opérationnel

L'activité commerciale a été très en deçà des prévisions en raison d'une productivité commerciale insuffisante, aggravée par la conjoncture économique défavorable particulièrement sur le marché des TPE.

Parallèlement, les charges avaient été budgétées pour accompagner une croissance attendue très forte (voir **point 4.1.3**).

Il faut néanmoins souligner que le résultat d'exploitation enregistre -2,2 M€ de charges non récurrentes (activité déficitaire stoppée, coûts de transactions, opérations marketing stoppées et non reconduites).

Les dotations aux provisions concernent des provisions constatées sur des créances dues par certaines filiales déficitaires à hauteur de 215 K€.

Résultat financier

Les produits financiers proviennent des placements de trésorerie disponible.

Les charges financières incluent les provisions pour dépréciation de titres comme suit :

- BESDI	150 K€
- Risc Group IT Solutions	8.436 K€
- Normaction	1.770 K€

L'approche retenue au niveau des "impairment tests" sur les écarts d'acquisition en consolidé a été retenue sur les mêmes bases en comptes sociaux au niveau des dépréciations des titres (voir **points 1.3 et 4.2.4**).

Ces charges financières incluent également des abandons de créance réalisés au profit des filiales étrangères : 1.687 K€ en faveur de l'Allemagne et 508 K€ en faveur de l'Italie (319 K€ réalisés et 189 K€ à venir).

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel positif provient essentiellement de reprises de provisions sur des litiges prud'homaux.

Impôt

Le produit constaté en impôts vient compenser les charges d'impôts constatées sur les filiales françaises intégrées fiscalement (BESDI, Backup Avenue et Itemos).

9.2 Bilan au 30 juin 2009

en K€	30/06/2009	30/06/2008		30/06/2009	30/06/2008
Immob. Incorporelles	13 483	13 798	Capital	37 150	36 605
Immob. Corporelles	1 635	1 410	Primes	96 084	96 630
Immob. Financières	41 966	50 726	Réserves & RàN	-50 475	-52 293
			Résultat	-18 972	1 818
Actif immobilisé	57 084	65 934	Capitaux Propres	63 787	82 759
Stocks	322	180			
Clients	11 172	17 236	Provisions p.risques & ch.	519	820
Autres créances	5 169	3 824			
Comptes de régul.	545	1 097	Dettes financières	121	3 164
Prime de rbt des OC	0	24			
Disponibilités	3 250	10 202	Dettes fournisseurs	5 275	3 986
			Dettes fiscales et sociales	5 386	4 487
Actif immobilisé	20 460	32 562	Autres dettes & régul.	2 454	3 281
TOTAL ACTIF	77 544	98 496	TOTAL PASSIF	77 544	98 496

Actif

Les *immobilisations incorporelles* sont essentiellement constituées par le fonds de commerce de l'activité *Inbox* en France (11,5 M€). Le fonds de commerce racheté à *Normaction* en 2006 pour 0,8 M€ a été déprécié à hauteur de 0,46 M€ (voir **point 4.2.4**). Le solde des immobilisations incorporelles correspond aux logiciels achetés ou développés en interne pour les produits de sauvegarde (Backupia et la Risc box (voir **point 7**)).

Les *immobilisations corporelles* comprennent 1 M€ d'agencements en valeur nette, en augmentation de 0,2 M€ par rapport au 30 juin 2008 suite à l'installation du Call Center à Ormes (voir **point 1.10**), et 0,6 M€ de matériel informatique.

La variation des *immobilisations financières* se justifie à la hausse par les compléments de prix payés sur *Clunk Click* (0,6 M€ - voir **point 1.6**) et les compléments de participation engagés sur *Normaction* (0,8 M€ - voir **point 1.7**) et à la baisse est justifiée par les dépréciations constatées suite aux « impairment test » (-10,2 M€), le solde correspondant à un dépôt de garantie versé sur la période.

Le poste *clients* diminue essentiellement en raison de ventes plus faibles enregistrées en juin 2009 par rapport à juin 2008 (3,4 M€) et d'un abandon de créances de accordé pour 1,6 M€ à la filiale allemande.

Le poste *autres créances* regroupe les comptes de TVA déductible (1,1 M€) et les comptes courants avancés aux différentes filiales du groupe (3,9 M€).

Les *disponibilités* incluent 2 M€ de valeurs mobilières de placement.

Passif

Les variations du *capital et des primes d'émission* proviennent de l'émission d'actions gratuites et de conversions d'obligations convertibles sur la période (voir **point 1.4**).

Les *dettes financières* diminuent très sensiblement en raison du remboursement de l'emprunt obligataire sur la période (2,1 M€) et de l'absence d'utilisation de lignes créditrices au 30 juin 2009 par rapport au 30 juin 2008 (0,9 M€).

Le poste *fournisseurs* augmente en raison des provisions pour factures non encore parvenues à la date de clôture (+1,1 € par rapport au 30 juin 2008).

Les *dettes fiscales et sociales* (5,4 M€ contre 4,5 M€) varient principalement au niveau des postes de personnel, variation directement liée au paiement début juillet des salaires de juin.

Le postes *autres dettes* inclut les avoirs à établir aux leasers pour 0,9 M€ (contre 2 M€ au 30 juin 2008) et les produits constatés d'avance sur l'activité monDSI (0,8 M€). Le solde au 30 juin 2009 inclut également une dette non récurrente de 250 K€ due au titre du dernier complément de prix due dans le cadre de l'acquisition de *Clunk Click* (voir **point 1.6**).

10 – FACTEURS DE RISQUES

10.1 Risques liés à l'activité

Risques liés aux contrats de financement conclus avec les leasers (activité Inbox)

- Financement de l'activité

L'activité *Inbox* (63% de l'activité au 30 juin 2009) s'appuie sur des offres de produits et de services associés (sauvegarde en ligne, firewall, antivirus), vendues à des TPE-PME sur la base de contrats de 48/60 mois, renouvelables à leur échéance. La partie « *produit* » de ces contrats correspondant à la part logiciel est financée auprès d'organismes de leasing.

Les conventions signées avec les organismes de leasing (deux en France, un pur les filiales européennes), et reconductibles d'année en année par tacite reconduction, sont essentielles pour le Groupe dans la mesure où elles garantissent le financement du modèle en période dite de « *conquête* ».

- Rachats de contrats potentiels auprès des leasers

Les nouveaux accords signés avec les partenaires leasers du groupe en septembre 2008 (voir **point 1.1**) stipulent que le risque financier est intégralement transféré au leaser et qu'en aucun cas, il ne peut être demandé à *Risc Group* de racheter les contrats cédés en cas de défaillance financière du client final. Ces accords s'appliquent aussi bien aux contrats signés à compter de la date de signature de l'accord qu'aux contrats signés antérieurement et couvrent donc l'ensemble des contrats clients du groupe.

En revanche, *Risc Group* et ses filiales garantissent l'aspect technique du contrat au client et au leaser sous certaines conditions spécifiques. Ainsi, si le logiciel ne fonctionne pas en raison d'une anomalie technique non résolue par les équipes techniques de *Risc Group*, le client est en droit d'arrêter ses règlements et le leaser de se faire rembourser le solde du contrat restant à courir.

Le risque lié à ces rachats potentiels de contrats est provisionné au niveau des charges d'exploitation..

Afin d'appréhender ce risque dans ses comptes, *Risc Group* détermine une provision pour risque de ces rachats techniques sur la base d'une analyse historique de ces rachats.

Au 30 juin 2009, Risc Group estime les taux de rachats constatés sur l'exercice en ligne avec l'activité et le marché du Groupe :

- France	0,62%
- Allemagne	1,4%
- Belgique	0,9%
- Espagne	0,88%
- Suisse	2,5%

Ces rachats restent néanmoins suivis mensuellement et l'analyse historique des rachats est ajustée chaque semestre en fonction des rachats réels constatés.

L'analyse du niveau de la provision constatée au titre des rachats potentiels sur les trois derniers exercices montre le niveau limité et maîtrisé de ce risque:

- au 31/03/07	571 K€
- au 30/06/08	268 K€
- au 30/06/09	239 K€

Risques liés aux évolutions technologiques

S'agissant du pôle *Inbox*, les produits phares que sont le logiciel de sauvegarde « *Backupia* » et la « *Risc Box* » sont constamment maintenus et améliorés par les équipes d'ingénieurs développeurs du Groupe, notamment en s'appuyant sur le partenariat avec IBM et la technologie TSM.

S'agissant du pôle *IT Solutions*, le groupe s'appuie sur son savoir-faire historique de l'infogérance des réseaux et sur son statut d'opérateur télécoms qui lui permet de bénéficier de son propre réseau télécom pour gérer les réseaux de ses clients.

Néanmoins, il peut apparaître sur le marché des logiciels concurrents développés selon d'autres technologies ou des concurrents sur le marché de l'infogérance des services IT et télécom, lesquels pourraient affecter défavorablement le chiffre d'affaires, les résultats et la situation financière du Groupe.

Les équipes techniques de *Risc Group* restent constamment en éveil sur les nouveaux produits du marché en analysant leurs caractéristiques techniques afin d'optimiser les évolutions à venir de la gamme produits du groupe.

Risques liés à la qualité des produits et services

L'évolution technologique constante du marché des services informatiques managés à distance et des produits distribués en mode SaaS (Software as a Service) incite le Groupe à intégrer de nouvelles technologies qui pourraient ultérieurement s'avérer instables et impacter la qualité des produits et services du Groupe.

Le Groupe a mis en place une politique de gestion visant à suivre et, le cas échéant, maîtriser ces risques, toutefois il se peut que certains d'entre eux viennent à se réaliser et avoir un impact défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière et sa capacité à réaliser ses objectifs.

Risques clients et fournisseurs

Sur le pôle *Inbox*, le Groupe n'est soumis ni au risque client ni au risque fournisseur.

Aucun client, ou groupe de clients, ne représente une part significative du chiffre d'affaires (éclaté sur environ 25.000 contrats).

Aucun fournisseur ne représente une charge significative pour le Groupe : le premier fournisseur d'exploitation du pôle représente environ 3% du chiffre d'affaires et 12% des achats et correspond au fournisseur de licences antivirus qui peut être remplacé par un autre partenaire en cas de défaillance ou d'obtention de meilleures conditions d'exploitation. De ce fait, il ne s'agit pas d'un facteur de risque pour le Groupe.

Sur le pôle *IT Solutions*, les risques clients et fournisseurs sont également limités : le premier client représente 7% du chiffre d'affaires alors que les premiers fournisseurs sont France Télécom L SFR (pour les locations de lignes télécoms) et Telecity Redbus (locations de data centers).

Risques liés au logiciel de sauvegarde (Inbox) et à la qualité de service (IT Solutions)

Sur le pôle *Inbox*, pour couvrir le risque potentiel de perte de données de ses clients et l'incapacité de restaurer lesdites données à un instant donné, le groupe a souscrit une police de responsabilité civile spécifique auprès d'AXA.

Les sources du logiciel de sauvegarde « *Backupia* » ont été déposées chez un tiers de confiance, donnant un droit de poursuite d'exploitation aux organismes de leasing en lieu et place de la Société, en cas de défaillance de cette dernière.

Les équipes internes de Recherche et Développement travaillent en permanence sur les futures versions de la *Risc Box* et des logiciels de la gamme *Backupia* pour conserver et améliorer l'actif technologique du Groupe. De même, les équipes de la « *Hot-line* » contribuent à la résolution quotidienne des besoins et des questions des clients dans un souci d'amélioration constante du service client.

Sur le pôle *IT Solutions*, il n'y a aucune obligation de résultat garanti dans les contrats et le seul risque est lié à la non satisfaction du client qui peut entraîner la non reconduction du contrat ou sa rupture anticipée (les engagements moyens sont de 36 mois).

Risques liés au recrutement

Sur le pôle *Inbox*, le modèle économique des filiales *Inbox* repose sur un processus de vente directe qui nécessite des équipes commerciales très efficaces et très motivées pour réaliser les ventes de contrats dans des délais très courts. C'est la raison pour laquelle le système de rémunération des salariés commerciaux du Groupe prévoit une part variable de salaire très importante qui peut entraîner un taux de turn-over des effectifs commerciaux préjudiciable au développement de l'activité.

Le Groupe a en conséquence créé une cellule de recrutement en interne afin de pallier toute baisse non prévue des effectifs ainsi qu'une cellule de formation commerciale au modèle de vente pour accompagner efficacement les nouveaux entrants et s'assurer de leur intégration au sein des équipes.

Concernant le pôle *IT Solutions*, le risque repose davantage sur le recrutement des ingénieurs qui assurent la qualité du service (SLA : Service Level Agreement), gage de la reconduction des contrats et sur le recrutement de commerciaux avant vente essentiels dans le modèle de vente en mode projet pratiqué par le pôle.

10.2 Risques de marché

Risques liés aux fluctuations du taux de change

Le risque de taux de change est très limité en ce qui concerne l'activité du Groupe, dans la mesure où celle-ci s'exerce à plus de 95% sur la zone euro.

Seules les filiales britannique (2,6% du chiffre d'affaires au 30 juin 2009) et suisse (2,1% du chiffre d'affaires au 30 juin 2009) n'agissent pas dans la zone euro.

Risque de liquidité

Au 30 juin 2009, Risc Group dispose d'une trésorerie disponible de 11 millions d'euros pour des dettes à court terme de 0,9 millions d'euros et à plus d'un an de 2,6 millions d'euros.

Le tableau suivant reprend l'ensemble des informations au 30 juin 2009 concernant les risques de liquidité au sein du Groupe :

Caractéristiques des titres émis ou des emprunts contractés	Taux fixe ou variable	Montant global	Reste à rembourser au 30/06/2009	Échéance	Existence ou non de couvertures
<u>A plus d'un an</u>					
Part long terme contrats de location financière	Fixe	849 607	849 607	de juillet 2010 à avril 2012	non
Emprunts et dettes financières LT	Fixe	1 013 016	1 013 016	de juillet 2010 à avril 2012	non
<u>A moins d'un an</u>					
Emprunt bancaire court terme (voir ci-dessus)	Fixe	770 628	770 628	de juillet 2009 à juin 2010	non
Part court terme contrats de location financière	Fixe	761 847	761 847	de juillet 2009 à juin 2010	non
Découvert autorisé	Eonia + 1pts	107 339	107 339	na	
Diverses dettes financières CT	Fixe	11 393	11 393	de juillet 2009 à juin 2010	non
Total		3 513 830	3 513 830		

Il n'existe aucune dette assujettie à des covenants.

Par ailleurs, le découvert d'exploitation n'était pas utilisé au 30 juin 2009 sur une autorisation totale de 1 million d'euros.

Engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous reprennent de manière exhaustive l'ensemble des engagements hors bilan significatifs du Groupe au 30 juin 2009 :

	N	N - 1
Cautions de contre-garantie sur marchés	NA	NA
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	NA	NA
Avals, cautions et garanties données	NA	NA
Autres engagements donnés	NA	NA
TOTAL	NA	NA

Risque de taux d'intérêt

Risc Group est très peu exposé au risque de taux d'intérêt.

La seule ligne d'emprunt basée sur un taux variable est le découvert bancaire de Risc Group qui n'est pas utilisé au 30 juin 2009.

Risque lié au flottant de la Société

Les actionnaires de référence historiques de la Société ayant respectivement cédé leurs participations en juillet 2005 et en février 2006, et les augmentations de capital réalisées en août 2006 et août 2007 n'ayant pas permis de constituer une nouvelle base d'actionnaires de référence, la Société n'est pas contrôlée au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce et son capital est à ce jour quasiment entièrement constitué de flottant. Cette situation est susceptible d'avoir une incidence sur les décisions sociales de la Société ainsi que sur le cours de bourse et les conditions du marché de l'action.

Il sera néanmoins proposé aux actionnaires, lors de la prochaine assemblée générale extraordinaire devant se tenir le 10 décembre 2009 (et le 18 décembre 2009 sur deuxième convocation), de voter en faveur d'une augmentation de capital réservée à un tiers, la société *STS Group SA*, qui pourrait ainsi devenir l'actionnaire de référence de la Société et remédier à cette situation préjudiciable à la Société.

Risque sur actions

Risc Group détient au 30 juin 2009 pour 5,1 M€ de valeurs mobilières de placement, constituées exclusivement de SICAV de trésorerie.

Risc Group détient 21.100 actions propres au 30 juin 2009 pour une valeur de 10 K€.

10.3 Risques juridiques

Faits exceptionnels et litiges

La Société est impliquée dans un certain nombre de litiges généralement liés à ses activités courantes.

Après consultation de ses avocats et conseillers juridiques, la direction de la Société estime qu'il n'existe aucun litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat l'activité et le patrimoine de la Société. Au 30 juin 2009, la provision pour risque sur litiges en cours s'élève à 0,5 M€.

Assurances - Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus par l'émetteur

Le Groupe met en œuvre une politique visant à obtenir une couverture externe d'assurance permettant de prendre en charge les risques qui peuvent être assurés à des taux raisonnables. Le Groupe estime que la nature des risques couverts par ces assurances est conforme à la pratique retenue dans son secteur d'activité.

11 - ACTIONNARIAT

Sur la période le nombre d'actions est passé de 73.209.157 à 74.300.390 par création de 1.091.200 actions nouvelles en juillet 2008 et mars 2009 (fin de la période d'acquisition d'actions gratuites attribuées dans le cadre des plans de juillet 2006 et mars 2007) et création de 33 actions nouvelles suite à la conversion d'obligations convertibles.

	Au 30 juin 2008				Au 30 juin 2009			
	Actions		Droits de vote		Actions		Droits de vote	
Divers nominatifs	5 057 891	6,9%	5 057 891	6,9%	2 740 749	3,7%	2 764 261	3,7%
Fonds > 5%	7 375 323	10,1%	7 375 323	10,1%	4 125 578	5,6%	4 125 578	5,6%
Public	60 775 943	83,0%	60 779 120	83,0%	67 412 963	90,7%	67 412 963	90,7%
autodétention	0	0,0%	0	0,0%	21 100	0,0%	0	0,0%
	73 209 157	100%	73 212 334	100%	74 300 390	100%	74 302 802	100%

Sur l'exercice de 12 mois du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009, la société a reçu une notification de franchissement du seuil des 5% à la baisse de la part de *Fortis investments* le 31 décembre 2008.

Depuis cette date, la société n'a pas reçu de notification de franchissement de seuils.

Il n'existe aucune restriction statutaire à l'exercice des droits de vote (à l'exception des déclarations de franchissements de seuils de 2% et des sanctions attachées en cas de non-déclaration) ou aux transferts d'actions. Il n'existe aucun titre comportant un droit de contrôle spécial.

A la connaissance de la Société, il n'y a aucun pacte d'actionnaires en vigueur.

12 – OPERATIONS DE LA SOCIETE SUR SES PROPRES ACTIONS

L'assemblée générale de la Société du 18 décembre 2008 a autorisé la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions par le Conseil d'administration. Dans le cadre de cette autorisation, la société a publié un descriptif du programme de rachat d'actions le 12 janvier 2009. Par contrat en date du 12 janvier 2009 et pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, la société a confié à Euroland Finance la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI. Pour le fonctionnement de ce contrat, la société a affecté une garantie de 75.000 euros au compte de liquidité. Ce contrat de liquidité a pour objectif principal d'assurer une meilleure gestion de la volatilité quotidienne du titre.

Récapitulatif des opérations effectuées dans le cadre du contrat de liquidité du 12 janvier au 30 juin 2009 :

Nombre d'actions achetées	Nombre d'actions vendues	Cours moyen des achats	Cours moyen des ventes	Montant des frais de négociation
21.100	0	0,46	na	136 € HT

Au 30 juin 2009, la Société détient 21.100 de ses propres actions dans le cadre du contrat de liquidité, soit 0,03% du capital.

Aucun autre objectif du programme de rachat d'actions n'a été utilisé par la Société.

13 – PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS ET D'ACTIONS GRATUITES

13.1 Plans d'options de souscriptions d'actions

Les deux plans d'options de souscription d'actions en vigueur au sein du groupe sont résumés dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°5	Plan n°6
Date d'assemblée	30/09/2004	12/07/2007
Date du conseil d'administration	06/10/2005	13/10/2008
Nbre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	1 450 000*	2 025 000
dont le nbre pouvant être souscrites ou achetées		
- par les mandataires sociaux	850 000*	0
- par les dix premiers salariés attributaires	600 000*	2 025 000
Point de départ d'exercice des options	07/10/2006 07/10/2007 07/10/2008	13/10/2012
Date d'expiration	05/10/2011	13/10/2014
Prix d'exercice	1,0*	0,91
Prix d'exercice ajusté	0,9	na
Nombre d'actions souscrites au 30/06/09	1 262 500*	0
Options de souscriptions annulées sur la période	50 000*	0
Options de souscriptions d'actions restantes	137 499*	2 025 000

* post regroupement par 10 des actions

Aucune option de souscription n'a été exercée au cours de l'exercice.

Le nouveau plan adopté par le conseil d'administration le 13 octobre 2008 concerne 15 managers du groupe, notamment ceux ayant intégré le groupe sur les 15 derniers mois. Les 2.025.000 options attribuées dans le cadre de ce plan seront exerçables à hauteur de 100% à l'expiration d'une durée de 48 mois à compter de la date d'attribution, sous condition de présence.

L'application de la norme IFRS 2 à ces différents plans donne lieu à l'enregistrement d'une charge au compte de résultat consolidé sur la ligne « *rémunération en actions* », qui est calculée sur la base de la juste valeur de l'option et qui est étalée sur les 48 mois de la période de non exercice des options.

Au 30 juin 2009, la charge enregistrée au compte de résultat au *prorata temporis* sur la ligne « *Charges de personnel – rémunérations en actions* » est de 52 K€. Cette écriture est sans effet de trésorerie et compensée par un crédit du même montant passé directement au niveau des capitaux propres consolidés.

13.2 Plans d'actions gratuites

Emission d'actions gratuites

Au titre du plan n°2 du 27 juillet 2006, 783.200 actions nouvelles ont été émises le 27 juillet 2008 (voir **note 1.4**). Ces actions ne peuvent pas être cédées avant une période de détention de 2 ans, expirant le 27 juillet 2010.

Au titre du plan n°3 du 28 mars 2007, 308.000 actions nouvelles ont été émises le 30 mars 2009 (voir **note 1.4**). Ces actions ne peuvent pas être cédées avant une période de détention de 2 ans, expirant le 30 mars 2011.

Attribution d'actions gratuites

Sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire du 12 juillet 2007, le Conseil d'administration a attribué :

- dans sa séance du 27 juillet 2008, 160.000 actions gratuites à deux salariés du Groupe (« Tranche 6 ») ;
- dans sa séance du 13 octobre 2008, 135.000 actions gratuites à 135 salariés du Groupe ayant plus de 1 an d'ancienneté (« Tranche 7 »).

Tous les plans d'actions gratuites du groupe prévoient systématiquement une période d'acquisition de 2 ans sous condition de présence, puis une période complémentaire de détention de 2 ans.

Le résumé des plans en cours figure dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°4	Plan n°5	Plan n°6	Plan n°7
date de l'assemblée générale	12/07/2007	12/07/2007	12/07/2007	12/07/2007
date du conseil d'administration.	08/11/2007	23/04/2008	28/07/2008	13/10/2008
nb d'actions attribuables	110 000	350 000	160 000	135 000
nb de salariés concernés	3	1	2	135
date d'attribution théorique	08/11/2009	23/04/2010	28/07/2010	13/10/2010

L'application de la norme IFRS 2 à ces différents plans donne lieu à l'enregistrement d'une charge au compte de résultat consolidé sur la ligne « *rémunération en actions* », qui est calculée sur la base de la juste valeur de l'action et qui est étalée sur les 2 ans de la durée d'acquisition des plans.

Cette juste valeur est déterminée à partir du cours de l'action aux dates d'attribution, pondérées par une décote pour tenir compte du blocage des actions sur 4 ans et du turn-over.

Au 30 juin 2009, la charge enregistrée au compte de résultat au *prorata temporis* sur la ligne « *Charges de personnel – rémunérations en actions* » est de 457 K€. Cette écriture est sans effet de trésorerie et compensée par un crédit du même montant passé directement au niveau des capitaux propres consolidés.

14 – PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL DE LA SOCIETE

Il n'existe aucun plan d'épargne d'entreprise ou FCPE de salariés au capital de la société.

15 – INFORMATIONS SUR LES MANDATAIRES SOCIAUX

15.1 Conseil d'administration et direction générale

Le conseil d'administration a été présidé sur l'exercice 2008/2009 par Monsieur Loïc Pequignot du 1^{er} juillet 2008 au 18 décembre 2008, et par Monsieur Gérard Guillot depuis lors.

Le conseil d'administration réuni le 18 décembre 2008 a décidé de dissocier les fonctions de Président et de Directeur Général.

Suite à cette décision, Monsieur Loïc Pequignot a démissionné de sa fonction de Président Directeur Général et le conseil d'administration a nommé Monsieur Gérard Guillot Président du conseil d'administration. Monsieur Philippe Weppe a été nommé Directeur Général de *Risc Group* le 12 janvier 2009.

Evènement post-clôture :

Pour conduire à bien le projet d'entrée au capital de *STS Group*, le Conseil d'administration de *Risc Group*, dans sa séance du 21 octobre 2009, a demandé à Monsieur Jean-Pierre Lecou, actuellement administrateur, d'assurer la Direction Générale de la Société pendant cette période de transition.

Monsieur Philippe Weppe a démissionné de ses fonctions de Directeur Général et a été nommé Directeur Général Délégué à la technologie, avec une mission particulière sur l'optimisation des moyens technologiques du groupe.

M. Nicolas Lafon, actuellement directeur financier de la Société, a également été nommé en qualité de Directeur Général Délégué avec une mission particulière sur l'objectif de retour à l'équilibre que s'est fixé le groupe pour l'exercice 2009/2010 (voir **point 8.1**).

PRESIDENT DU CONSEIL	
Gérard Guillot	Nommé le 13 juin 2003 ; son mandat a été renouvelé le 27 septembre 2007 et expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2013.
AUTRES ADMINISTRATEURS	
Jean-Pierre Lecou	Nommé le 18 décembre 1998 ; son mandat a été renouvelé le 29 décembre 2004 et expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2010.
Raymond Sfeir	Nommé le 18 décembre 2006 ; son mandat expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2012.
Pierre Camino	Nommé le 18 décembre 2006 ; son mandat expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2012.

Notes complémentaires :

Monsieur Christophe Chausson a démissionné de son mandat d'administrateur en juillet 2008.

M. David Znaty, coopté administrateur par le Conseil d'administration le 28 juillet 2008, a démissionné de ses fonctions le 18 décembre 2008.

M. Jean-Pierre Coiffé, coopté administrateur par le Conseil d'administration le 12 mars 2009, a démissionné de ses fonctions le 15 mai 2009.

15.2 Rémunération des mandataires sur la période

Mandataires sociaux au cours de l'exercice 2008-2009	Rémunération fixe	Avantage en nature	Rémunération variable	Jetons de présence	Rémunération exceptionnelle
Loïc Pequignot	251.000	-	-	-	520.000
Gérard Guillot	62.108	-	-	10.000-	62.000
Philippe Weppe	89.450	-	40.000	-	-
Jean-Pierre Lecou	-	-	-	10.000-	36.000
Raymond Sfeir	-	-	-	-	-
Pierre Camino	161.000	5.319	25.000-	-	-

Notes complémentaires :

1) Monsieur Loïc Pequignot n'était pas salarié du groupe et a facturé au titre de son mandat social 208 K€ d'honoraires du 1^{er} juillet 2008 au 18 décembre 2008 (incluant les charges sociales) par sa société de management.

Les termes et conditions du départ de Monsieur Loïc Pequignot ont été arrêtés dans le cadre de la conclusion d'un protocole transactionnel avec ce dernier, à savoir :

- résiliation de la convention de gestion journalière conclue entre Risc Security et LMP Management ;
- démission de M. Loïc Pequignot de l'ensemble de ses mandats au sein du groupe ;
- renonciation de M. Loïc Pequignot au paiement de l'indemnité forfaitaire de départ prévue dans le cadre de la convention de gestion journalière (d'un montant équivalent à une année de salaire) ;
- paiement d'une indemnité transactionnelle d'un montant de 420 K€ ;
- signature par M. Loïc Pequignot d'un engagement de non-concurrence et de non débauchage d'une durée de 24 mois sur tout le territoire Français et des états membres de l'Union Européenne moyennant le versement d'une indemnité nette et forfaitaire d'un montant total de 100.K€ versée le 27 février 2009 ; et
- engagement de M. Loïc Pequignot d'assurer la transition avec la nouvelle équipe dirigeante jusqu'au 27 février 2009 moyennant le versement d'une rémunération forfaitaire d'un montant de 43 K€.

2) Monsieur Gérard Guillot a été mandaté par le conseil d'administration en décembre 2007 pour une mission spécifique sur la renégociation des conventions leasers dans le cadre du retraitement de l'IAS 39 (voir **point 2.3**) et a facturé à ce titre une prestation de services de 62 K€ en rémunération de cette mission du 1^{er} juillet 2008 au 30 novembre 2008.

Monsieur Guillot a bénéficié d'une dotation de 10 K€ en jetons de présence pour son mandat d'administrateur et de président du comité d'audit.

Il a par la suite reçu une indemnité mensuelle de 10 K€ pour son mandat de Président du 18 décembre 2008 au 31 mai 2009, qui a été réduite à 6 K€ mensuels à compter du 1^{er} juin 2009.

3) Monsieur Philippe Weppe a été mandaté directeur général de Risc Group par le conseil d'administration du 12 janvier 2009 (voir **point 1.11**) et a été rémunéré à ce titre sur l'exercice du 12 janvier au 30 juin 2009.

4) Monsieur Jean-Pierre Lecou a été mandaté par le conseil d'administration pour une mission d'administrateur délégué de la filiale belge à compter du 1^{er} janvier 2009 et a facturé une prestation de services de 36 K€ au titre de cette mission du 1^{er} janvier au 30 juin 2009.

Il a par ailleurs bénéficié d'une dotation de 10 K€ en jetons de présence pour son mandat d'administrateur et président du comité des rémunérations.

5) Monsieur Raymond Sfeir a renoncé à ses jetons de présence de 10 K€ au titre de l'exercice 2008/2009.

6) Monsieur Pierre Camino, secrétaire général salarié du groupe, a reçu sur l'exercice une rémunération fixe brute de 150 K€ (plus 11 K€ de prime d'ancienneté et 5 K€ d'avantage en nature au titre de la mise à disposition d'un véhicule de société) et 25 K€ de rémunération variable se rapportant à l'exercice 2007/2008. Il a par ailleurs renoncé à sa part de rémunération variable sur l'exercice 2008/2009.

Autres mandats exercés par les mandataires

Les autres mandats exercés par les membres du conseil d'administration sont les suivants :

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	M. Gérard Guillot
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Administrateur (mandat renouvelé par l'AGO du 27 septembre 2007) Président du conseil d'administration depuis le 18 décembre 2008
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	Président Directeur Général de la SA LEGSA – Président de la SAS Jean D'estrée Président de la SA I.S.D Gérant de la SARL GG.consultant
<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	Président du directoire de Risc Group Allemagne Président du conseil d'administration de Risc Group Espagne Président du conseil d'administration de Risc Group Italie Président du conseil d'administration de Risc Group ITS (ex Ornis) Président du conseil d'administration de Risc Group Suisse
<i>Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :</i>	

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	M. Jean-Pierre Lecou
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Administrateur (renouvelé par l'AGO du 29 décembre 2004)
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	Néant
<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	Administrateur délégué de Risc Group Bénélux Administrateur de Risc Group Suisse
<i>Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :</i>	Administrateur de Scorpa, S.A. Administrateur de Inexbee

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	M. Raymond SFEIR
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Administrateur (nommé par l'AGO du 18 décembre 2006)
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	P.D.G. BMACOM S.A.

<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	Néant
<i>Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :</i>	Gérant de 3 Filiales de BMACOM

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	M. Pierre Camino
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Administrateur (nommé par l'AGO du 18 décembre 2006) Secrétaire Général de Risc Group
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	Néant
<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	Administrateur de Risc Group Benelux Membre du conseil de surveillance de Risc Group Allemagne Administrateur de Risc Group Espagne Administrateur de Risc Group IT Solutions (ex Ornis) Administrateur de Risc Group Italie Administrateur de Risc Group ITS UK (ex-Clunk Click) Administrateur de Risc Group UK
<i>Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :</i>	Néant

16 - RAPPEL DES DIVIDENDES ANTERIEUREMENT DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 232 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués par Risc Group sur les trois derniers exercices ont été les suivants :

<u>Exercice</u>	<u>dividende</u>	<u>avoir fiscal</u>	<u>revenu global</u>
30/06/2008	0	0	0
31/03/2007	0	0	0
31/03/2006	0	0	0

17 - TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Vous trouverez ci-dessous le tableau des résultats des 5 derniers exercices.

Nature des indications	31/03/2005	31/03/2006	31/03/2007	30/06/2008	30/06/2009
chiffres en €				15 mois	
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE				voir notes	
capital social	620 298,10	10 195 048,10	18 173 750,50	36 604 578,50	37 150 195,00
nombre d'actions ordinaires existantes	12 405 962	203 900 962	363 475 010	73 209 157	74 300 390
nombre d'actions à dividende prioritaire					
nombre maximal d'actions futures à créer					
par conversion	693 411	693 411	693 384	693 207	0
par exercice de droit de souscription		6 505 000	43 789 346	2 143 000	2 917 499
Opérations & Résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	3 050 047	5 363 734	6 468 621	41 812 441	32 740 806
Résultat avt impôts, part.sal. & dot.amort./prov.	2 806 750	-1 054 080	-1 719 920	2 977 610	-5 706 882
Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0	0
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, part. sal. & dot.amort./prov.	2 468 991	-1 198 194	-1 885 715	1 818 334	-18 972 085
Résultat distribué	0	0	0	0	0
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, part.sal. avt dot.amort./prov.	0,23	-0,01	0,00	0,04	-0,08
Résultat après impôts, part.sal. & dot.amort.& prov.	0,20	-0,01	-0,01	0,02	-0,26
Dividende attribué à chaque action NET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pdt l'exercice	26	23	23	265	266
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 781 869	1 592 455	1 550 493	14 392 335	11 743 666
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	636 189	598 248	630 064	5 958 026	4 615 906

Notes :

- 1) Risc Group a absorbé sa filiale Risc Security France (activité *Inbox*) au 1er avril 2007 ;
- 2) L'exercice 2007/2008 a eu une durée exceptionnelle de 15 mois

18 - TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS EN COURS

Les autorisations financières qui avaient été octroyées par l'assemblée générale extraordinaire du 12 juillet 2007 sont toutes venues à expiration en septembre 2009.

Au cours de l'exercice 2008/2009, les seules autorisations financières utilisées ont été celles relatives aux attributions d'actions gratuites et aux stock-options, telles que décrites au **point 13** ci-dessus.

19 – INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

De par sa nature, l'activité du Groupe n'a pas de conséquence sur l'environnement.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

RISC GROUP
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 37.150.195 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT DU PRESIDENT SUR LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET SUR L'ORGANISATION DU CONTROLE INTERNE</p>
--

En application de l'article L.225-37 du Code de Commerce, le présent rapport, joint au rapport de gestion et institué par la loi de sécurité financière a été établi à l'effet de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration de la société, ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place dans le groupe.

1 – Le Conseil d'administration

1.1 Composition du Conseil d'Administration au 20 octobre 2009

Au 20 octobre 2009, le conseil d'administration est composé du Président du groupe, M. Gérard Guillot, et de trois administrateurs.

- M. Jean Pierre Lecou,
- M. Raymond Sfeir,
- M. Pierre Camino.

M. Guillot a été Président du conseil d'administration de *Risc Group* du 24 février 2005 au 27 avril 2006, date à laquelle M. Pequignot a été nommé Président Directeur Général, mandat qu'il a honoré jusqu'au 18 décembre 2008.

M. Guillot a conservé son mandat d'administrateur et a été nommé Président d'honneur de *Risc Group*. Son mandat d'administrateur a été renouvelé par l'assemblée générale du 27 septembre 2007. Le conseil d'administration a nommé Monsieur Guillot Président du conseil le 18 décembre 2008, suite à la décision du conseil de dissocier les fonctions de Président et de Directeur Général et au départ de Monsieur Pequignot découlant de cette décision.

Le mandat d'administrateur de M. Guillot a été renouvelé par l'assemblée générale du 27 septembre 2007.

Le mandat d'administrateur de M. Lecou a été renouvelé par l'assemblée générale du 29 décembre 2004.

MM. Sfeir et Camino ont été nommés administrateurs par l'assemblée générale du 18 décembre 2006.

M. Znaty coopté le 28 juillet 2008 a démissionné le 17 décembre 2008.

M. Coiffé, coopté le 12 mars 2009 a démissionné le 27 mai 2009.

M. Lecou a été administrateur indépendant jusqu'au 31 décembre 2008. Il est administrateur délégué de la filiale *Risc Group Belgique* depuis début 2009.

M. Sfeir est administrateur indépendants et non salarié de *Risc Group*.

M. Camino est le Secrétaire Général du groupe, salarié de *Risc Group*.

Un administrateur est réputé indépendant s'il n'exerce pas de fonction de direction dans la société ou une société de son groupe, et est dépourvu de lien d'intérêt particulier (comme actionnaire, salarié, client ou autre) avec celle-ci qui puisse raisonnablement compromettre l'exercice de sa liberté de jugement.

En conséquence, l'administrateur indépendant ne doit pas être :

- (i) un salarié, le président ou le directeur général de la société ou d'une société de son groupe.
- (ii) un actionnaire de la société ou d'une société de son groupe ni une personne ayant un lien d'intérêt significatif particulier avec un actionnaire détenant plus de deux pour cent (2%) du capital de la société,
- (iii) lié de quelque manière que ce soit à un partenaire commercial significatif et habituel de la société ou des sociétés de son groupe.

1.2 Rôle du conseil d'administration

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utile.

1.3 Evolution du conseil d'administration sur les deux derniers exercices

Du 1^{er} avril 2005 au 27 avril 2006, le conseil d'administration a été présidé par M. Gérard Guillot, qui avait pris la Présidence de *Risc Group* le 24 février 2005, suite à la démission de M. Patrick de Roquemaurel. M. Guillot était jusqu'à cette date et depuis juin 2003 administrateur indépendant de *Risc Group*.

Les administrateurs ont été les suivants du 1^{er} avril 2005 au 27 avril 2006 :

- M. Jean-Pierre Lecou,
- Verlinvest, représenté par M. Frédéric de Mévius,
- M. Jacques Reboul.

Le 27 avril 2006, la société *Verlinvest*, représentée par Monsieur de Mévius, a démissionné de son mandat d'administrateur et le conseil d'administration a coopté Monsieur Loïc Pequignot, Directeur Général de *Risc Group* et PDG de *Risc Security France* depuis le 11 mai 2005.

Le 27 avril 2006, M. Gérard Guillot a démissionné de son mandat de Président tout en conservant son mandat d'administrateur et le conseil d'administration a nommé M. Loïc Pequignot Président Directeur Général de *Risc Group*.

M. Jacques Reboul est décédé en mai 2007.

Le 18 décembre 2006, sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale a nommé quatre nouveaux administrateurs :

- M. Raymond Sfeir,
- M. Christophe Chausson,
- M. Fabrice de Saint Sauveur
- M. Pierre Camino.

MM. Sfeir, Chausson et de Saint-Sauveur en tant qu'administrateurs indépendants, M. Camino étant à cette date, le secrétaire général salarié du groupe.

MM. de Saint Sauveur et Chausson ont démissionné de leur mandat respectivement en janvier 2008 et juillet 2008.

M. David Znaty a été coopté en remplacement de M. de Saint Sauveur par le conseil d'administration du 28 juillet 2008 et a démissionné le 17 décembre 2008.

1.4 Organisation du conseil d'administration

a) Mode d'organisation de la direction générale

Du 27 avril 2006 au 18 décembre 2008, les fonctions de Président et de Direction Générale ont été regroupées et M. Loïc Pequignot a été Président directeur général de *Risc Group* sur cette période.

Le 18 décembre 2008, le conseil a décidé de dissocier les fonctions de Président et de direction générale et a nommé M. Gérard Guillot Président du conseil et M. Pequignot Directeur Général pour une période déterminée du 18 décembre 2008 au 28 février 2009.

Le conseil d'administration du 18 décembre 2008 a décidé d'une rémunération mensuelle de 10 K€ pour le mandat du Président. Le conseil d'administration du 27 mai 2009 a réduit cette rémunération mensuelle à 6 K€ à compter du mois de juin 2009.

Le 12 janvier 2009, le conseil d'administration a nommé Monsieur Philippe Weppe directeur général de la société en remplacement de M. Pequignot ; lequel a accompli une mission de transition avec M. Weppe jusqu'au 28 février 2009.

Le conseil d'administration du 12 janvier 2009 a décidé d'une rémunération mensuelle fixe de 15 K€ pour le mandat du directeur général, et d'une rémunération variable de 40 K€ garantis sur le semestre janvier 2009-juin 2009. La rémunération variable sur l'exercice 2009-2010 est prévue à hauteur de 80 K€ payables par semestre à objectifs atteints sur la base du budget 2009-2010.

b) Vote et décisions

La majorité qualifiée des 3/4 au sein du conseil d'administration est requise pour les décisions importantes, à savoir :

- toute décision relative à toute modification, immédiate ou à terme, du capital social et toute décision relevant de l'assemblée générale extraordinaire,
- tout endettement, investissement ou désinvestissement supérieur, en une ou plusieurs fois sur douze (12) mois, à dix (10) pour cent de la capitalisation boursière de *Risc Group* au jour de la prise de décision du conseil d'administration, le consentement de toute sûreté sur les actifs de *Risc Group* ainsi que les avals, cautions et garanties non prévus au budget annuel,
- toute décision de retrait de la cotation des actions de *Risc Group*, toute décision de coter les actions sur un autre marché réglementé. Il est également prévu de faire application des mêmes dispositions par le conseil d'administration en ce qui concerne la prise de décisions concernant les filiales de *Risc Group*.

Un règlement intérieur a été adopté par le conseil d'administration du 25 octobre 2006.

c) Comités spécifiques

Trois comités spécifiques ont été mis en place au sein du conseil d'administration.

Comité d'Audit

Les membres du comité d'audit sont nommés par le conseil d'administration.

Le Comité d'Audit a pour mission d'apporter son assistance au Conseil d'Administration dans sa mission de contrôle permanent de la gestion de la société telle que prévue par la loi et les statuts de la société, et le cas échéant un devoir d'alerte en cas d'irrégularité ou d'anomalie identifiées dans les états financiers ou les procédures de contrôle de la Société. Le Comité d'Audit assiste le Président du Conseil d'Administration pour la rédaction du rapport sur le contrôle interne et les travaux du Conseil.

Dans ce cadre, le Comité d'Audit examine les états financiers annuels et semestriels du groupe tels que présentés par la direction avant qu'ils ne soient soumis au Conseil d'Administration.

A ce titre, le Comité d'Audit entend les commissaires aux comptes et reçoit communication de leurs travaux d'analyses et de leurs conclusions.

Le Comité d'Audit est associé aux propositions de nomination et de remplacement des commissaires aux comptes de la société et de ses filiales sur lesquelles il formule un avis.

M. Guillot a été Président du comité d'audit du 25 octobre 2006 au 1er juillet 2009, date à laquelle il a été remplacé par M. Lecou.

Comité des Rémunérations et des Nominations

Le Comité des Rémunérations et Nominations a pour mission :

- de proposer le mode et le montant de la rémunération du Président, du Directeur Général, des éventuels Directeurs Généraux Délégués et des membres du Comité de Direction, et, à ce titre, de proposer les critères qualitatifs et quantitatifs de détermination de la partie variable de cette rémunération,
- de proposer les éléments de rémunération, les indemnités ou les avantages dus au Président, au Directeur Général ou aux Directeurs Généraux Délégués lors de la cessation de leur fonction ou postérieurement à celle-ci,
- d'apprécier l'ensemble des rémunérations et des avantages en nature dont bénéficient les dirigeants et mandataires sociaux, en particulier le montant et l'allocation des jetons de présence,
- d'apprécier l'ensemble des systèmes de rémunérations et des avantages en nature appliqués au sein du groupe par catégorie de salariés, et notamment le mode de rémunération des équipes commerciales,
- de procéder à l'examen des projets de plan d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'actions gratuites consentis aux salariés et aux dirigeants du Groupe afin de permettre au Conseil d'Administration de fixer le nombre global et/ou individuel d'options de souscription attribuable, ainsi que les conditions et modalités d'attribution, et plus généralement, d'examiner tous les projets d'actionnariat salarié dont la mise en place est envisagée au sein de la Société ou du Groupe,
- d'examiner les candidatures aux organes de direction et de contrôle et au Conseil d'Administration en qualité d'administrateur ou de censeur au regard de leur expérience de la vie des affaires, de leur compétence et de leur représentativité économique, sociale et culturelle,
- de veiller à ce que le Conseil d'Administration comprenne toujours un nombre suffisant d'administrateurs indépendants.

M. de Saint Sauveur a présidé ce comité du 14 février 2007 au 15 janvier 2008. Il a été remplacé à ce poste par M. Lecou du 26 mars 2008 au 1^{er} juillet 2009. M. Guillot, Président du conseil d'administration, assume la présidence du comité des rémunérations depuis le 1^{er} juillet 2009.

Comité stratégique

Le Comité Stratégique est chargé de proposer et de veiller à la mise en œuvre des décisions stratégiques du Groupe, en particulier dans le cadre de la politique de développement mise en œuvre par le Groupe et de sa stratégie de croissance externe.

Ce Comité est dit Comité Stratégique et d'Acquisitions.

Le Comité Stratégique a ainsi pour attributions :

- d'examiner les projets de nouveaux investissements en France ou à l'étranger ou de développement des implantations existantes ainsi que tout projet de cession d'actifs ou de participations afin de permettre au Conseil d'Administration de donner les autorisations nécessaires,
- d'effectuer périodiquement un suivi des investissements réalisés et de procéder à toute étude ou toute mission appropriée,
- d'examiner les propositions de prises de participation éventuelles dans le capital de Risc Group, formulées par des investisseurs financiers ou par des groupes industriels, notamment dans le cadre de rapprochement d'activités.

A cet effet, le Comité Stratégique dispose, en relation avec le Président, ou le Directeur Général, de la collaboration des directions fonctionnelles et opérationnelles du Groupe.

Il peut également faire appel, sur autorisation du Conseil d'Administration, à tout conseil ou expert extérieur.

Le Comité rend compte périodiquement au Conseil d'Administration de ses travaux, études et recommandations, à charge pour le Conseil d'apprécier souverainement les suites qu'il entend y donner.

Le Comité se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son Président, lequel a la possibilité d'organiser toute réunion supplémentaire si les circonstances le nécessitent.

Un nouveau comité stratégique a été mis en place en juin 2008, incluant M. Sfeir ainsi que des cadres du groupe et des personnalités extérieures à la société :

Monsieur Pierre Lasbordes, député, Président du Comité Stratégique :

Il est l'auteur du rapport remis en 2006 au Premier ministre dressant un état des lieux de la façon dont notre pays assure la sensibilisation des acteurs à la sécurité des systèmes d'information au travers de six recommandations qui correspondent à une double ambition : renforcer la posture stratégique de l'Etat en matière de TIC et de SSI et assurer la mise en œuvre opérationnelle des politiques et des décisions de l'Etat en matière de SSI.

Monsieur Olivier Midière :

En 2007, il a créé le Club de l'Economie Numérique afin d'offrir un cadre de collaboration performant et audacieux encourageant les partenariats et les coopérations entre les acteurs du marché IT et les réseaux d'appui institutionnels, tant au niveau national, que régional ou local.

Monsieur Christian Giacomini :

En 1988, il rejoint l'agence RUMEUR PUBLIQUE dès sa création où il occupe tout d'abord la fonction de business development, puis se tourne rapidement vers la partie opérationnelle des Relations de Presse.

Spécialiste des technologies et des marchés émergents, il a notamment contribué à la notoriété en France de sociétés comme BEA Systems, EMC2, Cognos, Apple, ou Business Objects,

Monsieur Philippe Weppe :

M. Weppe est le directeur général de Risc Group depuis le 12 janvier 2009.

Monsieur Joachim Serrahima :

M. Serrahima est le Country Manager de la filiale espagnole Risc Group depuis son lancement en 2007. Fort de sa double formation technico commerciale et du succès affiché par la filiale, il apporte au comité stratégique ses qualités de pragmatisme et sa connaissance du terrain.

d) Procédure d'adoption du budget

Au plus tard un mois après le début de l'exercice en cours, le conseil d'administration reçoit de la direction de la Société et étudie les principales orientations budgétaires de la Société pour l'exercice suivant concernant les objectifs de croissance des ventes, de résultat opérationnel, et d'effort de recherche et développement.

Cette étude sert de base à l'établissement par la direction de la Société du budget annuel détaillé de la Société, avec des objectifs définis pour chaque trimestre, qui est présenté à la réunion suivante du conseil d'administration.

Dans le mois suivant la fin de chaque trimestre, la direction de la Société présente au conseil d'administration les réalisations et écarts par rapport au budget initial et, le cas échéant, propose les mesures correctives permettant de s'assurer au mieux de la réalisation du budget.

e) Communication financière

Le conseil d'administration détermine les grandes options en matière de communication financière ainsi que le choix des intervenants extérieurs à la Société.

1.5 Fonctionnement du conseil d'administration sur la période

Sur les 12 mois du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009, le conseil d'administration s'est réuni 10 fois :

- pour arrêter les comptes annuels et semestriels, examiner les budgets et décider de l'orientation stratégique du groupe ;
- pour examiner des projets de croissance externe ou de rapprochement ;
- pour créer et émettre les actions issues de l'application des plans d'actions gratuites de juillet 2006 et de mars 2007 ;
- pour lancer la convocation de l'AGO du 18 décembre 2008 ;
- pour dissocier les fonctions de Président et de Direction Générale ;
- pour nommer un nouveau directeur général ;
- pour donner mandat à sa banque conseil sur le projet de recherche d'un actionnaire de référence ;
- pour examiner l'évolution de l'activité du groupe et son organisation ;
- pour examiner le projet de budget 2008/2009 ;
- pour analyser l'actionnariat du groupe.

2 – Le Contrôle interne et le système de reporting dans le groupe

2.1 Organisation & périmètre du groupe

L'activité du groupe, concentrée sur les Services de Management de la Sécurité (« MSS ») sur le secteur des TPE au cours de l'exercice précédent, a évolué sur la période vers le concept de GMSP (*Global Managed Services Provider*), soit l'interlocuteur unique des TPE/PME pour leur informatique, leur sécurité et leur télécoms.

Cette orientation stratégique s'est confirmée avec le rachat de plusieurs sociétés ou groupe sur l'exercice précédent de 15 mois clos au 30 juin 2008:

- *Backup Avenue (BUA)*, pour renforcer le positionnement de leader du groupe sur la sauvegarde au niveau du secteur des Grands comptes ;
- *Itemos*, pour renforcer le positionnement du groupe sur la sauvegarde au niveau du secteur TPE en mode de vente indirecte ;
- *Ornis*, (rebaptisée *Risc Group IT Solutions*) pour élargir sa gamme de produits avec une nouvelle offre de service d'infogérance des réseaux et de téléphonie sur internet (ToIP).

Le groupe a depuis sectorisé son activité sous deux pôles :

- le pôle *TPE* qui regroupe l'activité historique de vente directe de backup aux TPE en France et à l'étranger, ainsi que l'activité de vente indirecte via *BESDI* et *Itemos*;
- le pôle *PME*, qui regroupe les nouvelles acquisitions *BUA* et *Ornis* sur les ventes de services aux PME / Grands Comptes,

en accompagnant cette sectorisation d'une nouvelle stratégie de marques :

- *Risc Group Inbox* pour le secteur TPE-PME qui s'adresse aux sociétés de 5 à 100 postes,
- *Risc Group IT Solutions* pour le secteur PME-Grands Comptes qui s'adresse aux sociétés de 100 à 1.000 postes.

Sur le secteur *Inbox*, ont été créées deux nouvelles filiales en croissance organique sur la période

- en Italie sous le modèle *Inbox* historique en « réactivant » la filiale historique du groupe à Milan ;
- en Angleterre, en ouvrant *Risc Group Inbox UK*.

2.2 Objectifs du contrôle interne

Les procédures de contrôle interne mises en place au sein du groupe visent à atteindre avec une assurance raisonnable les mêmes objectifs :

- réalité et optimisation des opérations,
- fiabilité des opérations financières et conformité aux lois et réglementations en vigueur,
- sauvegarde des actifs.

Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant pas garantir de façon certaine et absolue l'élimination de tous les risques.

Il faut souligner que ces procédures ne sont pas uniquement l'affaire du conseil d'administration ou des comités de direction mais de l'ensemble des membres du personnel.

2.3 Description de l'activité *Risc Group Inbox*

a) Organisation de l'activité *Inbox* et modèle économique :

Pour adresser le marché européen des TPE-PME, le pôle *Inbox* est organisé autour de sa société mère en France et de six filiales opérationnelles :

- *Risc Group*, qui a absorbé sa filiale française *Risc Security SA* le 1er avril 2007, est la société mère du groupe et couvre le territoire français via 14 établissements ou agences commerciales,

- *Risc Group* Allemagne avec quatre agences à Francfort, Hambourg, Stuttgart et Düsseldorf ;
- *Risc Group* Belgique avec trois agences basée à Bruxelles, Anvers et Gand ;
- *Risc Group* Espagne avec quatre agences à Barcelone, Madrid, Valence et Saragosse ;
- *Risc Group* Suisse pour la Suisse avec une agence à Genève ;
- *Risc Group* Italie SRL pour l'Italie avec une agence à Milan ;
- *Risc Group* UK avec une agence à Manchester.

Risc Group détient les titres des filiales européennes à 100% (sauf l'Allemagne qui est détenue à 98%).

Les différentes filiales et agences commerciales ont un marché qu'elles adressent directement au moyen de leur force de vente. Les clients sont déclarés ensuite en France sur les plateformes de sauvegarde (situées à Courbevoie et à Aubervilliers chez des sous traitant spécialisés) par le service d'intégration qui planifie et organise le service de sauvegarde automatique.

Risc Group dispose d'un service de recherche et développement d'une dizaine de collaborateurs, basés à Lyon et à Paris. Leurs travaux consistent à faire évoluer les produits phares de télé-sauvegarde du groupe : « Backupia » et la « Risc Box », mais aussi à maintenir la base de données qui permet d'administrer tous les contrats actifs du groupe en Europe (« Back Office ») et le CRM (Gestion des Relations Clients) qui a été mis en place en juin 2007.

L'objectif est d'avoir :

- un outil de sauvegarde toujours adapté aux demandes du marché, avec notamment la dernière version « Backupia Evolution » lancée en octobre 2006 en partenariat avec IBM et maintenant intégrée dans la dernière version de la Risc Box,
- un outil de gestion permettant un suivi performant des contrats et une optimisation de la relation et du suivi client.

De la même manière, *Risc Group* dispose d'un service de « hot line » basé à Orléans et composé de 28 collaborateurs dont la mission est d'être l'interface entre le client et les compétences techniques ou commerciales pour toute question sur le produit distribué (télé-sauvegarde, anti-virus, firewall ou anti-spam).

La particularité du modèle de vente *Inbox* réside dans le fait que le client s'engage sur un contrat de 4 ou 5 ans, une partie du contrat couvrant le droit d'utilisation du logiciel et ses potentiels de services (94%) l'autre partie couvrant la maintenance (6%).

Les partenaires financiers (organismes de leasing) du groupe assurent pour le compte de *Risc Group* et de ses filiales, les prélèvements mensuels, le recouvrement et le préfinancement de ces contrats.

L'intérêt économique du modèle prend tout son sens une fois les 4 ou 5 premières années écoulées.

En effet, après la date anniversaire du contrat initial, la période de renouvellement permettra de récupérer la relation contractuelle avec le client final avec un coût d'acquisition commercial réduit, de renouveler ce contrat pour une nouvelle période, améliorant d'autant la rentabilité unitaire par client.

C'est la clé du modèle économique *Inbox*.

Au 30 juin 2009, le modèle *Risc Security* ou « TPE » génère 63% du chiffre d'affaires du groupe.

b) Organisation de l'activité Inbox indirect (BESDI) et modèle économique :

BESDI, société acquise le 28 septembre 2006 et *Itemos* acquise en juillet 2007, ont un modèle économique proche de celui développé par *Inbox* mais avec un système de vente indirecte, travaillant à partir d'un réseau d'agents commerciaux.

Ce modèle présente l'avantage d'avoir moins de coûts fixes, les agents commerciaux n'étant rémunérés que sur les ventes effectivement réalisées.

Au 30 juin 2009, le modèle *BESDI* génère 3% du chiffre d'affaires du groupe.

c) Organisation de l'activité *IT Solutions* et modèle économique :

Ce secteur intégré au sein de Risc Group en juillet et septembre 2007 développe une activité de services purs, facturés au fil de l'eau sur la durée des contrats (36 mois en moyenne).

Il présente à ce niveau un atout majeur en termes de récurrence d'activité, chaque nouveau contrat signé venant « s'empiler » sur les autres et apporter sa contribution marginale au résultat.

d) Evaluation des risques

Le principal risque de l'activité *Inbox* est lié à son montage économique et financier.

En effet, la relation avec le leaser est au cœur de l'équilibre de l'ensemble, surtout lors des quatre premières années de la société. Le refus éventuel du scoring client et les rachats de contrats aux leasers sont des composantes majeures de l'équilibre financier du modèle.

La gestion de la relation avec le leaser, se traduisant par le traitement opérationnel des éventuels rachats de contrats est animée par le service de relation clientèle au sein du département Administration des Ventes (AdV), localisé au siège à Boulogne, avec des antennes opérationnelles locales dans chaque filiale.

Le suivi des rachats de contrats clients auprès des leasers et les litiges éventuels pouvant en découler avec le client final demeuraient historiquement le risque essentiel de l'activité, au-delà du simple risque technique avant la négociation de nouvelles conventions (voir **point 1.1** du rapport de gestion). Ce risque de rachat est matérialisé par une provision statistique servant à appréhender les rachats futurs, comptabilisée au passif du bilan en avoirs à établir

Les différents risques encourus par *Inbox* sont, dès identification, portés à la connaissance du comité de direction pour actions.

L'acquisition des sociétés *Ornis et BUA en France, Clunk Clicken* Angleterre apporte un équilibre dans les modèles économiques du groupe : ces sociétés développent une activité de service pur avec un chiffre d'affaires comptabilisé au fil de l'eau. Ce modèle économique non financé et fondé sur des revenus récurrents représentera à terme 50 % de l'activité du groupe et viendra équilibrer le modèle de vente plus agressif du secteur *Inbox*. Le risque principal sur ce modèle est l'adéquation des charges fixes de production et du « point mort » avec le chiffre d'affaires. *Ornis et BUA* ont dépassé ce point d'inflexion depuis plus de 24 mois.

e) Procédures

e1) Le risque de rachat de contrat est encadré par une procédure interne opérante qui a été formalisée sur l'exercice 2005-2006 avec la refonte complète du service administration des ventes et son rapatriement au siège sous la direction financière. La même organisation et les mêmes procédures de contrôle ont été mises en place dans les filiales belge et allemande sous la responsabilité du service Administration des Ventes France (AdV). Une analyse mensuelle des rachats approuvés est documentée servant de base à l'approche statistique revue semestriellement. Le niveau de cette provision a diminué exercice après exercice pour atteindre au 30 juin 2009 un montant non significatif, inférieur à 200 K€.

e2) Les litiges clients déclarés et provisionnés au passif du bilan sont depuis octobre 2004 gérés par un service interne de précontentieux, qui suit les différents litiges historiques avec les avocats du groupe.

Tous les nouveaux contentieux sont gérés en amont conjointement par le service précontentieux, le service AdV et la hot line, avec comme objectif de solutionner les problèmes soulevés ou de transiger avec le client en cas de réelle incapacité à honorer le contrat.

Un suivi mensuel des litiges est assuré entre le service juridique et la comptabilité avec un reporting à la direction.

Le nombre de litiges traités a été significativement réduit depuis quatre ans (moins de trente litiges déclarés au 30 juin 2009).

e3) Le service AdV est en charge de la facturation des contrats et s'assure que chaque « production » mensuelle est entièrement recouvrée avant la fin du mois suivant afin d'optimiser la trésorerie.

e4) Les dépenses sont validées au moyen de demandes d'engagement de dépenses (ou DED) et suivent un flux interne demandeur et responsable du demandeur. Au final, la direction financière s'assure de la pertinence de la demande, vérifie sa budgétisation préalable et sur la bonne période. Le système retenu est donc la gestion des dépenses par engagement.

e5) La procédure de note de frais mise en place en 2004-2005 est révisée et actualisée annuellement pour mise à jour des bases de remboursement et dupliquée sur toutes les sociétés du groupe.

e6) L'arrêté des comptes est mensuel et répond au principe de la remontée des comptes au moyen d'outils de gestion classiques et standards. Des réunions de pré-clôture avec les différents acteurs ont lieu régulièrement afin de définir un calendrier commun. Le comité exécutif examine mensuellement les reportings avec une analyse du réalisé par rapport au budget.

e7) Toutes les sociétés acquises sur la période passent dès leur intégration sur le système de reporting mensuel du groupe décrit au point précédent et sont spécifiquement supervisés par un des contrôleurs de gestion de Risc Group. De même, toutes les comptabilités et les gestions de trésorerie sont rapatriées sur le service comptable au siège du groupe.

f) Point sur les réalisations 2008-2009

f1) La baisse continue des rachats depuis 2005 a permis de renégocier les contrats avec les leasers en confirmant avec effet rétroactif sur l'ensemble du parc la notion de transfert du risque financier. Le leaser supporte donc l'intégralité du risque client, sauf évidemment si le rachat résulte d'un problème technique clairement identifié sur la technologie de Risc Group.

Ces nouvelles conventions sont essentielles également dans le cadre de l'application de la norme IAS 39 sur le bilan consolidé (voir **point 1.1 du rapport de gestion**).

f2) La provision pour litiges clients continue d'être bien maîtrisée sur l'exercice 2008/2009 suite à la procédure précontentieuse mise en place depuis 2005. Le choix de la négociation en amont du contentieux client combiné à l'effet du caractère éprouvé de la licence TSM font que sur l'exercice clos au 30 juin 2009, le montant des litiges provisionné sur la période est limité à 183 K€.

f3) Une procédure d'analyse et de préparation des contrats en fin de premier cycle et à reconduire a été établie en France sur l'exercice précédent afin d'optimiser le taux de reconduction et le chiffre d'affaires associé. Cette procédure, basée sur un système d'extraction appliqué sur la base de contrats du groupe, a été reconduite sur l'exercice au 30 juin 2009 et élargie aux périmètres belge et allemand. Le contrôle du taux de rachat se fait a posteriori et a conduit le management à redéfinir un taux cible de 35 % à atteindre progressivement par palier.

f4) Dans le cadre des procédures d'optimisation des coûts administratifs, une révision complète de la gestion des frais généraux et notamment de la flotte automobile est en cours. Une mission déployée par un cabinet extérieur réputé a analysé en détails toutes les familles d'achat et a affiché une économie brute d'environ 300 K€. Cette approche a été étendue à la partie fiscale avec un autre cabinet afin de s'assurer de l'optimisation des approches sur le Crédit Impôt Recherche (CIR) ainsi que sur la Taxe Professionnelle.

f5) L'automatisation de la production des reportings mensuels sur Sage via un générateur d'état et/ou en gestion avancée, prévue l'an passé, a été mise en place partiellement sous Sage et totalement sur Excel. Ce nouvel applicatif nous permet ainsi de transférer le temps de production des états en question en analyse et mise en place de mesures de correction.

Par contre, l'établissement de la consolidation automatique a été suspendu en raison des mouvements très importants enregistrés sur le périmètre au cours de cet exercice. Une réorganisation juridico fiscale préalable en cours de réflexion est nécessaire avant de relancer ce projet.

f6) Il a été mis en place un système de compte de résultats par centre de profits (agences commerciales) afin de sensibiliser les directeurs d'agence. La présentation de ces résultats est faite lors de réunions mensuelles avec les DA/DR (effectif depuis janvier 2007). Cette procédure a été étendue à l'Espagne et à la Belgique cette année.

f7) Une automatisation de la production mensuelle des KPIs (« Key Performance Indicator ») suivis par la Direction est également en projet afin de déclencher un alignement stratégique et une émulation au sein de l'entreprise étendue sur les sociétés acquises en cours d'exercice et adaptés à leur business model (en particulier les business model aux revenus récurrents comme *Ornis & BUA*.)

f8) Il a été mis en place un logiciel de contrôle du revenu lié à la maintenance, afin de contrôler l'exhaustivité des revenus reversés par les leasers mensuellement.

g) Plans de progrès 2009-2010

g1) L'optimisation du logiciel interne de gestion des contrats reste un des objectifs de l'exercice 2008-2009, toujours dans un souci d'automatisation de sortie automatique et fiable des indicateurs de performance du groupe. Un des objectifs est notamment de faire passer les bases des sociétés acquises sous ce logiciel, dans l'attente d'une refonte complète du système d'information du groupe.

A cet effet, un DSI (directeur du système d'information a été embauché en août 2009).

g2) De même, une étude des systèmes de facturation a été lancée afin de déterminer un ou deux produits de référence au sein du groupe en fonction des cahiers des charges des différents modèles économiques ;

g3) La finalisation du paramétrage sous Sage afin d'obtenir une interface linéaire entre le module comptable et le module reporting est prévue sur l'exercice 2008-2009. La finalisation de l'outil de consolidation sera effectuée une fois l'architecture juridico fiscale du groupe établie clairement, la consolidation des états ne souffrant d'aucune modification de périmètre en cours d'année.

g4) Le déploiement d'une nouvelle architecture analytique a été réalisé en 2007/2008 sur Risc Group et ses filiales. Cette architecture analytique du groupe entièrement redéfinie en cours d'année doit être déployée sur les acquisitions. Sur l'exercice 2009-2010, l'objectif est d'étendre cette architecture sur *Ornis* et *BUA* ;

g5) Le déploiement de nouveaux outils de système d'information va être lancé afin d'optimiser la productivité comptable mais aussi d'automatiser les tableaux de bord établis manuellement (ADV, paie, NDF avec Nautilus, Gesco pour la gestion des stocks sur *Ornis*, interfaçage « maison » de la saisie des règlements dans le BO et Sage....) ;

g6) Avec la nouvelle stratégie du groupe axée autour de la Risc Box la gestion des stocks physiques de serveurs va devenir un enjeu important. A cet effet, un auditeur interne a commencé en 2008/2009 la mise en place d'une gestion de stocks intégrée et sur l'exercice 2009-2010 l'objectif sera de terminer ce chantier avec une automatisation du cahier des charges ;

g7) Plus généralement, un programme d'audit interne mensuel « standard » est en cours de déploiement sur les filiales étrangères afin d'harmoniser ou de justifier les process locaux. Un contrôleur de gestion dédié aux filiales étrangères fait régulièrement le tour des filiales avec un programme de travail standard ;

g8) Sur *Ornis*, des process particuliers de contrôle ont été jugés nécessaires et seront mis en place sur le premier semestre 2009/2010 avec la mise en place d'un process de contrôle industriel sur le contrôle des coûts des boucles locales pour les réseaux, et l'automatisation de la facturation mensuelle et uniformisation des sources d'accès.

g9) Un suivi de trésorerie mensuel et éclaté par entité va venir compléter le suivi de trésorerie consolidé actuel.

2.4 Budgets et organisation du reporting

La procédure budgétaire 2009-2010 a été conduite en juin et juillet 2009 avec les principaux acteurs opérationnels du groupe et la direction générale a émis les hypothèses multi-pays de reconnaissance du revenu et validé les charges associées.

Le budget consolidé du groupe pour 2009/2010 a été présenté en séance du conseil d'administration le 1er juillet 2009.

La déclinaison du processus budgétaire a conduit à mettre en place un reporting mensuel adapté mettant en évidence d'une manière classique les résultats de l'année dernière au regard du réel du mois et du budget.

Le contrôle budgétaire associé permet de produire une analyse pertinente pour réagir et corriger si besoin, et confirmer l'atteinte des objectifs opérationnels. Les éventuels écarts entre filiales identifiés lors du rapprochement des comptes réciproques sont ajustés mensuellement.

Les délais de production du reporting mensuel multi-pays sont fixés à une sortie au 20 du mois suivant. Le reporting est constitué d'un package financier comportant le compte de résultat, le bilan et un état de flux de trésorerie sur la période.

En parallèle, toutes les filiales émettent un état de trésorerie quotidien pour la France et hebdomadaire pour les filiales étrangères.

Une fois le reporting finalisé dans la construction technique, une présentation formelle a lieu mensuellement en comité de suivi pour approbation et réactions.

Toutes les sociétés qui ont intégré le groupe sur la période ont adopté les procédures décrites ci-dessus

2.5 Consolidation

Le groupe publie des comptes consolidés annuellement et semestriellement. Ces comptes font l'objet d'un audit complet par les commissaires aux comptes pour l'arrêté annuel et d'une revue limitée pour les comptes semestriels.

En interne, le groupe produit des comptes consolidés par trimestre.

Les consolidations sont établies sur la base des reportings mensuels décrits au point précédent.

Le 20 octobre 2009

Gérard Guillot
Président



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 37.150.195 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2009</p>
--

4 – Rapport général des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009

Rapport des commissaires aux comptes
sur le rapport du Président du Conseil d'administration, pour ce qui
concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration
et au traitement de l'information comptable et financière

Aplitec
44, quai de Jemmapes
75010 PARIS

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

RISC GROUP

Société Anonyme

7-11, rue Castéjà
92100 Boulogne Billancourt

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société RISC GROUP, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

C'est dans un contexte caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques que les comptes ont été arrêtés et que, en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La direction de Risc Group est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent principalement les tests de dépréciation des titres de participation et du fonds de commerce, selon les principes décrits dans les notes 4.1 « immobilisations incorporelles » et 4.2 « immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et, à l'identité des détenteurs de capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 30 octobre 2009

Les Commissaires aux Comptes

APLITEC

Pierre LAOT

Deloitte & Associés

Jean-Luc BERREBI

Aplitec
44, quai Jemmapes
75010 PARIS

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

RISC GROUP

Société Anonyme

7-11, rue Castéjà
92100 Boulogne Billancourt

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 30 juin 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société RISC GROUP, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

C'est dans un contexte caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques que les comptes ont été arrêtés et que, en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisitions et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note 3.2 aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 3.2 donne une information appropriée.

La société a comptabilisé en résultat - 7 451 K€ qui correspondent au coût de débouclage des anciens contrats cédés aux leasers suite à la fin du retraitement IAS 39 lié à la cession parfaite des contrats aux leasers sur la base des nouvelles conventions, selon les modalités décrites dans la note 1.1 aux états financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

PARIS et Neuilly-sur-Seine, le 30 octobre 2009

Les Commissaires aux Comptes

APLITEC

Deloitte & Associés

Pierre LAOT

Jean-Luc BERREBI

APLITEC
44, quai de Jemmapes
75 010 PARIS

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92 524 Neuilly-sur-Seine Cedex

RISC GROUP

Société Anonyme
7 / 11 rue Castejà
92 100 Boulogne-Billancourt

**Rapport des Commissaires aux Comptes établi
en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce
sur le rapport du président du Conseil d'administration de la société Risc Group**

Exercice clos le 30 juin 2009

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société Risc Group et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 30 juin 2009.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière :

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations :

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 30 octobre 2009

Les Commissaires aux Comptes

APLITEC
Pierre LAOT

Deloitte & Associés
Jean-Luc BERREBI



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 37.150.195 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2009

5 – Tableau sur les honoraires des commissaires aux comptes

en €	30/06/2009				30/06/2008			
	Deloitte	Aplitec	Autres		Deloitte	Aplitec	Autres	
Audit								
CAC & certifications	237 000	95 000	33 000		170 400	90 000	59 000	
Audit acquisition								
sous total	237 000	95 000	33 000	365 000	170 400	90 000	59 000	319 400
Autres prestations								
Juridique & Fiscal								
Technologies de l'information								
Audit interne					22 500			
Autres (**)								
sous total	0		0	0	22 500	0		22 500



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 37.150.195 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2009</p>
--

6 – Attestation du rapport financier



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 37.150.195 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

Boulogne-Billancourt, le 30 octobre 2009

Attestation du rapport financier annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en page 65 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Gérard Guillot
Président